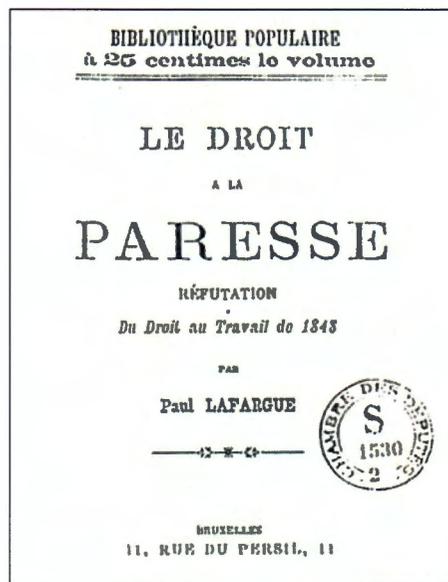
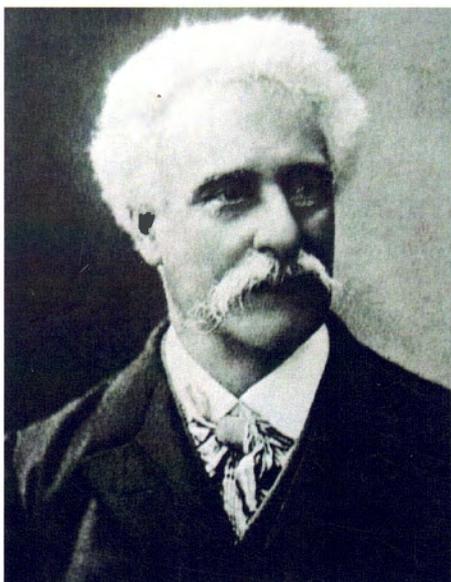


# PAUL LAFARGUE (Cuba, 1842-Draveil, 1911)



Actes du Colloque organisé par la  
**Fédération de l'Essonne de la Libre Pensée**  
en partenariat avec le  
**Conseil général de l'Essonne**  
Évry Samedi 3 décembre 2011



**Paul Lafargue**

Actes du Colloque organisé par la  
**Fédération de l'Essonne de la Libre Pensée**  
en partenariat avec le  
**Conseil général de l'Essonne**

Évry  
Samedi 3 décembre 2011  
ISBN

Tirage 250 exemplaires

Éditeur  
Fédération de l'Essonne de la Libre Pensée

Imprimeur  
Conseil général de l'Essonne

Relectures : Serge Bianchi, Louis Couturier, Jacques Macé

Maquette : Serge Bianchi

Illustrations de couverture  
1. Portrait de Paul Lafargue  
2. *Le Droit à la paresse*  
3. Les intervenants du colloque du 3 décembre 2011

Édition : Novembre 2012

**PAUL LAFARGUE**  
**(Cuba, 1842-Draveil, 1911)**

Actes du Colloque organisé par la  
**Fédération de l'Essonne de la Libre Pensée**  
en partenariat avec le  
**Conseil général de l'Essonne**

Évry  
Samedi 3 décembre 2011

## Sommaire

Jérôme Guedj	<i>Allocution</i>	p. 5
Louis Couturier	<i>Pourquoi La Libre Pensée commémore Paul Lafargue</i>	p. 6
Marc Blondel	<i>Présentation du colloque</i>	p. 8
Serge Bianchi	<i>Paul Lafargue, dans son temps, dans notre temps</i>	p. 12
Jacques Macé	<i>Paul Lafargue, approche biographique</i>	p. 18
Gilles Candar	<i>Lafargue et Jaurès</i>	p. 23
Jean-Numa Ducange	<i>Paul Lafargue, figure internationale du socialisme</i>	p. 34
Jean-Marc Schiappa	<i>A propos de l'antycléricalisme de Lafargue</i>	p. 39
Maurice Gelbard	<i>Lafargue : Une proposition de loi de séparation de l'Église et de l'État aux attendus surprenants</i>	p. 47
Jacques Macé	<i>Le mystère Lafargue</i>	p. 58
Daniel Carré	<i>La Société face à la mort : Combat de l'ADMD pour la légalisation d'une aide active à mourir</i>	p. 64

**Jérôme Guedj\***  
**Allocution**

Chers amis, bonjour,

J'ai plaisir à vous accueillir au Conseil général, je remercie la fédération de l'Essonne de la Libre Pensée de nous avoir sollicité pour organiser ce temps d'échange.

Je considère que le travail de recherche historique, de réflexion et d'échanges n'est jamais fini. Cette entreprise intellectuelle doit être facilitée.

Je vous suis reconnaissant de prendre un peu de votre temps, de votre droit à la paresse pour travailler et échanger.

Les époux Lafargue, Paul et Laura, avaient des attaches naturelles dans le département. Ils ont fait le choix personnel de leur fin de vie à Draveil.

J'ai eu l'occasion de participer dans le cadre de ma formation politique à des séances de lectures collectives du *Droit à la paresse*.

J'ai été élevé dans cet échange et dans les réflexions portées par Paul Lafargue dont l'actualité est présente dans les débats du moment, souvent avec dureté.

Qu'il s'agisse de la laïcité, de la souffrance au travail, ou du droit à mourir dans la dignité !

Je vais prendre un peu de temps pour rester avec vous et pour vous écouter, mais je dois vous quitter pour aller inaugurer un collège – cela fait partie du « job » d'un Président de Conseil général.

Bienvenue en Essonne,

Merci à tous de votre présence.



4. Jérôme Guedj, troisième à partir de la droite

---

\* Président du Conseil général de l'Essonne

**Louis Couturier\***

***Pourquoi la Libre pensée commémore Paul Lafargue***

Chers amis, chers camarades,

Pour diverses raisons, nous n'avons pu tenir ce colloque à Draveil, le 25 novembre, jour du suicide de Paul et Laura Lafargue – 108 rue Henri Barbusse. Il se tient ici, à Evry, au Conseil Général, le 3 décembre, date du centième anniversaire de leurs obsèques à Paris. Nous sommes à quelques kilomètres des lieux mêmes où ils ont vécu de 1896 à 1911.

Le dimanche 3 décembre 1911, le ciel était bas et pluvieux. Comme aujourd'hui la pluie était fine et froide. On a dû écourter la cérémonie au Père-Lachaise. Décidément la Météo ne favorise pas les commémorations relatives aux Lafargue ! L'*Humanité* fait état de 18 à 20 000 participants - 8500 selon la police ! Beaucoup arboraient à la boutonnière l'églantine rouge, chère aux socialistes et aux libres penseurs. Sur le cortège flottaient les drapeaux rouges et, parmi eux, celui du groupe de Draveil.

Quand il s'est avéré que ce centenaire ne serait marqué par aucune initiative officielle, la Fédération de l'Essonne de la Libre Pensée s'est fixée de consacrer un colloque à l'œuvre et aux combats de Paul et Laura Lafargue, de solliciter le partenariat du Conseil Général de l'Essonne, de faire appel aux historiens compétents sur ce sujet, à l'ADMD ( Association pour le Droit à Mourir dans la Dignité) et à Marc Blondel.

Je remercie tous ceux qui se sont engagés à nos côtés :

- Le Conseil général de l'Essonne qui a pris en charge la logistique.
- Marc Blondel qui a accepté la présidence des travaux.
- Jean Marc Schiappa de l'Institut de Recherches et d'Études de la Libre Pensée qui a sollicité les associations amies de l'IRELP
- Les intervenants particulièrement compétents sur la question :
  - Serge Bianchi, historien, professeur émérite des universités, Rennes II
  - Jacques Macé, biographe de Paul et Laura Lafargue et, qui plus est, Draveillois !
  - Gilles Candar, directeur des Cahiers Jean Jaurès et président de la Société des Etudes Jauressiennes
  - Jean-Numa Ducange, historien, universitaire, Maître de conférences, Université de Rouen
  - Maurice Gelbard, instituteur, dépositaire de nombreuses références sur la loi de Séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905
  - Jean-Marc Schiappa, président de l'Institut de Recherches et d'Études de la Libre Pensée ( IRELP)
  - Daniel Carré pour l'ADMD (Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité)

Ensemble, nous allons renouer avec le 25<sup>e</sup> anniversaire (1936) du décès des époux Lafargue, suivi en juin 1937 par l'inauguration d'une statue à Draveil, détruite - comme la plaque commémorative - en 1940.

Depuis, c'est la traversée du désert jusqu'aux années 1970, malgré quelques publications d'après la Seconde Guerre Mondiale. Il n'y a pas eu, à ma connaissance, de 50<sup>e</sup>, ni de 75<sup>e</sup> anniversaire.

En 2001, Jacques Macé publie *Paul et Laura Lafargue, du droit à la paresse au droit*

\* Président de la Fédération de l'Essonne de la Libre Pensée, secrétaire de l'IRELP

*de choisir sa mort*

Suivent les travaux de Gilles Candar et Jean-Numa Ducange et, plus récemment, la publication par Theolib, en 2011, de *La Religion du Capital* (1886) suivie du *Droit à la Paresse* (1880) et de *Pie IX au paradis* (1871).

Lafargue, « *l'homme d'une critique constante* », est antidogmatique, anticlérical, contre l'oppression du Sabre, du Goupillon et du Capital. Comme nous ! Il ne peut pas laisser la Libre Pensée indifférente. Nous n'avons pas de vérités à apporter sur Paul et Laura Lafargue, mais une méthode qui a fondé et pérennisé notre action depuis plus d'un siècle et demi et nous a amené à organiser des conférences dans l'Essonne :

- sur Maxime Lisbonne « *le D'Artagnan de la Commune* », en mai 2005 avec Les Amis de la Commune et la mairie de la Ferté-Alais ,
- et sur Darwin, avec l'Union Rationaliste, en mai 2009 à Orsay.

Place aux communications et aux débats !

Tout est enregistré en vue de la publication des Actes de ce colloque, ce qui contribuera à en élargir l'audience.

Encore une fois, je remercie tous ceux qui se sont engagés à nos côtés, tous les participants, tous ceux qui ont manifesté de l'intérêt pour nos travaux et aussi ceux qui ont tenu à s'excuser pour leur absence.



5. Louis Couturier, au centre

« modernistes », on a dit : « *Il faut remettre en cause cette garantie, cette protection* ». On a même dit que cette interdiction empêchait les femmes de trouver du travail dans les entreprises.

À l'époque, une amie du président du Conseil général, Martine Aubry, ministre du Travail, déclarait en substance : la Cour européenne de justice nous condamne, je ne peux pas faire autrement que de dénoncer cette convention. Nous avons eu des échanges plus que vifs à ce sujet. Qu'ont gagné les travailleurs dans cette affaire ? Néanmoins, cela montre bien que les garanties que nous obtenons sont aléatoires. Elles peuvent être remises en cause, c'est le cas de la retraite à 60 ans ou des 35 heures. Le Président Sarkozy ne va-t-il pas jusqu'à rendre la retraite à 62 ans et les 35 heures, responsables des difficultés actuelles du pays ?

Lafargue a parfaitement compris que le capitalisme aboutirait à écraser tout le monde. Il me faut constater que le système capitaliste arrive à ses contradictions, qu'avaient compris Lafargue et son beau-père Karl Marx. Ce dernier avait expliqué que la libre concurrence conduisait à des positions de monopoles, à l'exploitation la plus totale. Nous n'en sommes pas loin. Je m'étonne qu'il n'y ait pas d'alternative à ce genre de choix de société, même de la part de nos amis de l'opposition, Monsieur le Président.

Je reste anti capitaliste. Je rêve d'une société collectiviste. On ne va pas refaire 1917. On peut construire une société mixte avec une partie laissée à la libre concurrence, à la loi du marché, et des firmes plus collectivistes, plus étatiques, pour rééquilibrer les choses. Sinon, d'exploitation en exploitation, on verra se constituer une plèbe –les gens rejetés- ; cette plèbe fera une cour des miracles et posera des problèmes de sécurité. Il est probable que –si j'obtenais satisfaction- je serais quand même dans l'opposition parce que je suis libre penseur et qu'il faut toujours un contrepoids dans la société. C'est mon côté un peu libertaire qui me rapproche de Lafargue.

J'aimerais - puisque le Président en a parlé - que les partis, comme naguère, continuent à animer des Universités populaires voire des centres de formation, qu'ils n'abandonnent pas les citoyens à la télévision comme seul moyen de connaissances. Pour en revenir à Paul Lafargue, il est nécessaire de le remettre en rapport avec son temps. Ce n'est pas celui de Renault ou d'EADS quand il écrit : les femmes travaillaient comme les hommes.

Pendant la Commune de Paris, il se disait féministe : pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Maintenant le féminisme, c'est autre chose.

Il fut l'un des fondateurs de l'AIT, l'Association Internationale des Travailleurs, la Première Internationale, à Londres, en septembre 1864, il avait 20 ans. Pour moi, c'est la plus belle de toutes les Internationales. Elle ne regroupait pas que des travailleurs. Elle regroupait avec les salariés, des penseurs, des philosophes et ceux qu'on appelait alors des « économistes » qui réfléchissaient sur ce qu'était la classe ouvrière et sur ce qu'elle allait devenir. Bien entendu Lafargue a été derrière. Il l'était personnellement. Il l'était par Karl Marx, il fut le secrétaire de Karl Marx, il a construit le Parti Socialiste. Il était pour le communisme intégral. Je suis resté fidèle à la Première Internationale.

C'est elle qui a mis debout une structure dans laquelle j'ai milité pendant plus de 18 ans, au Conseil d'Administration du BIT (Bureau International du Travail constitué en 1919).

Elle fut la première à comprendre que le domaine du capitalisme - et son opposé -

**Marc Blondel**  
**Présentation du colloque**

Citoyens, citoyennes,

Il va nous falloir travailler dans une relative intimité due, sans doute, à la non maîtrise du temps –maussade- par le Président de la Fédération de l'Essonne.

J'ai coutume de dire que je suis Président de la Fédération Nationale de la Libre Pensée, Président, responsable de gens qui ne veulent pas de chef. Ceci pour souligner que notre état d'esprit nous porte à nous interroger, à douter, à contester.

Nous nous voulons les héritiers des sceptiques grecs.

Nous avons besoin de nous renseigner, de nous cultiver, il n'y a pas d'âge pour cela. Ce genre d'initiative permet ainsi de suppléer les éventuelles faiblesses de l'enseignement - particulièrement celui de l'Histoire -. Celui-ci se détériorant de manière régulière, heureusement que ce genre d'initiatives permet à ceux qui veulent en savoir plus d'acquérir quelques connaissances supplémentaires.

Je me félicite que ce colloque se tienne ici et que les thèmes que nous allons traiter entrent dans ce cadre. Je tiens à remercier les Autorités publiques qui ont facilité sa tenue. Il n'est pas mauvais, en ces temps de campagne électorale, d'utiliser l'élan dans les relations de ces Autorités avec les citoyens pour aborder des problèmes tels que celui-ci.

En général, les élus que nous rencontrons lors de nos initiatives, nous sollicitent au sujet de la Laïcité.

La laïcité n'est pas exclusivement un phénomène national, ni un problème d'opportunité au moment des élections. C'est quelque chose d'universel, de permanent.

Je peux donner l'impression d'être distant avec Lafargue, mais je ne le suis pas : l'un des caractères de Lafargue, c'est son anticléricalisme, ou plus exactement une antireligiosité. Il avait ressenti - anticipation qui me paraît importante - que Capitalisme et Religion ne feraient qu'un, ne pouvaient faire qu'un et que la Religion serait ainsi utilisée autant que de besoin. Il dénonce le dieu Capital avec beaucoup de talent.

Je pense que l'on a tendance à considérer le *Droit à la paresse* comme un bouclier pour ... paresser, refuser de faire ses devoirs, quand on est écolier ou étudiant, par exemple. Ce n'est pas du tout cela. Nos amis historiens y reviendront et permettront de resituer cet ouvrage dans la période où il a été écrit, en 1880, avant le développement industriel que nous connaissons.

Il est incontestable que la naissance du mouvement syndical est venue avec le développement industriel.

Il est intéressant de constater que dans les idées de Lafargue on retrouve des choses curieuses. J'ai tendance à accoupler les déclarations du Président Sarkozy - travailler plus pour gagner plus - avec ce que dénonçait Lafargue : que le capitalisme conduisait, par souci d'en avoir toujours plus, à vouloir faire travailler tout le monde plus longtemps. Parfois on sent chez Lafargue une anticipation : la condamnation de la consommation pour la consommation. Il a dénoncé le travail des femmes et le travail des enfants.

J'ai connu le moment où le travail de nuit des femmes était encore interdit dans l'industrie parce que la France avait ratifié la convention internationale qui interdisait le travail de nuit des femmes dans l'industrie. Au nom de l'égalitarisme, des

\* Président de la Fédération nationale de la Libre Pensée

celui de la classe ouvrière, n'était pas une affaire nationale. Elle était en avance sur la mondialisation. Le Bureau International du Travail a pu être mis debout parce que les patrons avaient une peur bleue de la pénétration de la Révolution d'Octobre.

Lafargue ne fut pas très heureux de la Charte d'Amiens en 1906. Comme Jules Guesde, il ne croyait pas au mouvement syndical indépendant des partis. Le mouvement syndical n'était bon qu'à organiser des grèves. Pour le reste, qu'il s'en remette au parti : qu'il vote bien et il aura des lois qui lui donneront satisfaction. Cela reste le b.a.-ba de la social démocratie. Jules Guesde développe cela, Lafargue aussi, lors de ses campagnes électorales dans le Nord de la France.

Il a ferraillé contre Jaurès qui, sur ce point, était plus nuancé. J'apprécie Jean Jaurès, il me rappelle qu'il ne faut pas céder à l'extrémisme (je serais volontiers extrémiste).

En 1905, dans le débat sur la séparation effective des Églises et de l'État, j'aurais été plutôt allariste<sup>1</sup>. Ce qui aurait été stupide. Cela menait à la guerre civile. Jaurès et Ferdinand Buisson, par leur travail et leurs déclarations, ont équilibré les choses. Eux, ils parlaient comme des hommes politiques ayant une optique de gestion du pays.

Laisser croire que le mouvement syndical peut être en lien permanent avec les partis politiques est une erreur. En 1906, ils ont eu raison. L'indépendance syndicale est une nécessité. Aux syndicats revient la défense des intérêts des salariés. Aux partis revient la gestion de la société.

En système capitaliste il y a des antagonismes. Même en situation de dictature du prolétariat, l'expérience l'a montré, il y a nécessité de syndicats indépendants. Lafargue était du côté de Jules Guesde, ce qui ne veut pas dire qu'il était toujours sur cette ligne de dépendance des syndicats à l'égard des partis. Soulignons qu'en 1906, le mouvement syndical était : anticlérical, anticapitaliste, antimilitariste.

Nous reviendrons, à la fin du colloque, sur la liberté de vivre et de mourir avec l'ADMD. Cela relie Lafargue à la Libre Pensée.

Il y a quelques mois, avec Jean-Luc Romero, Président de l'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité (ADMD), nous eussions pu obtenir, au Sénat, un vote concernant l'euthanasie. Nous devions gagner, même les sénateurs UMP étaient favorables. L'Église a repris la main. Le texte final fut totalement neutre.

L'archevêque de Lyon a téléphoné personnellement aux sénateurs, y compris UMP et leur a demandé de ne pas voter. L'affaire n'est pas finie, nous ne renonçons pas. Lafargue n'a pas connu la mise en place de structures européennes qui font que le budget de la France devra être soumis à l'Europe. Je ne connais pas Barroso, je n'ai pas voté pour M. Barroso, il n'a aucune délégation citoyenne. Je n'insisterai pas car je ne veux pas transformer notre colloque en campagne électorale.

Mais savez-vous que, déjà, sur tous les problèmes de bioéthique, il existe une commission, à Bruxelles. La représentation française est assurée par un ecclésiastique et une vierge consacrée. Ils font, ainsi, autour de Barroso, du lobbying pour encadrer notre vie de citoyen, notre liberté, notre morale. Ils mettent ainsi en place ce qu'ils appellent dans leur jargon : la gouvernance mondiale.

C'est une utopie dangereuse : la gouvernance mondiale, c'est donner le moyen de gouverner aux possédants, c'est-à-dire aux financiers capitalistes. Les droits des

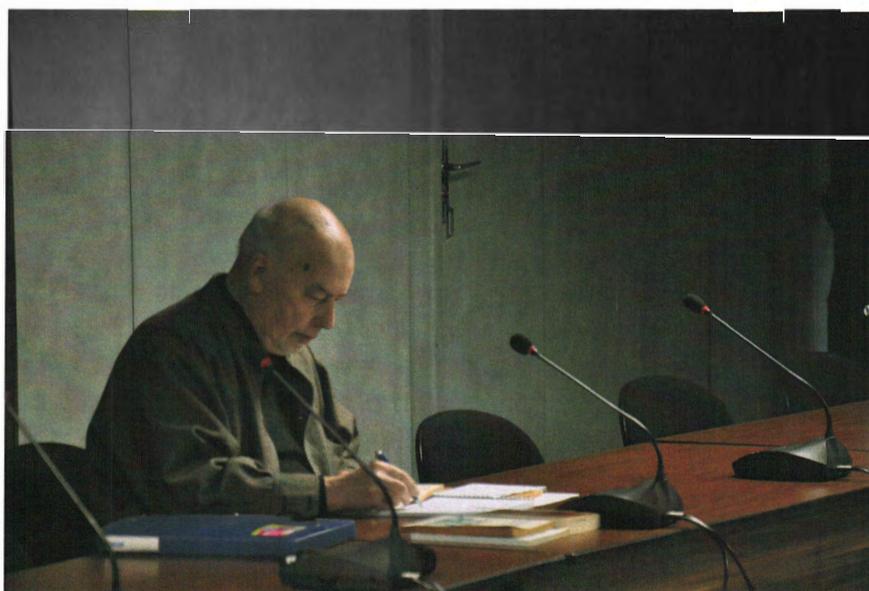
---

<sup>1</sup> Maurice Allard (1860-1942), un des dirigeants de premier plan de la Libre Pensée avec F. Buisson, A. Briand. Il était favorable à une loi de suppression des Églises par l'État.

citoyens seront, par définition, bafoués.

Si dans l'un des 27 pays nous devons voter contre, nous ne le pourrions pas, car c'est à l'Europe qu'il reviendra de décider. Ce qui vaut pour la France, vaut pour la Grèce. Ils ont viré Papandreou. Cela vaut aussi pour l'Italie, même si le régime de Berlusconi n'avait pas notre agrément. La façon dont tout cela se passe est tout à fait antidémocratique.

Nos amis historiens et universitaires, vont enrichir nos connaissances sur Paul Lafargue. Ne pas faire du « droit à la paresse » un slogan. Replacer les choses dans leur époque. Bien entendu, on s'arrêtera sur le *Droit à la paresse* mais *La religion du capital* et ses autres œuvres méritent d'être lues. Paul Lafargue est intervenu à propos de la santé des salariés, il était médecin, ne l'oubliez pas. Il dénonçait déjà les maladies dues au travail. Il dénonçait les ravages dus au travail des enfants de 6 à 8 ans dans l'industrie. Toute son œuvre mérite d'être connue et lue. C'est avec plaisir que nous allons entendre nos amis.



6. Marc Biondel

Serge Bianchi

**Paul LAFARGUE, dans son temps, dans notre temps**

Je remercie les organisateurs de cette journée de leur invitation à un « non spécialiste » de Paul et Laura Lafargue. Il s'agit de présenter ces deux figures importantes de l'histoire du socialisme en leur temps et dans notre temps, notre actualité. Je le ferai en quatre séquences brèves. D'une part, en évoquant mes rencontres intellectuelles avec le couple au hasard de recherches dispersées. Puis, en présentant le contexte large de leurs actions et de leurs œuvres. Ensuite, en abordant les facettes d'une personnalité hors du commun, telle qu'elle a pu être campée le 3 décembre 1911, il y a juste cent ans, par les orateurs et oratrices du Père-Lachaise au moment des obsèques (grandioses) de Paul et Laura Lafargue. Enfin, en précisant quelques aspects actuels de la pensée du polémiste, sans interférer sur les communications qui vont suivre et approfondir ces considérations préliminaires...

**Des rencontres intellectuelles et historiques**

L'importance historique d'un personnage et d'un penseur peut se calculer « mathématiquement » par les références des index des ouvrages historiques consultés.

En travaillant dans les années 1970 sur la carrière et les recherches de Maurice Dommanget<sup>2</sup>, infatigable défricheur des études révolutionnaires et socialistes, j'ai pu constater l'omniprésence de Paul Lafargue dans *L'introduction du marxisme en France*<sup>3</sup> (1969), avec 42 références contre 29 à Jules Guesde et 2 à Jean Jaurès<sup>4</sup>. Il en va de même dans l'ouvrage majeur et unique en son genre sur le 1<sup>er</sup> mai<sup>5</sup> (1972), avec 24 références contre 35 à Guesde et 21 à Émile Pouget<sup>6</sup>. L'affaire de Fourmies (1891, voir Jacques Macé) y est ainsi amplement développée<sup>7</sup>. Ce furent là mes premières rencontres avec Lafargue.

À l'occasion de recherches sur la réduction du temps de travail et de la journée de 8 heures<sup>8</sup>, dans les années 1980, j'avais abordé *Le droit à la paresse*, mais sans approfondir la pensée paradoxale de Paul Lafargue sur cette question cruciale.

Comme historien local, dans le cadre du *Cercle littéraire et historique de Draveil*, dont Jacques Macé est membre, nous avons approché ensemble Paul Lafargue, dans les années 2000, à propos des événements de Draveil-Vigneux-Villeneuve-Saint-Georges de 1908, dans le cadre du colloque de Nérac de 2006, commémorant les 100 ans de la charte d'Amiens<sup>9</sup>. Lafargue (et Lénine) fait partie des *Cent*

<sup>1</sup> Professeur émérite des Universités, Président du *Cercle littéraire et historique de Draveil*.

<sup>2</sup> « Maurice Dommanget (1888-1976) », *Annales historiques de la Révolution française*, 1977, 227, p. 71-86

<sup>3</sup> Maurice Dommanget, *L'introduction du marxisme en France*, Éditions rencontre Lausanne, 1969.

<sup>4</sup> Voir la communication de Jean-Numa Ducange.

<sup>5</sup> Maurice Dommanget, *Histoire du 1er mai*, Paris, La Tête de Feuilles, Archives et documents, 1972.

<sup>6</sup> Mais 5 mentions seulement dans l'imposant volume du même auteur, *Histoire du drapeau rouge*, Paris, Librairie de l'Étoile, 1966, rééd. Marseille, Le mot et la chose, 2006, contre 22 à Jaurès par exemple.

<sup>7</sup> Jacques Macé, *Paul et Laura Lafargue. Du droit à la paresse au droit de choisir sa mort*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 106-116.

<sup>8</sup> À la suite de laquelle on ne doit plus travailler, dans la stratégie syndicale des années 1900.

<sup>9</sup> Voir Victor, Émile, Georges, Fernand et les autres... *Regards sur le syndicalisme révolutionnaire*, Bouloc, Éditions d'Albret, 2007, p. 254-255 sur Lafargue et Métivier. Voir également à cette occasion la réédition de *La vague rouge* de Joseph Henry Rosny aîné, Bouloc, Éditions d'Albret, 2008.

*personnages au cœur de la cité* de Draveil, sous la plume de Jacques Macé, en compagnie d'Alphonse Daudet, Eugène Delacroix, Marie Laurencin, Lafayette... On y trouve des analyses précises du cadre de vie de Paul et Laura, de leurs attaches draveilloises et des circonstances de leur suicide<sup>10</sup>. Tous ces « vagabondages » intellectuels ont abouti à une proximité certaine du personnage de Lafargue.

C'est dire combien l'idée d'une commémoration de Paul et Laura Lafargue, repoussée longtemps par la municipalité de Draveil<sup>11</sup>, nous a soulagé, même si cet anniversaire devient trop dense, en cette journée si chargée de sens. En plein milieu de notre colloque, en effet, une plaque va être apposée devant la demeure draveilloise des Lafargue<sup>12</sup>. Ce colloque d'Évry, pour lequel nous remercions la Libre Pensée et le Conseil général, est donc une occasion unique de faire le point sur l'importance historique de Paul et Laura, et sur l'actualité de leurs œuvres....

### **Un contexte historique brûlant**

Les 50 années de la carrière politique et militante de Paul Lafargue (entre 1861 et 1911) se situent dans un contexte politique et social crucial, dont il est l'un des acteurs à part entière. Le contexte politique est le passage de l'Empire libéral, qui entend associer le monde ouvrier à la croissance et à la sortie du paupérisme à une Troisième République tour à tour monarchiste (l'ordre moral), modérée (opportuniste), radicale, pour laquelle des crises ou des affaires (la Commune, le boulangisme, Panama, les anarchistes, Dreyfus, 1905<sup>13</sup>) sont à chaque fois des révélateurs des engagements et des recompositions politiques.

Sur le plan social et syndical, nous assistons à la naissance à Londres de la Première Internationale, exilée aux États-Unis dans les années 1870, puis de la Seconde Internationale, tandis que les partis socialistes se développent régulièrement en France (1879-Marseille, 1905-Paris) et en Allemagne, que les syndicats se multiplient et se structurent, de la loi Waldeck-Rousseau (1884) à la Charte d'Amiens<sup>14</sup> et à l'apogée du syndicalisme révolutionnaire. Parallèlement, se met en place une législation sociale impulsée à partir de 1906 par le ministère du Travail : entre 1900, la journée de 11 heures, et la fameuse loi sur les retraites de juillet 1910. On peut suivre les prises de position de Paul Lafargue au fil des congrès et de la presse, où il intervient sans relâche.

### **Des centres d'intérêt multiples**

L'ampleur et l'importance des personnalités des orateurs présents lors des obsèques journée du 3 décembre 1911 n'esquissent qu'une partie des apports de Paul et de Laura Lafargue à l'histoire. Me réfugiant derrière la part de subjectivité que porte tout historien, je voudrais lister quelques centres d'intérêt de vies hors du commun, dont la plupart seront approfondis au cours de la journée, comme des clefs possibles d'analyse.

<sup>10</sup> Cercle littéraire et historique de Draveil, *Draveil. Cent personnages au cœur de la cité*, Fontenay-le-Vicomte, 2009, p. 315-320.

<sup>11</sup> Comme Vigneux pour les grèves de 1908.

<sup>12</sup> Voir la photographie de la cérémonie.

<sup>13</sup> Paul Lafargue participe à la Commune de Paris, lors d'un voyage depuis Bordeaux. Il est un moment tenté par le boulangisme. Il professe des sympathies pour le mouvement anarchiste des années 1890. Il milite pour la réhabilitation de Dreyfus. Il salue la révolution russe de 1905. Lire à ce sujet, Jacques Macé, *op. cit.*, et la fiche Paul Lafargue du *Dictionnaire Maitron*.

<sup>14</sup> 1906-1909 peut être qualifié de « temps des grèves », voir les ouvrages de Michelle Perrot.

### **L'internationalisme ()**,

Entre chaque petite patrie d'accueil successif (France, Angleterre, Allemagne, Espagne) de sol, de cœur ou de raison, Paul Lafargue entretient un rapport très particulier au drapeau et aux questions si controversées du patriotisme (germanophile ?) et de l'antimilitarisme<sup>15</sup>.

**La précocité et la longévité des engagements intellectuels et militants.** Paul Lafargue est un « soixante-cinq-ard » de 1865, comme il y eut des « quarante huitards » de 1848 et des « soixante-huitards » de 1968, quand il participe à une grève étudiante majeure (à la faculté de médecine) qui entraîne sa radiation à vie de l'Université française par le ministère de Victor Duruy<sup>16</sup>. Appartenant à une génération de jeunes intellectuels révoltés contre l'Empire, il reste fidèle à ses idéaux révolutionnaires jusqu'à son dernier souffle, dans son refus du ministérialisme de Jean Longuet en 1911, prolongeant celui du réformisme à la Millerand des années 1890.

### **L'éclectisme et l'ouverture d'esprit**

En 1865, l'année décisive, il rencontre Karl Marx à Londres, en février 1865 comme délégué<sup>17</sup>, mais quelques mois plus tard Auguste Blanqui « l'éternel révolté », évadé de Sainte-Pélagie<sup>18</sup>, au congrès de Liège des étudiants internationalistes, à Bruxelles. Il refuse de choisir entre les deux visions de ces fortes personnalités et contacte à nouveau Blanqui en 1879, pour prendre la tête du parti socialiste naissant. De même, il lui arrive d'hésiter entre le drapeau rouge et le drapeau noir. Il conserve des sympathies libertaires pour Proudhon, dont « il serait infesté », et pour Bakounine<sup>19</sup>, tous deux plus ou moins adversaires des thèses de Marx et Engels. On dira de lui qu'il était un « demi-anarchiste »<sup>20</sup>, pas assez « marxiste orthodoxe ». Il a également étudié les pionniers de l'utopie, comme Campanella. Cette ouverture d'esprit, qui complète ses engagements militants, le rend inclassable, malgré une réputation de « gauchiste », et lui vaut la sympathie de révolutionnaires de tous bords.

### **Le talent littéraire**

Paul Lafargue s'impose comme un pamphlétaire et un polémiste redoutable. Il fut célèbre par ses critiques littéraires, comme *La légende de Victor Hugo*, en 1885, où il dénonce les illusions du romantisme et du libéralisme, les reniements du « roi sans couronne ». Il pourfend le *Sapho* de Daudet (1879), déboulonne Émile Zola, Ernest Renan et tant d'autres écrivains reconnus. Il n'est lui-même que dans la réfutation, comme son beau-père, Karl Marx. *Le droit à la paresse* est ainsi une réfutation brillante et paradoxale du *droit au travail*, concept que les bourgeois de 1848 auraient fait miroiter à la classe ouvrière, en vue de son aliénation à venir !

<sup>15</sup> Voir la communication de Gilles Candar.

<sup>16</sup> Pour une affaire de drapeau rouge, entre autres, malgré la sympathie personnelle affichée à son égard par ce même Victor Duruy.

<sup>17</sup> Recommandé par le responsable parisien de l'Internationale des travailleurs Henri Tolain.

<sup>18</sup> Le blanquisme se caractérise par l'éducation des masses, la prise du pouvoir par une minorité révolutionnaire consciente, l'anticléricalisme, l'athéisme. Voir la somme de Maurice Dommanget, *Les idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui*, Paris, M. Rivière, 1957.

<sup>19</sup> Il serait le « dernier bakouniniste » selon M. Dommanget, « teinté du bakouninisme », selon Gilles Candar, préface du *Droit à la paresse*, présenté par Maurice Dommanget, Paris, La Découverte, 2010, p. 9.

<sup>20</sup> Selon Gustave Hervé au congrès de Nîmes de la SFIO, en 1910.

Reste ce paradoxe de l'intellectuel qu'il est manifestement, mais qu'il critique également de façon acerbe quand il définit ainsi les intellectuels : « des arrivistes qui tentent de se créer une situation dans la politique au détriment de ceux qui les écoutent »<sup>21</sup> ! Cela pourrait passer pour un autoportrait ironique de la part de cet homme de lettres, que l'on traitera de bourgeois après l'achat de la propriété de Draveil... Ceci explique probablement pourquoi des surréalistes conseilleront de lire Paul Lafargue plutôt que... Jean Jaurès, dans les années 1930<sup>22</sup>.

### **La passion du journalisme**

Des revues étudiantes (*La rive gauche* de Charles Longuet, 1864), aux derniers éditoriaux de *l'Humanité*, en passant par la *Libre pensée* (1878), *Le Cri du Peuple*, *Le Socialiste*<sup>23</sup>, *Le Travailleur*, *Le Devenir social*, Paul Lafargue a couvert les grèves et les mouvements sociaux pendant près d'un demi siècle, le journalisme étant inséparable de l'engagement militant, à Fourmies en 1891 comme à Draveil, en juin 1908<sup>24</sup>.

### **La complémentarité du couple**

Laura Lafargue révèle sa personnalité et ses talents littéraires dans sa correspondance, dans ses écrits, sans qu'on lui accorde la considération qu'elle devrait en retirer. C'est elle, en premier chef, qui a introduit, par ses traductions, le marxisme en France : la préface du *Capital*, le *Manifeste* du parti communiste (de 1847, en 1882)<sup>25</sup>, *La lutte des classes en France* (de 1850, en 1900), la *Sainte famille*, à la veille de sa mort. « *L'union avec Laura cimente son marxisme* » écrit à ce propos Maurice Dommanget.<sup>26</sup>

Elle porte sur Paul un regard tendre et lucide : « *Il a assez de défauts comme ça et même à en revendre* ». Paul, quant à lui, balance entre la séduction<sup>27</sup> et l'ironie, la qualifiant « *d'enfileuse de perles métaphysiques* »... Les lettres de Laura à Engels, son « cher général » sont éloquentes : « *Votre lettre nous a réchauffé à tel point que le thermomètre est remonté, le dégel est survenu, la glace a fondu et la neige s'est transformée en boue* »<sup>28</sup>

L'un des paradoxes de Paul Lafargue tient aux limites d'un féminisme incontestable dans les réformes qu'il appuie (caisses de maternité, droits sociaux, comités de femmes), mais qu'il restreint dans la politique comme dans la vie de couple<sup>29</sup>. Cette injustice à l'égard de Laura s'est maintenue depuis un siècle, à peu de réserves près. Telle notice du dictionnaire Maitron, si précieux par ailleurs, se borne à renvoyer... à la notice de Paul Lafargue<sup>30</sup>. À Draveil même, les mentalités ont du mal à évoluer. Il

<sup>21</sup> Citation de Gilles Candar, dans *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2004-2005, p. 688.

<sup>22</sup> Paul Lafargue. *Paresse et Révolution. Écrits 1880-1911*, Paris, Tallandier, Gilles Candar, Jean-Numa Ducange (dir.), p. 12-43.

<sup>23</sup> Hebdomadaire du Parti Ouvrier Français dans les années 1880.

<sup>24</sup> Lire en annexe son éditorial du 6 juin, dans *l'Humanité*.

<sup>25</sup> La « meilleure » traduction, selon Maurice Dommanget, *L'introduction...*, op. cit., p. 68.

<sup>26</sup> Id., p. 180.

<sup>27</sup> Il la décrit ainsi dans une lettre : « rose et blonde : ses opulentes boucles dorées brillaient comme si le soleil couchant s'y fut réfugié »,

<sup>28</sup> Lettre écrite en 1890, du Perreux.

<sup>29</sup> Voir en particulier les réserves émises par Alexandre Zevaes, Maurice Dommanget et Jacques Macé au sujet du « suicide » du couple.

<sup>30</sup> *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997 : « Née à Bruxelles le 26 septembre 1846, fille de Karl Marx, épouse de Paul Lafargue (voir ce nom) [souligné par nous], Laura Lafargue partagea [souligné par nous] la vie militante de son mari jusqu'à leur mort volontaire [souligné par nous] le 25 novembre 1911 [en fait le 26]. Elle fut déléguée au congrès du

existe bien une rue Paul Lafargue, dès 1931, débaptisée en rue Georges Guynemer en 1941, requalifiée en 1945, et en 1969 « avenue Paul Lafargue », mais Laura n'est pas mentionnée<sup>31</sup>. De même, la plaque apposée le 3 décembre 2011 devant la maison des Lafargue ne mentionne que Paul Lafargue : « *Janvier 1842-Novembre 1911 (Draveil) Cofondateur du Parti Ouvrier Français, Député* »<sup>32</sup>...

### **Le refus des compromissions**

Paul Lafargue se montre intransigent, voire polémiste et « franc-tireur » dans de nombreuses affaires, qu'il s'agisse de la défense de Dreyfus<sup>33</sup>, de la question des retraites ouvrières et d'un débat mémorable contre Jaurès<sup>34</sup>, de l'athéisme<sup>35</sup>, de l'anticléricisme<sup>36</sup>, de l'anticolonialisme.

Tous ces éléments permettent de comprendre les témoignages lors des obsèques des époux Lafargue au Père-Lachaise, le 3 décembre 1911. Ils posent la question de l'actualité de Paul Lafargue et du regain d'intérêt pour son parcours et ses luttes.

### **Des engagements féconds et actuels**

Les combats de Paul et Laura Lafargue rencontrent une actualité brûlante, des sujets de société, dont témoignent nombre de publications récentes, dépassant les enjeux du centenaire de leur disparition.

### **L'exemplarité de leurs engagements**

Socialistes, sionistes, communistes, syndicalistes, journalistes, libertaires, parlementaires ; Russes<sup>37</sup>, Polonais, Allemands, Britanniques, Espagnols, Français ; simples militants et syndicalistes venus des cités ouvrières<sup>38</sup> : l'hommage venu de milieux si divers<sup>39</sup>, parfois opposés (il ne manque que Jules Guesde) montre la constance et la vigueur des engagements d'un couple qui a compté plus que quiconque dans la propagation du marxisme en France et dans la naissance du parti socialiste. Cinquante années de luttes, de la faculté à la mort, et près de 45 années de présence aux congrès politiques : voilà de quoi justifier l'importance de l'entrée Paul Lafargue dans le dictionnaire Maitron. La richesse des interventions de la journée d'étude du 3 décembre 2011 montre l'éclectisme des combats de Lafargue et la justesse de l'hommage posthume de Jean Jaurès à Lafargue quand il souligne à la fois que ce dernier « *eut des adversaires mais pas d'ennemis* » et que le mélange de théorie et d'idéalisme dans l'existence du couple sera un « *enseignement pour les jeunes générations* »...C'est cette existence que salue Maurice Dommanget, en présentant une édition érudite du *Droit à la paresse*. Militant et syndicaliste internationaliste aux attaches locales fortes, Dommanget rend ainsi hommage à ces

---

POF à Ivry (1900) ». Cela est bien court, et bien discutable, au regard de l'imposante notice de Paul Lafargue dans le même ouvrage (voir en annexe) !

<sup>31</sup> Voir *Draveil, Chemins d'antan... rues du présent*, Cercle littéraire et historique de Draveil, Fontenay-le-Vicomte, 2001, p. 199-200, 274.

<sup>32</sup> Une plaque complémentaire, à la mémoire de Laura, est venue compléter ce devoir de mémoire.

<sup>33</sup> Voir la contribution de Jean-Numa Ducange.

<sup>34</sup> Voir les analyses de Gilles Candar et Guy Dreux, *Une loi pour les retraites*, Paris, Le Bord de l'eau, 2010.

<sup>35</sup> Dieu est qualifié de « diable », dès 1865, Lafargue reprenant la formule de Proudhon.

<sup>36</sup> Voir la communication de Maurice Gelbard, au sujet de la séparation de l'Église et de l'État.

<sup>37</sup> Lénine, Alexandra Kollontaï...

<sup>38</sup> Drancy, Ivry, Alfortville, Draveil...

<sup>39</sup> Lire le rapport remarquable sur les obsèques rédigé par le commissaire de police pour la Préfecture, dans Jacques Macé, *Du droit...*, *op. cit.*, p. 184-191.

pionniers du marxisme que V. I. Lénine définit sur leurs tombes : « Il faut, à l'exemple de Paul et Laura Lafargue lutter, lutter toujours, afin d'arriver à ce que prévoyait le disparu : la victoire du prolétariat »<sup>40</sup>.

### **Durée du travail et retraite**

Gilles Candar et Jean-Numa Ducange sont mieux placés que moi pour évoquer ce thème si actuel<sup>41</sup>. On peut rappeler que Lafargue s'opposait à la loi de juillet 1910, diligentée par le ministère du Travail, car elle faisait le jeu de l'État et du Patronat au détriment des couches les plus vulnérables de la classe ouvrière. Si la durée de vie des ouvriers a augmenté, l'allongement de l'âge de la retraite et l'aggravation des inégalités sociales, comme la réduction des chances de mobilité sociale rendent pertinentes les analyses de Lafargue sur le temps et le mode de travail comme sur les retraites. L'évolution des conditions de travail et des loisirs « restitue peu à peu au visionnaire Lafargue sa place dans la grande mutation sociale de notre époque »<sup>42</sup>.

**La laïcité et la libre pensée**, évoquées par Louis Couturier et Maurice Gelbard.

**Le droit de mourir dans la dignité**, avec des correspondances si actuelles.

On pourrait multiplier les apports (l'éducation, la critique du capitalisme, l'antimilitarisme) de celui qui fut un grand passeur d'idées, un vulgarisateur de talent dont témoignent les articles dans l'*Humanité* des années 1905. Depuis une dizaine d'années, les travaux relatifs à la pensée et aux engagements des époux Lafargue sont en plein développement<sup>43</sup>. Paul Lafargue, étudiant contestataire des années 1860, gendre de Karl Marx, admirateur d'Auguste Blanqui, auteur du *Droit à la paresse*, pamphlétaire visionnaire, mérite amplement l'hommage qui lui est rendu aujourd'hui, en parallèle, par ce colloque et l'apposition d'une plaque devant la villa qu'il partageait avec Laura, à Draveil. Il y a cent ans, jour pour jour, une foule de responsables politiques, syndicaux et de militants anonymes se recueillaient devant les cendres des deux révolutionnaires et le Mur des Fédérés. Leur vie, leur mort, et leur pensée demeurent exemplaires et d'une actualité brûlante.



7. Serge Bianchi, au centre

<sup>40</sup> *Id.*, p. 188.

<sup>41</sup> Voir l'intervention de Marc Blondel.

<sup>42</sup> Maurice Dommanget, *Paul Lafargue. Le droit..., op. cit.*, p. 97.

<sup>43</sup> De la biographie de Jacques Macé, pionnière en langue française (2001), aux travaux cités par les intervenants du colloque, et aux rééditions érudites du *Droit à la paresse*.

**Jacques Macé\***  
**Paul Lafargue Approche biographique**

Né à Cuba en 1842 car sa famille paternelle avait été chassée de Saint-Domingue par la révolte des esclaves, Paul Lafargue compte parmi ses grands-parents un juif, une métisse créole et une caraïbe. « *Le sang de trois races opprimées coule dans mes veines* », dira-t-il ou lui fera-t-on dire. Ce métissage multiple lui donnera des traits remarquables et une grande prestance.

Il revient à Bordeaux avec ses parents à l'âge de 10 ans et monte à Paris en 1862 pour y faire des études de médecine. C'est l'époque du début de la timide libéralisation du Second Empire et une vive agitation règne dans les milieux étudiants, conquis par les idées de Proudhon mais surtout par celles du révolutionnaire Auguste Blanqui, dont Lafargue devient un partisan actif. Il est associé à la création de la section française de l'AIT. - la Première Internationale -, rencontre Karl Marx au cours d'une mission à Londres et, en octobre 1865, participe avec les blanquistes au premier congrès international étudiant qui se tient à Liège. Ses interventions sont violentes ; il fait en particulier une profession d'athéisme dont la presse se fait largement l'écho et qui irrite fortement les milieux cléricaux, notamment Mgr Dupanloup, le sénateur-archevêque d'Orléans qui condamne vertement les "horreurs de Liège". Des manifestations éclatent au Quartier Latin. Huit étudiants en droit et en médecine, dont Paul Lafargue, sont exclus à vie de l'université de Paris et Lafargue part terminer ses études de médecine à Londres. Dans la capitale britannique, il fréquente Karl Marx, dont l'épouse Jenny est d'origine aristocratique et dont les trois filles ont reçu une éducation intellectuelle et sociale très poussée. Lafargue devient l'un des jeunes gens qui boivent ses paroles durant la promenade du soir. Autant l'aînée Jenny, 22 ans, est gaie et enjouée, autant Laura, 20 ans, est sévère et politiquement engagée, traductrice en anglais et en français des œuvres de son père. Paul, ce beau créole qui impressionne fortement les jeunes filles, entreprend la conquête de cette dernière malgré le peu d'enthousiasme de Karl Marx qui préférerait pour ses filles des époux allemands, se méfiant de la fantaisie des Français. Pourtant deux d'entre elles épouseront des Français et la troisième aura une longue liaison avec un exilé de la Commune !

Paul et Laura se marient donc à Londres en 1868, reviennent à Paris où Paul a le plus grand mal à obtenir la validation de son diplôme anglais de médecin et se trouvent à Bordeaux au moment de la Guerre de 1870 et de la Commune de Paris. Lafargue tente de déclencher un mouvement analogue à Bordeaux, échoue et doit se réfugier en Espagne où il est chargé de représenter clandestinement l'A.I.T. Les révolutionnaires espagnols étant plus disciples de Bakounine que de Marx, il ne peut s'y imposer et revient à Londres où il va vivre avec Laura pendant dix ans. Durant leurs fuites et pérégrinations, ils voient périr successivement de maladies leurs trois jeunes enfants. Paul perd toute confiance dans la médecine qu'on lui a enseignée et le regard de Laura se voile d'une infinie tristesse que l'on retrouve sur toutes ses photographies. Paul exerce alors la profession de photo-lithographe, qui lui rapporte peu, et surtout devient le secrétaire de son beau-père qui écrit les volumes 2, 3, 4 du *Capital*. En fait, toute la famille Marx-Lafargue vit aux crochets de Friedrich Engels, issu d'une famille de riches industriels rhénans, qui se montre fort généreux. Le couple Lafargue est très proche d'Engels et entretiendra jusqu'à la mort de ce dernier en 1894 une intense correspondance quasi-journalière, qui a été publiée et constitue une source historique remarquable. Lafargue rédige la correspondance de

---

\* Biographe de Paul et Laura Lafargue

Marx avec les Français exilés ou non qui s'adressent à lui et préparent la révolution socialiste, Jules Guesde, Gabriel Deville, etc. tout en restant en liaison avec Auguste Blanqui. Lafargue fait valider par Marx le "*programme électoral des travailleurs socialistes*" qui est adopté au Congrès du Havre en 1880.

L'amnistie de la Commune permet à Lafargue de rentrer en 1882 à Paris où il reprend immédiatement son activité militante. Il fonde avec Jules Guesde le Parti Ouvrier, qui deviendra plus tard le Parti Ouvrier Français, au programme d'inspiration fondamentalement marxiste. Il collabore à de nombreux journaux, plus ou moins éphémères, et parcourt la France pour y tenir des meetings souvent très agités. Si bien que, dès avril 1883, il est condamné à six mois de prison, avec Jules Guesde et le syndicaliste Jean Dormoy. Il fait ainsi son premier séjour à la célèbre prison politique de Sainte-Pélagie, où les détenus reçoivent librement des visiteurs et font bombance. Laura, qui les ravitaille en victuailles et boissons, nous a laissé de savoureux récits de ses visites à son époux.

C'est là, à Sainte-Pélagie, qu'il termine l'ouvrage qui va le rendre célèbre : *Le droit à la paresse, réfutation du droit au travail de 1848*. Il s'agit d'un pamphlet, d'une provocation pour frapper l'esprit du monde ouvrier. Lafargue démontre aux ouvriers l'ineptie de réclamer le droit au travail comme en 1848, et on leur a donné du travail, jusqu'à 14 heures par jour, 7 jours sur 7, pour des salaires de misère et l'objectif de travailler encore plus, pour gagner plus. Le monde ouvrier est responsable de sa propre aliénation. Lafargue lui explique qu'au contraire il doit lutter pour l'amélioration de ses conditions de travail, pour des salaires qui permettent de faire vivre une famille, et surtout pour disposer du temps nécessaire pour s'occuper de sa santé, se cultiver et avoir des loisirs. Lafargue calcule qu'avec le progrès technique et en supprimant les classes parasites, une journée de travail de 3 ou 4 heures, soit environ 20 à 25 heures par semaine, permettrait une vie agréable pour tous et aussi le développement économique. On est donc encore assez loin de l'objectif de Lafargue et je ne vous dis pas comment son pamphlet a été perçu par les bourgeois qui l'ont pris au premier degré !

Lafargue reprend son activité de journaliste et de propagandiste mais aussi, après la mort de Marx, développe ses propres conceptions philosophiques, étendant la méthode d'investigation marxiste à tous les domaines de la pensée. Aujourd'hui cela est considéré de peu de valeur et lui est même reproché. Mais ce qui fait tout l'intérêt de l'œuvre de Lafargue, c'est son énergie, sa violence même, son sens de la polémique, sa dénonciation des bourgeois, des propriétaires voraces, de la religion et de toutes les tares de la société. Dans ses critiques littéraires, il critique féroce les bourgeois Victor Hugo, Alphonse Daudet, et même Emile Zola !

On arrive ainsi en 1889, à l'Exposition universelle à l'occasion de laquelle est inaugurée la Tour Eiffel, et durant laquelle se déroule le Congrès socialiste international au cours duquel est lancé le projet de Seconde Internationale. Paul et Laura Lafargue, polyglottes, y accueillent les délégations venues de toute l'Europe. L'organisation par les Guesdistes n'a pas été facile, les possibilistes modérés tenant même un contre-Congrès. Mais c'est un succès et est alors décidée la création d'une journée internationale pour réclamer la journée de travail de 8 heures : le Premier Mai.

En 1890, le premier Premier Mai est un grand succès populaire et se déroule en France sans incident, seulement des grèves. Celui de 1891 s'annonce encore mieux. Le gouvernement décide alors d'arrêter le mouvement, en envoyant des troupes dans les zones ouvrières les plus sensibles : le Nord, le Centre.

**Paul Lafargue, député**

Fourmies dans le Nord est une petite ville de 16000 habitants ; les hommes y travaillent dans une grande verrerie et les femmes dans des filatures. Le 1<sup>er</sup> mai 1891, les gendarmes arrêtent des grévistes qui font le tour des ateliers pour inciter les ouvriers à débrayer et les retiennent dans la mairie, gardée par une compagnie d'infanterie. En fin d'après-midi, une foule de femmes et d'enfants se presse devant la mairie pour exiger la libération des détenus. Un mouvement se produit, un officier panique et fait ouvrir le feu. On relève neuf morts, essentiellement des enfants et des jeunes gens. L'émotion est intense dans toute la France et le gouvernement cherche un bouc émissaire.

Or Lafargue a tenu quelques jours plus tôt un meeting près de Fourmies, invité par un syndicaliste local, et ses propos, imagés comme toujours, ont été rapportés par la presse locale. Ces articles sont joints au dossier et Lafargue est inculpé pour "incitation au meurtre" et condamné à un an de prison. Le voilà de retour à Sainte-Pélagie, où il reprend ses habitudes. Trois mois plus tard, un député de Lille décède et tous les mouvements socialistes s'accordent pour soutenir la candidature de Lafargue. Il fait campagne depuis sa cellule et tous les leaders viennent à Lille le soutenir. Il est élu député et entre à la Chambre, non sans quelques difficultés de validation de son élection en raison de sa naissance à Cuba. Pendant deux ans, il va multiplier les propositions de lois sur le travail des femmes et la protection des femmes enceintes, les congés maternité, la séparation des Églises et de l'Etat, etc. Si bien, qu'à l'élection suivante, le ministre de l'Intérieur retire quelques faubourgs ouvriers de sa circonscription pour les remplacer par des communes rurales. Il ne sera pas réélu.

Friedrich Engels, qui vit à Londres, poursuit avec l'aide de Laura la publication des œuvres de Marx, après le décès de ce dernier. Il décède lui-même en 1894, léguant un quart de sa fortune à Laura Marx-Lafargue. Le couple Lafargue, qui a mené pendant trente ans une vie dramatique et misérable, décide de prendre un peu de repos, de bien-être, et achète une belle propriété à Draveil, en Seine-&-Oise. Celle-ci comprend une dizaine de pièces, de nombreuses dépendances, un parc avec bassin, salon d'été et un jardin potager d'un hectare. Ce domicile du "millionnaire Lafargue" fera beaucoup jaser dans les milieux socialistes. Ne parlons pas de leurs adversaires !

L'affaire Dreyfus va amener de profondes divisions au sein du mouvement socialiste et du POF en particulier. Au départ, les Guesdistes estiment qu'il s'agit d'un problème interne à la classe bourgeoise et militariste, et que les ouvriers n'ont pas à s'en occuper, seulement à marquer les points. Lafargue, peut-être en raison de ses origines juives, sera parmi les premiers à penser que la crise était beaucoup plus profonde et devait concerner toute la société française. Sous sa pression, le POF finira par adopter une attitude dreyfusarde, s'associant aux actions de Clemenceau, Jaurès et de la Ligue des Droits de l'Homme. Paul en ressentira néanmoins une profonde blessure et se brouillera à vie avec Jules Guesde. Dans l'intérêt du Parti, ils ne feront pas état publiquement de leurs différends mais se tiendront à distance l'un de l'autre. Dans les Congrès, ils s'ignoreront mutuellement.

Les socialistes sont également divisés sur le problème du ministérialisme. Des socialistes peuvent-ils, à titre personnel, participer à des gouvernements de la gauche radicale ? Millerand le fait et soulève la colère de Lafargue. Jusqu'à sa mort, *ministérialiste* sera sous sa plume la pire des injures. Jean Jaurès adopte une position plus nuancée, cherchant le compromis entre la théorie et le pragmatisme politique. Sa démarche sera payante et, par son habileté et avec l'appui de

*l'Internationale*, il parviendra en 1904 à réaliser la fusion des courants socialistes français (au nombre de cinq au moins) en un seul mouvement, la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière). Les guesdistes du POF se rallient à la nouvelle SFIO en espérant s'y imposer. En fait ils se trouvent marginalisés et les Congrès socialistes retentissent d'accrochages parfois violents entre Jaurès et Lafargue. Mais ils sauront se rejoindre sur l'essentiel. La maison de Draveil devient le rendez-vous dominical des anciens membres du POF qui s'y retrouvent pour reconstruire le monde dans des repas bien arrosés, où Paul et Laura se comportent en hôtes hédonistes. Tous les ans, on y tue et y transforme en pièces de charcuterie le *cochon de Lafargue*, engraisé par son jardinier car le couple emploie deux à trois domestiques. Laura se console de son absence d'enfants en accueillant à Draveil ceux de sa sœur Jenny Longuet, décédée prématurément, ainsi que le fils et la fille de leur ami Jean Dormoy.

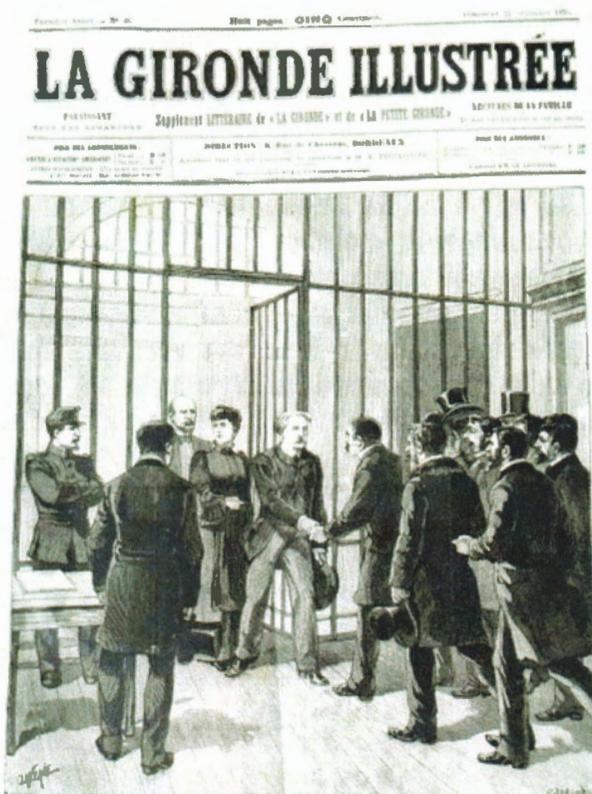
A la SFIO, Paul Lafargue est particulièrement chargé des relations avec les partis-frères allemand, anglais, roumain, hongrois, etc., avec l'assistance de son emblématique épouse, la "fille de Marx" comme on dit dans les milieux socialistes. Et c'est ainsi que Lénine, qui rencontrait Paul à la Bibliothèque russe de Paris, est venu à Draveil en 1910 avec son épouse (et à bicyclette) pour y faire la connaissance de Laura. Nadia Kroupskaïa nous a laissé un joli récit de cette visite.

Paul Lafargue est indirectement mêlé aux grèves de Draveil en 1908 (nous y reviendrons) et participe encore aux grands débats comme celui sur les retraites ouvrières mais se tient un peu en retrait de la vie politique active dans les années 1909 à 1911, assistant essentiellement aux Congrès socialistes et aux réunions de la Commission administrative permanente de la SFIO.

L'existence de Paul et Laura Lafargue allait se terminer tragiquement le 26 novembre 1911, Paul laissant un testament dans lequel il annonçait sa volonté de se suicider pour échapper aux effets de l'impitoyable vieillesse, posant spectaculairement un problème qui, un siècle plus tard, agite toujours la société. Mais cette fin sera le sujet de mon intervention de cet après-midi, en introduction à l'exposé de M. Daniel Carré, délégué national de l'ADMD (Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité).



8. Jacques Macé



MISE EN LIBERTÉ DE M. PAUL LAFARGUE

9. En septembre 1891, La Gironde illustrée consacre un article à Paul Lafargue, député de Lille, "socialiste bruyant", qui "se garda bien de réclamer sa qualité de Français et de faire son service militaire"

## NOS GRAVURES

### Mise en liberté de M. Paul Lafargue.

Il n'est question, depuis une semaine, que de M. Paul Lafargue, etc, il y a une huitaine de jours, député de Lille.

Comme on le sait, M. Lafargue, socialiste bruyant, fut arrêté et condamné à la suite des tristes événements de Fourmies. Il avait été un des principaux meneurs de cette grève qui devait avoir un si déplorable dénouement.

La Chambre ayant réclamé, par un vote, l'application de l'article 14 de son règlement, article qui stipule qu'un condamné peut, sur un vote de la Chambre, être mis en liberté pendant la durée de son mandat, M. Lafargue fut relaxé le lundi 9 octobre.

M<sup>me</sup> Lafargue fut seule admise dans l'intérieur de Sainte-Pélagie, où était détenu son mari.

Notre gravure de première page représente M. Lafargue quittant la prison, accompagné de sa femme. En dehors de la grille, les députés socialistes Baudin, Ferroul, Thivrier, Gluserot, et quelques autres, l'attendent et se précipitent vers lui pour le féliciter.

M. Lafargue est d'origine bordelaise. Le grand-père de M. Lafargue, né, dit-on, à Bordeaux, quitta la France vers 1788, pour aller s'établir à Saint-Domingue, qui était alors une colonie française. Son père vint, plus tard, résider à Cuba, et c'est là que naquit, en 1813, M. Paul Lafargue.

M. Lafargue père et le jeune Paul Lafargue revinrent en France en 1851, et se fixèrent à Bordeaux, où réside encore M<sup>me</sup> Lafargue mère.

En 1871, M. Paul Lafargue, affilié à l'Internationale, fut expulsé de France comme étranger. Plus tard, il y retourna à la suite des membres de la Commune, amnistiés.

La grosse question qui se débat en ce moment est de savoir si M. Lafargue est Français, et a, par conséquent, le droit de siéger à la Chambre. Ce point n'a pas encore été éclairci. Ce qu'il y a de certain,

## Gilles Candar *Lafargue et Jaurès*

Jean Jaurès et Paul Lafargue, deux des socialistes les plus marquants de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et des débuts du XX<sup>e</sup>, certainement les deux socialistes français de l'époque les plus lus et les plus réédités aujourd'hui, avaient a priori peu de chances de s'entendre. Et pourtant, ils se rencontrent, ils dialoguent, ils s'affrontent certes fréquemment, mais ils rejoignent aussi et coopèrent ensemble, toujours entre polémique acerbe et compagnonnage d'estime. Ils représentent bien deux faces complémentaires de la France et de l'Internationale socialistes.

### Des jeunesses opposées

Les différences entre eux sont plus qu'abondantes. Ils ne sont pas de la même génération. Dix-sept ans, presque dix-huit, les séparent. Né à Santiago de Cuba, ayant vécu en France, en Angleterre, en Espagne, Lafargue est l'homme des vastes horizons. L'ancrage de Jaurès est bien d'abord celui du terroir, de son pays natal, Castres et de ses environs. Certes, les marins abondent dans sa famille, mais lui-même, longtemps, voyagea peu. S'il découvre la capitale en allant jeune homme préparer le concours d'entrée à l'École Normale Supérieure, son premier voyage à l'étranger ne semble avoir eu lieu qu'après sa première élection à la Chambre des Députés... il s'agissait pour une délégation parlementaire de se rendre dans la partie devenue allemande de la Lorraine.... Et Jaurès et ses collègues sont surpris de ne pas pouvoir se faire comprendre des enfants de la campagne, germanophones.

Lafargue est l'homme de la rupture, rupture familiale d'abord. Certes, celle-ci ne sera jamais complète et en tout cas pas irréversible. Mais enfin, les relations sont difficiles, à tel point que nous savons bien depuis longtemps, grâce à Jacques Girault<sup>44</sup>, que Karl Marx s'en était inquiété et envisageait pour cette raison de ne pas donner suite aux projets matrimoniaux de sa fille Laura et du bouillant Créole. Jaurès lui est un bon fils, respectueux de son père, très attaché à sa mère auprès de laquelle il reste après la mort de son père, l'emmenant vivre avec lui à Toulouse, et même, un temps, à Paris lorsqu'il se marie avec Louise Bois. C'est aussi un bon époux, fidèle en tout cas, et longtemps partisan du respect des convenances sociales et familiales. Il s'est marié à l'église, il a fait baptiser ses enfants et on sait quel tumultueux scandale provoque la communion solennelle de sa fille Madeleine en juillet 1903 ! Lafargue est cultivé, de manière très libre et éclectique, assurément. Il a mené à bien en Angleterre ses études de médecine, mais sans passer le diplôme équivalent en France, sans doute moins accessible, il lit beaucoup, livres, revues et journaux, il discute, et il entretient une correspondance fournie. Jaurès est lui l'exemple même de la méritocratie scolaire de la Troisième république. Excellent élève, repéré par ses professeurs et un inspecteur général, khâgneux et normalien, un peu déçu de n'être que 3<sup>e</sup> au concours de l'agrégation de philosophie, il entretient les meilleures relations avec son Recteur, le sévère Claude Perroud, qui lui demande de se méfier des facilités du monde de la presse, et il soutient aussi vite qu'il le peut ses thèses de doctorat en philosophie, la première en langue française et la seconde en latin comme il convient alors, un plaisir et une récréation certainement pour lui ! De même Lafargue est tôt un rebelle, un agitateur du Quartier latin, qui connaît les rigueurs de l'exil dès l'âge de vingt-six ans. Lorsque Jaurès arrive au même âge, il est au

\* Directeur des *Cahiers Jean Jaurès*, Président de la Société des études jauréssiennes

<sup>44</sup> Pour Lafargue, toujours commencer par le magistral *Textes choisis* par Jacques Girault, Paris, Éditions sociales, « Les classiques du peuple », 1970.

contraire déjà député républicain, membre de la majorité gouvernementale, espoir des modérés comme des radicaux raisonnables, protégé du digne Floquet et de l'austère Brisson... Nous pourrions continuer longtemps ainsi, il ne serait pas difficile de multiplier les oppositions.

### Une séduction réciproque

Et pourtant... ces deux hommes se rencontrent, comme dans les plus classiques comédies hollywoodiennes. Nous pouvons même dater assez précisément le premier contact. Il a probablement lieu le 15 janvier 1889, donc le jour du 47<sup>e</sup> anniversaire de Paul Lafargue. Jaurès lui n'a pas encore trente ans. Aucun n'est à la fête ce jour-là. Ils participent tous deux à une réunion publique en banlieue, à Pantin, en vue d'une élection législative partielle et mémorable, celle qui est organisée le 27 du même mois dans la Seine. Ils ne soutiennent pas le même candidat. Le député du Tarn vient parler en faveur d'Édouard Jacques, président du conseil général de la Seine et président de la Chambre syndicale des débits de boissons, radical modéré, un excellent candidat d'union républicaine donc, choisi pour battre enfin le populaire et démagogue général Boulanger, qui court de victoire électorale en victoire électorale. Lafargue lui milite en faveur d'un troisième candidat, le blanquiste Boulé, choisi par les socialistes désireux d'affirmer le double refus du boulangisme et de la majorité républicaine, deux faces selon eux de la politique bourgeoise et de la répression. Ils ont l'occasion d'échanger à la tribune, Jaurès venant de lire une étude de Lafargue, sur la valeur, qu'il a appréciée<sup>45</sup>. Ils parlent tour à tour et ils sont tous deux conspués et empêchés d'achever leurs discours par une salle acquise à la cause du « brave général » qui triomphe moins de deux semaines plus tard<sup>46</sup>. Une discussion érudite et courtoise, au milieu des insultes et des coups, avec des adversaires communs, cela crée des liens... Je crois que Jaurès et Lafargue se sont toujours au moins reconnus le courage de savoir affronter un auditoire hostile, de ne pas craindre d'exposer ses idées et de se battre pour elles. Une certaine éthique militante...

Jaurès s'en souvient. Lorsque près de trois ans plus tard, Lafargue emprisonné à Sainte-Pélagie est candidat pour son propre compte à une autre élection législative partielle, à Lille, il reçoit le soutien de Jaurès. Certes, celui qui est devenu désormais lui-même ancien député et a repris son enseignement à la Faculté de Toulouse, mais qui n'a pas abandonné la politique pour autant, toujours éditorialiste attiré de *La Dépêche* de Toulouse et maire-adjoint de cette même ville chargé des questions scolaires et universitaires, inscrit cet appui dans le cadre d'un vaste rassemblement républicain et réformiste, hostile à la tentation conservatrice des républicains modérés au pouvoir, celle exprimée par les Tirard, Rouvier, Ribot et Constans.... Jaurès soutient Lafargue à Lille comme il soutient Doumer à Auxerre<sup>47</sup>, il est à la recherche de ce que nous appellerions aujourd'hui une union des gauches afin de redonner quelque vigueur à une République défailante. Il s'agit alors pour lui d'intégrer les socialistes dans le camp républicain, ce qui signifie déjà qu'il reconnaît et identifie un mouvement socialiste autonome pour lequel il éprouve des sympathies. Sa sympathie est agissante, même si elle s'exprime en termes encore modérés : « *Ceux qu'on croyait envoyer en prison, on les envoie à la Chambre. [...]*

<sup>45</sup> Probablement la réponse à Maurice Block parue dans le *Journal des économistes*, novembre 1884, dont Jacques Girault publie la conclusion, *op. cit.*, p. 184-188.

<sup>46</sup> En gros, Boulanger obtient 57 % des suffrages, Jacques un peu moins de 40 % et Boulé 4 %.

<sup>47</sup> Jean Jaurès, « Discipline républicaine », *La Dépêche*, 5 novembre 1891. C'est dans cet article que Jaurès évoque leur première rencontre en janvier 1889.

*Le prolétariat organisé aidera l'intelligence de ceux qui ne reconnaissent le bon sens, le droit, l'esprit pratique que là où est la force, c'est-à-dire le nombre discipliné. »*<sup>48</sup>

Jaurès approfondit sa connaissance des milieux socialistes. Il les fréquente à Toulouse, qu'il s'agisse des collègues blanquistes du conseil municipal, groupés autour de Charles de Fitte, des alliés critiques de la municipalité à tendance radicale-socialiste à laquelle appartient Jaurès, ou du groupe guesdiste du Parti Ouvrier, animé par le docteur Bach et un jeune employé de commerce, Albert Bedouce, qui vient écouter les cours libres de Jaurès à la Faculté. Jaurès rencontre aussi depuis longtemps les milieux syndicalistes, il connaît bien depuis longtemps les mineurs. Il a assisté début 1886 au congrès de leur fédération syndicale mise sur pied par Michel Rondet. Il a rencontré, parfois plus que rudement, les mineurs de Carmaux qui en 1889 ont assuré la victoire de leur patron le marquis de Solages sur le candidat républicain, un notaire de Pampelonne, parent de Madame Jaurès... À Paris, où il travaille pour ses thèses, il s'entretient de plus en plus fréquemment avec Lucien Herr, le jeune bibliothécaire de l'École Normale Supérieure rue d'Ulm, qui a choisi de militer au sein du parti allemand, le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire, comme son ami le germaniste et philosophe Charles Andler. Dans son Midi, il écoute les conférenciers socialistes venus présenter leurs théories au cours de grandes joutes oratoires qui les oppose à des contradicteurs, souvent ecclésiastiques tel l'abbé Gayraud, futur député démocrate-chrétien du Finistère. Il retrouve ainsi Lafargue à Bordeaux en janvier 1892, puis Guesde avec lequel, selon la tradition socialiste, il discute toute une nuit hôtel d'Espagne. Il lit les brochures « courtes et substantielles » ainsi que les manuels et catéchismes socialistes de Guesde, Lafargue et Malon<sup>49</sup>. Et il est séduit... Il s'engage. Il le dira encore, dix ans plus tard : « *Des hommes que j'avais trop longtemps ignorés ont exercé sur mon esprit, à la rencontre, une séduction soudaine et violente, que je contrôle maintenant mais dont malgré les dissentiments ou même les ruptures je ne me déprendrai jamais tout à fait.* »<sup>50</sup> Convaincu, il franchit le pas, à sa manière, en acceptant de devenir ce qu'il a aussi cherché à être, le candidat républicain et socialiste des ouvriers de Carmaux après la longue grève des mineurs et la démission du député conservateur et patron en échec, le marquis de Solages. Élu député le 22 janvier 1893 sur la base du programme du Parti Ouvrier, celui de Guesde et de Lafargue, réélu au mois d'août, Jaurès devient aussitôt un des orateurs marquants du groupe socialiste.

C'est d'une certaine manière la lune de miel entre Jaurès et les dirigeants du Parti Ouvrier, Guesde et Lafargue. Il arrive à Jaurès d'écrire de courts articles pour *Le Socialiste*, le journal du Parti, et il assiste au congrès dit « de Nantes », tenu du 17 au 22 septembre 1894 à Chantenay<sup>51</sup>. Il accepte de présider une séance du congrès et il rédige lui-même les compléments au programme agricole du Parti, catalogue de réformes démocratiques immédiates qui aideront à la propagande en milieu rural. Il apporte donc sa compétence précise aux orientations générales qu'avait proposées Lafargue dès le congrès précédent, tenu à Marseille en 1892 et sur lesquelles Lafargue insiste dans son rapport au congrès de Nantes-Chantenay : « *Le petit champ est l'outil du paysan comme la varlope est celui du menuisier et le bistouri celui du chirurgien* »<sup>52</sup>. La terre des petits paysans ne saurait donc être concernée

<sup>48</sup> Jean Jaurès, « Question posée », *La Dépêche*, 28 octobre 1891.

<sup>49</sup> Jean Jaurès, « Réponse à un instituteur », *La Dépêche*, 1<sup>er</sup> août 1892.

<sup>50</sup> Jean Jaurès, *Le Socialisme et le radicalisme en 1885. Préface aux Discours parlementaires*, Paris, Cornély, 1904, rééd. Genève, Slatkine, 1980.

<sup>51</sup> Chantenay est alors une commune indépendante. Elle sera intégrée à Nantes en 1908.

<sup>52</sup> Paul Lafargue, « La propriété paysanne et l'évolution économique », avec une note introductive de Gilles Candar et Jean-Numa Ducange, *Cahiers Jaurès*, n° 195-196, janvier-juin 2010, p. 71-80.

espérer trouver en France et ailleurs. »<sup>55</sup>

Le vieil Engels ne dissimule pas ses réserves. Il répond à Laura : « *Ce que tu dis de Jaurès me remplit de terreur. Normalien et ami, sinon protégé, de Malon, lequel des deux est le pire ?* » Les mois suivants, il ne cesse de manifester ses doutes et son inquiétude face aux audaces de ses amis français et leur stratégie d'alliance, qu'il juge excessive. Il constate bien l'audience donnée à Jaurès par ses interventions parlementaires, mais c'est pour mieux regretter que ses correspondants lui laissent le champ libre. Que répondre ? Lafargue ne retrouvera jamais le chemin du Parlement. Avait-il le talent et d'un candidat à l'élection législative, en circonstances normales, et surtout d'un parlementaire ? Prenait-il le temps de recevoir ses électeurs ? d'intervenir pour leurs affaires privées ou pour les mille soucis de gestion qui se rencontrent, en campagne comme à la ville ? Jaurès connaissait le métier, et il savait le faire, avec bonne humeur en plus. Lafargue non, et Guesde peut-être pas tant que cela. Certes, Guesde est député de Roubaix en 1893. Mais il est battu au renouvellement suivant, en 1898, et surtout, il ne retrouve la Chambre qu'à la faveur des élections de 1906. Et de toute façon, cet incomparable orateur de congrès ou de réunion publique, cet apôtre tranchant, n'est pas à l'aise avec les codes de l'éloquence parlementaire<sup>56</sup>. Malgré les efforts de ses camarades, il n'y réussit pas vraiment et il fréquente, fier et solennel, les couloirs de la Chambre sans vraiment en devenir un personnage. C'est donc Jaurès, et à défauts d'autres députés de ce vaste « groupe socialiste », dont la vastitude et les contours flous déplaisent à Engels, qui s'impose comme représentant du socialisme à la Chambre. L'auteur de *L'Anti-Dühring* en est réduit à proférer ses récriminations dans sa correspondance privée adressée aux époux Lafargue : « *Puis ce M. Jaurès, ce professeur doctrinaire, mais ignorant, surtout en économie politique, talent essentiellement superficiel, abuse de sa faconde pour se forcer dans la première place et poser comme le porte-voix du socialisme qu'il ne comprend même pas* » Impuissance politique : Engels est bien obligé de demander qu'on lui fasse le service de *La Petite République* afin de suivre les analyses de Millerand et de Jaurès, les hommes qui comptent, et de conclure, un peu désabusé, alors qu'il est déjà bien malade<sup>57</sup> : « *Jaurès paraît en effet plein de bonne volonté. S'il se développe un peu lentement, c'est peut-être un avantage pour lui et pour nous.* »<sup>58</sup>

Et pourtant... c'est le refus, la fracture qui finirent par l'emporter. Pourquoi ? Difficile de répondre ici, en quelques mots, à cette question. Tout se joua lors de l'affaire Dreyfus. On sait qu'après avoir salué dans le *J'accuse* de Zola « *l'acte le plus révolutionnaire du siècle* », Guesde n'écoute pas les conseils de Lafargue qui préconisait de s'engager dans la bataille dreyfusarde. Il préfère suivre Charles Bonnier, Lavigne et Giard<sup>59</sup>. On comprend bien ce qu'il redoute : voir le combat de classe, le mouvement proprement prolétarien se diluer dans un vaste rassemblement au profit de la Justice, de la Vérité et autres idéaux démocratiques, sous la conduite d'« intellectuels » incertains. C'est sans doute à cette époque que le savant et érudit helléniste Bracke-Desrousseaux commence à grommeler que « *le socialisme n'a pas tant besoin de surhommes que d'hommes sûrs* ». Mais ce n'est peut-être pas tout. À

<sup>55</sup> Lettre de Laura Lafargue à Friedrich Engels, 6 mars 1893, *Correspondance, op. cit.*

<sup>56</sup> À une exception sans doute, ses discours sur le socialisme des 15 et 24 juin 1896, connus dans les milieux socialistes et diffusés en brochure sous le titre *Double réponse à MM. De Mun et Paul Deschanel*.

<sup>57</sup> Engels devait mourir d'un cancer à la gorge le 5 août 1895.

<sup>58</sup> Lettre de Friedrich Engels à Paul Lafargue, 22 janvier 1895, *Correspondance, op. cit.*

<sup>59</sup> Cf. Gilles Candar, « Guesde, le combat manqué » in *Comment sont-ils devenus dreyfusards ou antidreyfusards ?*, *Mil Neuf Cent, revue d'histoire intellectuelle*, n° 11, 1993.

par la collectivisation des moyens de production et la petite propriété peut et doit être défendue en régime capitaliste. Innovation théorique majeure des guesdistes français qui montrent ainsi leur capacité à faire vivre et évoluer un marxisme dont ils ne se sentent pas prisonniers. C'est peu dire qu'Engels et Kautsky ne sont pas convaincus, mais peu importe, les guesdistes sont alors dans une phase de conquête et d'ouverture large, estimant être en mesure de diriger l'ensemble du mouvement socialiste après les déconfitures ou les difficultés de leurs rivaux des autres groupes (possibilistes, maloniens, allemanistes, blanquistes...). Sans doute, Jaurès peut les influencer, mais aussi, ils l'ont voulu ! C'est ce que reconnaît Lafargue lui-même au cours de la célèbre controverse doctrinale qui l'oppose à Jaurès devant les Étudiants collectivistes, salle des Sociétés savantes, au cours de l'hiver 1894-1895. Cette controverse courtoise, mais fondamentale, est restée célèbre sous le nom de *Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire*. Jaurès développe son point de vue le 12 décembre 1894, insistant sur l'importance des facteurs moraux en histoire, le rôle des valeurs d'humanité, de justice et de droit, évoquant « une préformation morale de l'humanité » et s'opposant fermement aux présupposés du matérialisme dialectique en philosophie. Lafargue lui répond le 10 janvier 1895. Il s'exprime en matérialiste convaincu que « *les idées sont construites par l'expérience historique* » et qu'avec l'homme libre vivant sous le socialisme, « *le règne de l'inconscient sera clos* »<sup>53</sup>. Mais, politiquement, il rend un hommage appuyé à Jaurès, estimant qu'« *il est heureux que ce diable d'homme soit avec nous* ».

### Ruptures et retrouvailles

Il n'est pas sûr que tous les guesdistes, que tous les marxistes aient partagé ce point de vue. Marx et Jaurès ne se sont pas connus et il est probable que le second n'ait entendu parler du premier qu'après sa mort. En revanche, Engels qui devait survivre à son ami une douzaine d'années a eu maintes fois l'occasion d'en entendre parler et de s'exprimer à son sujet. La première fois qu'il dut en entendre parler, ce fut probablement par Lafargue, peu après l'élection de Carmaux, lorsque Jaurès participait avec lui et Guesde, mais aussi avec Millerand, à de réunions publiques à Roubaix (4 mars 1893), la ville qui venait d'élire Guesde au Palais-Bourbon, et à Lille (9 mars 1893) où Lafargue n'avait pas été réélu, mais où les socialistes du Parti Ouvrier songeaient déjà à la conquête de la municipalité. Lafargue se montre confiant : « *Millerand et Jaurès qui veulent constituer un parti de socialistes d'État, avec services publics [...] ont besoin de nous et nous, nous avons besoin d'eux, aussi nous entendons-nous très bien.* »<sup>54</sup> Laura l'est aussi, avec sa superbe coutumière : « *Millerand et Jaurès sont très populaires : ce sont des hommes de talent et de bons orateurs. Jaurès, qui est dans les bonnes grâces de Malon, a la réputation d'être un grand philosophe : ancien élève de l'ENS, professeur de philosophie à la faculté de Toulouse, etc. Sa thèse latine, présentée devant le jury de la Sorbonne, sur Les origines du socialisme allemand, fort vantée par ceux qui n'y ont rien compris et dont j'ai lu une traduction dans La Revue socialiste, est un morceau de pseudo-philosophie qui égale par sa confusion tout ce que l'on peut*

<sup>53</sup> Pour la conférence de Lafargue, cf. *Paresse et Révolution*, anthologie par Gilles Candar et Jean-Numa Ducange, Paris, Tallandier, « Textes », 2010. Celle de Jaurès sera publiée à nouveau dans le cadre des *Œuvres de Jean Jaurès* (Fayard), avec une annotation et une présentation confiées à Alain Boscus.

<sup>54</sup> Lettre de Paul Lafargue à Friedrich Engels, 23 février 1893, in Friedrich Engels, Paul et Laura Lafargue, *Correspondance*, présentée et annotée par Émile Bottigelli, Paris, Éditions sociales, 1959.

ces authentiques préoccupations « de classe » s'ajoutent peut-être des préoccupations plus nationales, quelques préventions à l'encontre des Allemands... Ce n'est pas impossible, en tout cas chez certains militants du Parti Ouvrier devenu Français depuis le congrès de 1893...

C'est donc la rupture, rampante, puis brutale. « *Enfin la cassure est faite, enfin, nous avons tranché la corde !* » peut écrire Charles Bonnier à Wilhelm Liebknecht le 16 juillet 1899. Lafargue prend sa part du combat. Il milite âprement, écrivant des articles de polémique caustiques et parfois rudes dans *Le Petit Sou*, le quotidien mis à disposition des guesdistes par le milliardaire Alfred Edwards, affairiste mais désireux avant tout de nuire à son beau-frère, le président du Conseil Waldeck-Rousseau, soutenu par une part des socialistes avec Jaurès, Millerand devenu ministre, Briand et Viviani en attente de l'être... Il faut dire que le débat avait progressivement glissé et s'était éloigné de ses enjeux initiaux. La bataille pour Dreyfus avait permis à Jaurès de marquer des points, d'obtenir le ralliement de nombreux anciens guesdistes, les étudiants avec Lagardelle et Longuet, mais aussi bien des groupes et élus du midi, du Nord... et surtout une autorité morale incontestable au sein de l'Internationale. Le soutien et la participation au gouvernement pose problème en revanche et le place dans une situation plus difficile. Les autorités de l'Internationale se détournent... En France, les anciens communards Vaillant et Allemane sont révoltés par la collaboration ministérielle de Millerand avec le ministre de la Guerre, dreyfusard sans doute, mais grand fusilleur non repent de Communards, l'arrogant général marquis de Galliffet qui répond : « Assassin...présent ! » aux députés socialistes de l'extrême gauche qui l'invectivent à la Chambre... Ajoutons que les choix gouvernementaux, les compromis... peinent parfois à échapper aux accusations de compromissions... Le ministère institue la journée de dix heures (soixante heures par semaine donc), mais très progressivement et en commençant par remettre à onze heures ceux qui en faisaient moins, ses projets d'arbitrage obligatoire en cas de menace de grève inquiète les militants syndicalistes... Alors, l'ironie de Lafargue trouve aisément à se déployer... Et ce ne sont pas les avancées anticléricales du gouvernement Combes qui suffisent à tempérer son jugement, d'autant qu'il lui est facile de faire remarquer qu'à la Chambre les députés « socialistes révolutionnaires » hostiles au ministérialisme (une douzaine) ne manquent pas pour autant de voter les éventuelles mesures positives, même si pour lui elles risquent vite le plus souvent de se révéler comme autant de leurres.

Nous savons mal comment s'est faite l'unité socialiste de 1905. Nous devinons assez bien qui l'a voulu : les responsables de l'Internationale socialiste, Jaurès, l'aile gauche de son parti, une bonne partie du regroupement adverse, le PSDF (Parti Socialiste de France), avec notamment Vaillant, des élus comme Delory soucieux d'organisation, d'implantation, de la reconquête aussi de la mairie de Lille... Lafargue aussi, selon Jaurès, ce qui peut nous surprendre davantage. Ni Lafargue, ni Guesde ne se sont expliqués à fond sur leur attitude pendant ces années décisives. Claude Willard avait choisi d'arrêter sa thèse en 1905<sup>60</sup>. Jacques Girault a donné quelques esquisses sur le guesdisme après 1905, mais il s'est ensuite tourné vers d'autres et vastes champs d'étude. Jean-Numa Ducange y reviendra peut-être un jour... En attendant, nous nous contentons de noter que Lafargue participe à l'unité socialiste, à la fois activement et un peu en retrait. Depuis 1896, il vit dans la belle propriété de Draveil acquise grâce à l'héritage de Engels et aussi celui de sa mère. Il écrit, prend

<sup>60</sup> Claude Willard, *Les guesdistes. Le mouvement socialiste en France (1893-1905)*, Paris, Éditions sociales, 1965.

la parole dans les congrès, mène bataille... Il est même le représentant de son courant à partir d'avril 1906 au sein de *L'Humanité* : il y donne un éditorial par semaine. En revanche, il ne fait pas partie de la rédaction du périodique *Le Socialisme* lancé par Guesde et ses amis à la fin 1907 pour structurer leur tendance. Il entretient en revanche quelques relations de coquetterie avec les « insurrectionnels » amis de Hervé, bêtes noires de ses amis guesdistes dans la vie interne et rivaux pour représenter « la gauche » du nouveau parti. Il ne s'enferme pas dans la vie interne ou les souvenirs. Il a gardé le sens de la formule, des campagnes de propagande. Il mène au cours de l'hiver 1908-1909 une belle campagne dans *L'Humanité* contre « M. Vautour », les propriétaires rapaces... Lafargue polémique avec Jaurès lors du débat sur la loi des retraites ouvrières et paysannes, pourfendant cette « retraite pour les morts », piège et leurre, surtout après que le Sénat a décidé de porter l'âge d'admission à 65 ans... Il le fait d'autant plus hardiment que la notion même de retraite ne pouvait lui être sympathique, ce qui sans doute pouvait, sur le plan intime, le rapprocher de son contradicteur Jaurès<sup>61</sup>. On ne peut pas dire qu'il épargne Jaurès. Bien au contraire puisqu'il l'accuse dans *Le Socialisme*, auquel il collabore pourtant rarement, d'avoir été confortablement rémunéré lors de sa tournée en Amérique latine, alors que Jaurès investissait cet argent dans l'éternellement déficitaire *Humanité*... Faut-il donc conclure à des retrouvailles ? Les échanges mordants n'empêchaient pas Lafargue et Jaurès de cohabiter dans le même parti, ni qu'ils contribuent tous deux à en faire un parti influent et structuré de la vie nationale. Le mieux est peut-être de laisser ouverte la conclusion après avoir donné une dernière fois la parole à Jaurès, commentant dans *L'Humanité* la mort troublante de son vieil et acerbe compagnon, le 25 novembre 1911 :

### **L'hommage ultime : La destinée de Lafargue<sup>62</sup>**

*« Quel mystère l'homme est pour l'homme ! À voir Lafargue si alerte, si amusé de la vie, si animé et si âpre au combat, nul de nous, certes, ne pouvait soupçonner qu'il portait en lui une sentence de mort. Depuis des années peut-être, en tout cas depuis des mois, comme le prouvent toutes les dispositions prises par lui, il avait décidé de disparaître ; et l'échéance qu'il s'était fixée ne semblait pas peser sur lui. Il était aussi passionné, aussi véhément, parfois même aussi injuste que s'il avait eu encore devant lui un vaste champ de bataille éclairé d'un très long jour. Il y a eu dans cette mort délibérée une force de volonté étrange qui émeut et qui déconcerte.*

*Dans la mort de Lafargue comme dans sa vie, il y a eu un mélange émouvant d'idéalisme et de paradoxe. Il a eu toujours un large souci désintéressé du socialisme. Il a combattu sans défaillance. Il a été un des plus fervents soutiens de l'unité. Il aurait voulu que toutes les forces prolétariennes se groupent pour une même bataille. Parfois cependant il s'échappait en d'âpres boutades et il portait même à des amis des coups dont il ne mesurait pas toute la gravité. Mais un sûr instinct socialiste le ramenait bientôt à des pensées plus équitables. L'emporterait même de paradoxes où il mettait une passion extraordinaire ne l'éloignait pas de ce qu'on peut appeler l'action centrale du Parti.*

*Dans sa mort aussi il y a, si j'ose dire, la même contradiction. Elle révèle une fermeté stoïque, où il entre peut-être une sorte de primitive insouciance. Elle est comme ennoblie par un beau cri d'espérance en la victoire prochaine du socialisme ou plutôt*

<sup>61</sup> Gilles Candar et Guy Dreux, *Une loi pour les retraites. Débats socialistes et syndicalistes autour de la loi de 1910*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2010.

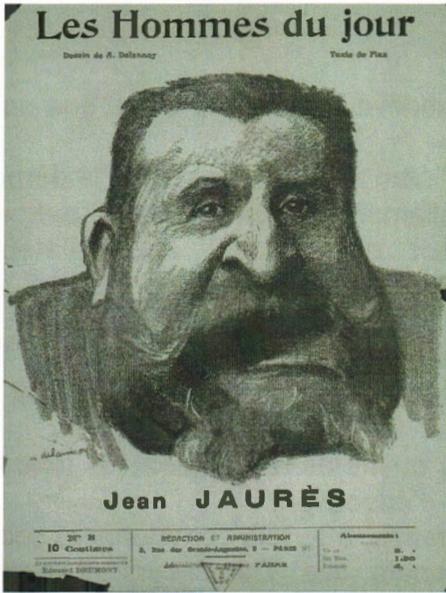
<sup>62</sup> *L'Humanité*, 28 novembre 1911.

*par une belle et calme certitude. Mais quel étrange et douloureux malentendu ! Lafargue s'est trompé à coup sûr en croyant qu'il ne pouvait plus être utile. Il était de ceux qui à certaines heures servent, malgré leur vivacité primesautière, de modérateurs et de conciliateurs. Il aurait pu rendre encore à l'unité socialiste bien des services. Nombreux sont, dans le socialisme international, ceux qui au delà de la limite que Lafargue s'était marquée servent puissamment le prolétariat. La force d'allégresse et de combat n'était pas atténuée en lui. Et d'ailleurs les « anciens », même si la fougue première s'amortit en eux, sont les témoins de la tradition révolutionnaire. Leur fidélité qui n'a pas fléchi, leur courage à porter jusqu'au bout du chemin le fardeau de la vie, le prestige des souvenirs que leur seule présence évoque sont une force pour les jeunes générations. Lafargue a douté trop tôt de lui-même, mais quoiqu'il ait volontairement abrégé sa vie qu'il devait tout entière à sa cause, elle est si riche d'action désintéressée, de dévouement socialiste, de pensée originale et singulière, elle est si étroitement et si profondément mêlée à toutes les luttes politiques et sociales du prolétariat français et du socialisme international depuis près d'un demi siècle, qu'on peut dire vraiment qu'il a fait sa tâche et qu'il a droit au grand repos si tragiquement conquis ».*

Jean Jaurès, éditorial de *l'Humanité* du 27 novembre 1911

#### 10. Gilles Candar





10-11 Jean Jaurès, ami et adversaire de Paul Lafargue  
Deux "hommes du jour" par Aristide Delannoy

12-13 Jules Guesde, compagnon de lutttes, cofondateur du Parti ouvrier français  
avec Paul Lafargue



## Débat

### ***Lafargue et le Premier Mai***

Le 1<sup>er</sup> mai n'a pas comme origine une initiative syndicale, c'est une initiative anarchiste.

Pourquoi le 1<sup>er</sup> mai ? Aux Etats-Unis, le 1<sup>er</sup> mai était le « mowing day », le dernier jour des contrats de travail et leur renouvellement éventuel. Les patrons ne réembauchaient que ceux qui se taisaient en excluant les agitateurs ou contestataires. Il est parti comme cela. Il est parti des anarchistes. Ceux-ci ont été ensuite relayés par les partis politiques.

Même à Fourmies, en 1891, le mouvement syndical n'a pas eu l'initiative. Celle-ci vient du Parti Ouvrier Français, c'est ensuite que le mouvement syndical a pris l'initiative.

Le 1<sup>er</sup> mai 1886, à Chicago, les manifestations ouvrières réclamaient les trois huit : 8 heures de travail, 8 heures de repos, 8 heures d'éducation.

Lafargue est entré là dedans, à fond, sans nuance, à la fois communiste, socialiste, libertaire, militant de l'Association Internationale des Travailleurs, il avait déjà conscience de cette dimension, du combat, y compris de la dimension internationale du capitalisme et de son expression.

« Chaque ouvrier qui manifesterait le 1<sup>er</sup> mai aura la conviction que les ouvriers du monde entier sentent et agissent comme lui », écrit Lafargue en direction des socialistes de France et d'Allemagne.

### ***Lafargue et la CGT***

Avant 1906, avant l'entrée, grâce à Pelloutier, des Bourses du Travail dans la CGT, le mouvement syndical était professionnel.

Le mouvement interprofessionnel était pratiquement inaudible. Cela ne marchait pas. C'est le passage à une défense interprofessionnelle qui a fait rompre avec le corporatisme, dépasser la défense d'une profession et s'ouvrir à une expression collective de la classe ouvrière.

En France, les conventions d'entreprises, de professions ou interprofessionnelles, les régimes sociaux, viennent de négociations interprofessionnelles.

La convention interprofessionnelle permet d'identifier la classe ouvrière, en quelque sorte lui donner le droit de cité.

Celle-ci devient l'interlocutrice du patronat.

Or, actuellement, le patronat n'existe plus depuis que le CNPF du Baron Sellières a été remplacé par le MEDEF, le groupement d'entreprises de Madame Parisot. C'est volontairement que Sellières a opéré ce changement, pour que la classe ouvrière n'ait plus de vis-à-vis à rencontrer en tant que tel.

En quelque sorte en diluant le CNPF il fait exploser la notion de patronat –même si celle-ci était une nébuleuse- en espérant remettre en cause ce faisant la classe ouvrière.

C'est la négation des classes sociales.

Lorsque Pelloutier accepte que la Fédération des Bourses du Travail entre à la CGT, ça change tout.

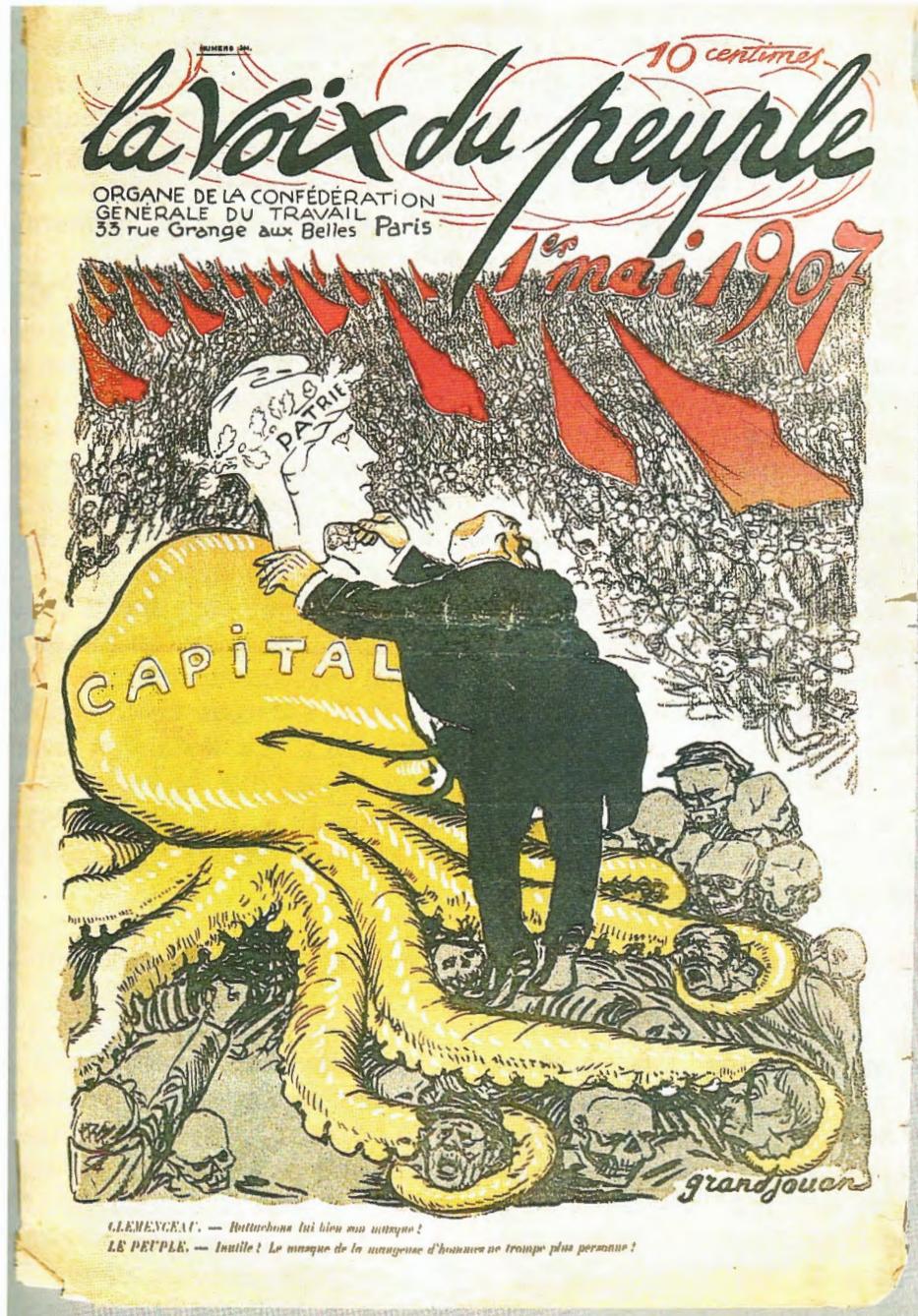
Paul Lafargue en saisit l'importance ainsi que Jules Guesde, il dit : la classe ouvrière existe, les syndicats auront une expérience collective qui devrait servir dans la

conception du communisme qu'on vise à réaliser.

Il faudrait approfondir cela.

Lafargue est un vrai militant, il ne fait pas de la politique pour être.

14. Affiche de Jules Grandjouan dans le périodique de la CGT



Jean-Numa Ducange\*

**Paul Lafargue, figure internationale du socialisme**

Le 25 novembre 1911, il y a cent ans, se suicidaient Paul Lafargue et son épouse Laura, fille de Karl Marx. Ils étaient alors un des couples les plus célèbres du socialisme européen ; leurs obsèques réunissent Keir Hardie, Jean Jaurès, Karl Kautsky et bien d'autres. Un certain Lénine, alors bolchevik peu connu, y donna son premier (et dernier) discours en français... Jean Jaurès écrit quant à lui dans *L'Humanité* un texte d'hommage où il soulignait que Paul Lafargue était « *de ceux qui à certaines heures, servent, malgré leur vivacité primesautière, de modérateurs, de conciliateurs* » ; tout en soulignant les travers de ce personnage haut en couleur qu'il avait souvent combattu, Jean Jaurès se souvenait de l'homme avec qui il avait réalisé l'unité de la Section Française de l'Internationale Ouvrière en 1905 : « *l'emportement même de paradoxes où il mettait une passion extraordinaire ne l'éloignait pas de ce qu'on peut appeler l'action centrale du Parti* ».

Il est presque impossible de dissocier Paul Lafargue de sa légende. Celle-ci se compose de son dernier acte et des mystères qui l'entourent (a-t-il « poussé » sa femme au suicide avant lui ? Avait-il peur d'un quelconque scandale ?) et d'un texte célèbre, parmi les lus et relus au XX<sup>e</sup> siècle et réédité surtout à partir des années 1970, *Le droit à la paresse*. Osera-t-on dire que c'est surtout le titre qui fit l'œuvre plus que le contenu lui-même ? Le XIX<sup>e</sup> siècle politique est coutumier de ce type d'exploit : que l'on songe à la brochure de Louis-Napoléon Bonaparte *L'extinction du paupérisme* (1844) très diffusée grâce à son titre éblouissant mais au contenu attendu. L'actuelle directrice du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, n'a d'ailleurs pas manqué d'agiter cette scandaleuse incitation à ne rien faire, quelques mois après l'élection de Nicolas Sarkozy (alors qu'elle venait d'être nommée ministre de l'Économie et des Finances) en stigmatisant une « tradition de mépris » à l'égard du travail, symbolisée par Paul Lafargue dans son *Droit à la paresse* qui inciterait à « fainéanter et bombancer ». Le texte doit pourtant être compris au regard de son contexte : si l'on ne saurait nier sa radicalité voire son caractère outrancier, il fut avant tout un des premiers à revendiquer, avec un brio inégalé, la réduction du temps de travail, une des revendications les plus anciennes et durables du socialisme international.

**Paul Lafargue internationaliste, de Cuba à Draveil en passant par Londres, Madrid...**

Mais qui était vraiment Paul Lafargue ? Rappelons en premier lieu quelques éléments sur sa trajectoire pour éclairer ses engagements passionnément internationaux. Né à Santiago de Cuba en 1842 dans une famille française installée sur l'île depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, Paul Lafargue fut *de facto* marqué par ce qui allait constituer un des traits constants de son action, la lutte internationale. Sa famille étant revenue en France, il mène des études de médecine et inscrit ses premiers combats dans le cadre de l'Association internationale des travailleurs fondée en 1864. Opposant au Second Empire, il est contraint de quitter la France pour Londres, où il va rencontrer un autre exilé, Karl Marx. Ils discutent ensemble. Beaucoup... Nous avons quelques échos de ces échanges à travers ses souvenirs sur Karl Marx. Le voilà converti à l'essentiel : la lutte de classes comme moteur de l'histoire, la théorie de la valeur, entre autres. Impatient d'appliquer ces mécanismes à la réalité,

---

\* Maître de conférences à l'Université de Rouen

Paul Lafargue va devenir un des propagateurs les plus célèbres d'une certaine tradition marxiste « à la française », peu tournée vers la réflexion théorique mais soucieuse d'ancrer un certain nombre de repères politiques à travers des textes clairs et incisifs... avec l'efficacité et les limites que suppose une telle démarche. Paul Lafargue rencontre également Laura, la fille de Marx, dont il ne se séparera plus à partir de son mariage en 1868.

Le couple s'installe à Paris. Paul Lafargue publie déjà beaucoup et a ces cibles de choix : Victor Hugo par exemple - à qui il ne pardonnera jamais son évolution politique - la religion, le mariage... mais également ses adversaires politiques comme les anarchistes. Réfugié à Bordeaux pendant la guerre de 1870, il ne participera pas à un événement dont il saluera pourtant ensuite l'immense portée : la Commune de Paris. Menacé d'arrestation à la suite de la répression de cette dernière comme nombre de militants internationaux, Paul Lafargue part pour l'Espagne où il va pouvoir tenter pleinement - sa maîtrise de l'espagnol aidant - d'implanter les idées marxistes, dans un pays où l'anarchisme constitue un courant influent dans les rangs du mouvement ouvrier organisé. A Madrid, il rencontre notamment José Mesa qui, avec Pablo Iglesias, vont être à l'origine de la création du Parti social ouvrier espagnol (PSOE) en 1879. Paul Lafargue contribue également à introduire pour la première fois des textes de Karl Marx et Friedrich Engels en espagnol. Il connaît un certain succès ; les anarchistes le reconnaîtront d'une certaine mesure en décrivant une légende noire de Paul Lafargue, intrigant en Espagne pour le compte et sur ordre de Karl Marx, prêt à toutes les manœuvres pour extirper l'influence de Bakounine. Mais Lafargue n'inversera néanmoins pas la tendance et l'Espagne restera durablement une terre de prédilection pour l'anarchisme.

De retour en France, aidé financièrement par l'héritage paternel et par Friedrich Engels avec qui il entretient une correspondance suivie, Lafargue se consacre à la tâche de construction d'un parti socialiste sur la base du marxisme. Sans rentrer dans l'histoire tumultueuse des divisions entre socialistes de l'époque, rappelons simplement qu'en 1882, trois ans après « l'immortel congrès » de 1879, le courant qui se réclame du marxisme a son organisation, le Parti ouvrier, resté dans l'histoire sous le nom de Parti ouvrier français (officiellement adopté en 1893). Ce sont les « guesdistes », courant du nom de Jules Guesde avec qui Paul Lafargue devient un de ses principaux représentants. Ils veulent conquérir le pouvoir d'État, rompre avec le système capitaliste par la révolution, se revendiquent fièrement d'un internationalisme fervent : dans les faits, les guesdistes ont des conceptions plus contradictoires et sont amenés localement à prendre des positions éloignées des intentions initiales, leur rapport à la nation étant de ce point de vue emblématique. Lafargue est néanmoins un de ceux qui entend rester le plus fidèle à un certain marxisme en entretenant des rapports réguliers avec la social-démocratie allemande, alors parti modèle pour toute l'Europe cultivant alors un haut niveau d'exigence théorique. Les relations ne sont pas simples ; par exemple, tenté un temps par le boulangisme, Friedrich Engels rappelle Paul Lafargue à l'ordre. Et en effet, à plusieurs reprises, la « vivacité primesautière » (pour reprendre l'expression de Jean Jaurès à son sujet) de Lafargue l'amène à des caractérisations abruptes et maladroites, qui doivent cependant être rigoureusement contextualisées pour être comprises.

Des années 1890 à 1905, c'est la « belle époque » du guesdisme et de Paul Lafargue, alors l'une des personnalités les plus en vue du socialisme, tandis que sa compagne, militante elle aussi, contribue à introduire l'œuvre de son père en France. Intransigeant sur les principes, Paul Lafargue n'hésite pas pour autant à prôner une intervention dans l'Affaire Dreyfus, alors que ses plus proches camarades n'y voient

qu'une querelle entre bourgeois. Mais il ne pardonne pas à Jean Jaurès son soutien à l'entrée d'Alexandre Millerand dans le gouvernement Waldeck-Rousseau en 1899. Les socialistes se séparent alors en deux grands partis : le Parti socialiste de France, autour de Jules Guesde, Édouard Vaillant et Paul Lafargue, et le Parti socialiste français qui regroupe notamment des socialistes indépendants et Jean Jaurès. Volontiers virulent contre ses adversaires, Paul Lafargue n'en reste pas moins un de ceux qui va contribuer à l'unité du socialisme en 1905 et il va s'insérer pleinement dans la dynamique consécutive à la création de la SFIO. Intervenant régulièrement dans *L'Humanité*, avec des positions qui résonnent encore dans notre monde contemporain (contre « M. Vautour » et le prix excessif des loyers !) et d'autres qui prêtent davantage à la discussion (ne pas voter la première loi sur les retraites car elle ne garantissait qu'une « retraite pour les morts » étant donnée l'espérance de vie à l'époque), Paul Lafargue tente de faire vivre l'héritage de son courant dans la SFIO, tout en se retrouvant progressivement marginalisé. Ce n'est pas uniquement cette mise à l'écart relative qui le pousse à se suicider le 25 novembre 1911 ; sur cet épisode il y a encore assurément des points à éclaircir, y compris sur la revendication du « droit à choisir sa mort ». Sa disparition coïncide dans tous les cas historiquement avec un certain déclin du guesdisme, qui ne retrouvera jamais l'éclat d'avant 1905.

### **Vulgarisateur du marxisme**

A lire Paul Lafargue aujourd'hui, on opposera sans difficultés les développements subtils de Karl Marx, Friedrich Engels, voire d'autres traditions marxistes (ou discutant les textes de Karl Marx) ultérieures ou mêmes contemporaines (pensons à Jean Jaurès ou même Georges Sorel) à l'économisme peu raffiné de Paul Lafargue dont les diatribes ne paraissent pas toujours d'une extraordinaire portée théorique et politique, voire même contre-productives. Mais se situe-t-il vraiment sur ce terrain ? A-t-il vraiment prétendu être un théoricien d'envergure ? On pourra certes ça et là trouver des leçons de marxisme données aux autres (mais il n'est pas le seul à l'époque...). Le personnage peut agacer et Jean Jaurès l'a souvent été, lui qui fut à plusieurs reprises une cible de choix. A réfléchir sur un plus long terme, en prenant du recul par rapport au ton fatalement polémique des divergences entre socialistes de l'époque, l'historien doit cependant situer Paul Lafargue à un autre niveau. Il est au fond, comme d'ailleurs nombre de guesdistes, un vulgarisateur du marxisme, avec tout ce que cela comprend *a priori* de caricatural. Mais il est un des premiers socialistes français à relever le défi de transformer une analyse savante du monde capitaliste en revendications politiques immédiates : en multipliant les brochures, pamphlets, articles de journaux et autres supports du même type, il est de ces socialistes pour qui le verbe « propager », régulièrement employé à l'époque, prend tout son sens. S'adresser aux classes populaires, faire en sorte que des concepts complexes du marxisme soient intelligibles au plus grand nombre afin de graver dans le marbre un vocabulaire « lutte de classes » adapté à l'action : c'est ainsi que l'on peut comprendre l'intitulé de l'ouvrage *Le déterminisme économique de Karl Marx* ou bien ses multiples articles répétitifs parus dans *L'Humanité*, *Le Petit sou* et d'autres journaux où il n'a cessé d'écrire et d'employer les mêmes formules. Paul Lafargue peut être perçu comme un positiviste ayant « mal digéré » les conceptions de Karl Marx ou encore comme un héritier tardif d'un certain courant des Lumières ; il n'en reste pas moins pendant longtemps l'homme de confiance des marxistes allemands. Aussi, la célèbre phrase rapportée de Karl Marx au sujet des guesdistes – « ce qu'il y a de certain c'est que moi, je ne suis pas marxiste » – ne

doit pas faire illusion, d'autant qu'à cette formule peuvent être opposés d'autres textes où Karl Marx et Friedrich Engels soulignent leur rôle positif.

A relire l'ensemble de l'œuvre du gendre de Karl Marx, on ne peut que constater par ailleurs une certaine intelligence tactique... dont ses plus proches camarades ont parfois manqué. Outre l'exemple, déjà signalé ci-dessus, de sa prise de position lors de l'Affaire Dreyfus, son intervention au congrès du Parti ouvrier français sur la question agraire en 1894 porte l'empreinte d'une compréhension des rapports sociaux que l'on aurait tort de voir comme un simple revirement opportuniste. Paul Lafargue y développe la nécessité de défendre la petite propriété paysanne, annonçant une longue tradition politique que l'on retrouvera par exemple chez Renaud Jean dans les années 1920, « tribun des paysans », communiste du Sud-Ouest renonçant à un collectivisme qui aurait fatalement coupé les organisations ouvrières du monde paysan.

### **Postérité, recherches... nouvelles archives**

Timidement réhabilité au tout début du mouvement communiste, notamment par la Russie soviétique qui traduit nombre de ses textes, Paul Lafargue disparaît de l'horizon dans les années 1920. Son côté provocateur et impertinent séduit néanmoins certains courants de pensée... comme les surréalistes qui affirment en 1931 : « lisez Lafargue » mais également « ne lisez pas Jaurès » ! Progressivement, le Parti communiste français le réintroduit dans la galerie des ancêtres et à partir des années 1930 les municipalités dirigées par ce parti lui donnent quelques noms de rue, notamment dans la ceinture rouge. Les socialistes sont plus discrets et lui préfèrent Jules Guesde, toujours célébré dans le Nord. Après la Seconde Guerre mondiale, Paul Lafargue devient objet d'histoire, notamment pour tout un courant d'historiens communistes, en premier lieu Claude Willard et Jacques Girault. C'est dans le monde anglo-saxon que l'on a récemment apprécié le mieux Paul Lafargue, ou tout du moins que l'on y a apporté un intérêt singulier. Aux Etats-Unis, Leslie Derfler a publié une riche biographie en 1991 en deux volumes, plutôt favorable au personnage, érudite et entraînante, peut-être un peu trop complaisante diront certains, mais qui a l'immense mérite d'avoir donné une vision d'ensemble de la vie du personnage. Robert Stuart a quant à lui offert deux contributions importantes sur les guesdistes, rompant avec une tradition de dénonciation systématique pour tenter de comprendre les motifs de leur implantation et les caractères du marxisme en France.

A relire aujourd'hui l'ensemble des correspondances entre Paul et Laura Lafargue et Friedrich Engels, on mesure combien ces échanges sont précieux pour qui veut comprendre l'histoire du socialisme français et international. D'autres documents ont été publiés ultérieurement et bien des archives restent à explorer, au premier rang desquelles le fonds Lafargue conservé à Moscou (dont une copie microfilmée est conservée à l'IISG d'Amsterdam) ainsi qu'un autre fonds aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis qui sera présenté en détail courant 2012. Nulle découverte exceptionnelle mais des éléments importants sur les échanges politiques et intellectuels qu'il a entretenus. Les contradictions du personnage sont encore à travailler... Ainsi, sévère sur le parlementarisme, Paul Lafargue a néanmoins été élu député du Nord pendant deux ans entre 1891 et 1893 et, s'il n'a pas été un homme de Parlement, un travail approfondi sur ses archives nous révélera peut-être un Lafargue soucieux d'articuler la propagande et le travail parlementaire.

A tout point de vue, Paul Lafargue incarne bien une certaine tradition du mouvement

ouvrier, que l'on a le droit de ne pas apprécier mais dont on ne saurait sous-estimer l'existence. Il n'est donc pas exagéré de considérer Paul Lafargue comme une figure importante de l'histoire, qu'historiens et militants gagneront certainement à (re)découvrir, cent ans après sa mort.



15. *Jean-Numa Ducange*

**Jean-Marc Schiappa\***  
**A propos de l'anticléricalisme de Lafargue**

Essayer de saisir l'homme Lafargue dans son « mystère » me conduit à citer l'article nécrologique écrit par Jaurès.

**Quel est le « mystère » Lafargue ?**

Il fut, à la fois, une plume (le mot revient si souvent dans les textes le concernant) et un homme de Parti, sans pourtant être leader de ce Parti, se mettant systématiquement à l'arrière-plan de Guesde que, pourtant, il dépassait sur un certain nombre de questions, notamment sur certaines questions non de tactique politique mais de stratégie politique.

Lafargue, une « plume », c'est le terme utilisé notamment dans la notice du *Maitron*. Une plume, une obsession du style ; on le voit dans certaines formules : quand il écrit, par exemple, à propos de « la retraite par les morts » : « *Bruckère et Dreyfus, qui ont trouvé le mot si joli et si exact de retraites par les morts que je leur envie* ».

Quand, en 1891, candidat aux législatives à Lille, il est emprisonné et il s'adresse aux électeurs, après le massacre de Fourmies. Rien de convenu dans son appel aux électeurs « *De par le décret qui vous convoque, vous êtes, dès aujourd'hui, constitués en jury national* ». Il sera élu.

Rien, jamais, de convenu chez Lafargue. Quand son texte ultime – cité par J. Macé – parle des « *plaisirs et des joies de l'existence* », quand son ouvrage – hélas ! – le plus connu s'intitule « *Le Droit à la paresse* », on voit bien son côté anticonformiste, voire iconoclaste.

C'est un pamphlétaire de grand, de très grand talent.

Il n'est pas pour lui d'idole qui tienne : il les brise, tant idoles que légendes comme il fait, à mon avis, à tort, en écrivant *La Légende de Victor Hugo* qui démolit systématiquement l'écrivain à l'occasion de l'union sacrée autour de la mort du poète. Dans quelle mesure, le tract surréaliste de Breton *Un cadavre* à l'occasion de la mort d'Anatole France n'est-il pas une réminiscence de ce texte ? Lafargue aurait pu écrire *J'irai cracher sur vos tombes*.

Cette force littéraire, ce style, sont incontestablement le point fort de la politique de Lafargue ; cela est aussi son point faible : ni orateur, ni organisateur. Il ne fera jamais état publiquement de ses nuances ou de ses désaccords avec Guesde.

**L'un des premiers marxistes de ce pays**

Ceci est développé dans l'ouvrage de Jean Numa-Ducange et Gilles Candar, *Anthologie des textes de Lafargue*. L'anticléricalisme de Lafargue est un des traits caractéristiques de son œuvre. Il s'appuyait sur une érudition de tout premier plan. Peut-on dire à propos du guesdisme que « *une branche du socialisme fut, en principe, - mais pas sur le terrain -, absente de l'anticléricalisme et de la Libre Pensée : le guesdisme* » ? Étant d'un naturel conciliant, je ne nommerai pas l'historienne prétendue de la Libre Pensée, auteur d'un tel aphorisme.

Guesde, emprisonné, écrit un document qui sera publié en janvier 1879. Il s'intitule *Lettre ouverte à Monsieur Léon XIII, pape de son état, en son palais du Vatican, Rome*. Lisons simplement la conclusion : « *La Révolution sociale qui se poursuit*

\* Président de l'Institut de recherches et d'études de la Libre Pensée (IRELP)

actuellement est fille – et fille mieux que légitime, naturelle de la Révolution religieuse du seizième siècle et de la Révolution politique du dix-huitième. Pour la conjurer ou la renier, il faudrait biffer ou renier 89 et la Réforme. Et c'est en cela qu'éclate la bêtise des conservateurs de l'ordre actuel qui, invoquant la Réforme et se réclamant de 89, anathémisent (sic) et s'imaginent enrayer le mouvement qui emporte le prolétariat vers son émancipation matérielle.

Le monde moderne est placé entre l'achèvement de la Révolution française et un retour pur et simple au Christianisme du Moyen Age. Pour « « arranger » selon votre expression – l'antique conflit entre les pauvres et les riches, il n'y a pas trois moyens :

Ou la pauvreté, le paupérisme disparaîtra par l'égalité des moyens de développement, d'action et de production assurée socialement à chacun et à tous ; ou, pour avoir, pour restaurer « la tranquillité dans la vie publique et privée », il faudra repeupler le ciel, recréer Dieu et – ce qui est plus difficile – la foi en ce Dieu personnel et législateur, laquelle peut seule réconcilier les pauvres avec leur sort « dans l'espérance des récompenses éternelles . Socialisme ou Catholicisme, la question, posée ainsi par vous, est très bien posée ». Ce texte, réédité dans les années 1960, mériterait une nouvelle édition.

Lafargue, lui-même, dans *Pie IX au Paradis* (aux alentours de 1890) raconte comment le pape monte au Paradis parce qu'il lui faut sauver les hommes et soigner ses hémorroïdes. Description de Dieu : « C'était un petit vieux sale, dégoûtant, la barbe inculte et remplie de crachats, grelottant, toussotant, renâclant, bavant ; les jambes emmaillottées dans la flanelle, le corps enveloppé dans une robe de chambre rapetissée (sic), usée et montrant la doublure rouge aux fesses.... ». Lafargue prend délibérément le contre-pied de la bonne presse ruisselante d'eau bénite et du sang des Communards. On croirait lire les textes les plus croustillants de la Libre-Pensée. La Vierge Marie ? « La Vierge Marie, vêtue d'une robe bleue traînante et sans ceinture, s'avançait nonchalamment. Un pigeon blanc, le Saint-Esprit, perché sur ses épaules roucoulait et frôlait amoureusement ses joues et son cou. Derrière marchait saint Joseph ; deux cornes gigantesques à nombreuses ramures, ornaient son front ... ».

Lorulot, lecteur de Lafargue, a dû faire son profit de ces lectures. Le Saint-Esprit parle, sous la plume de Lafargue « Je déclare à la face du Paradis que je suis pour le progrès progressif, pour la perfectibilité perfectible des hommes et des dieux ; je suis pour les chemins de fer ; je condamne les charrettes traînées par des bœufs majestueux ainsi que des académiciens ; je suis pour la lumière électrique, je condamne les chandelles qui empestent ; je suis pour les rasoirs anglais qui rasent sans écorcher ; je suis pour l'Internationale, le Communisme... Ah ! mais non ! -- ma langue fourche ! --Vous comprenez, quand on a tant d'idées qui grouillent, on s'embrouille et bredouille. Je reprends : je suis pour Christophe Colomb ; je suis pour la République fédérale, parlementaire, libertaire, décentralisatrice. Tout bien considéré, la Trinité est une République fédérale, égalitaire, l'idéal de la République. Suivez bien mon raisonnement : Jésus, bien que bête, est dieu ; Dieu, bien que enragé, est dieu ; moi, bien qu'esprit pur, je suis dieu, tous dieux égaux et fédéralisés. ». Tout le pamphlet est l'avenant, drôle, féroce, sans pitié, talentueux.

Pamphlets éloignés de la vie politique, dirait-on ? Non, ils se situent bien sur le terrain de principe dont on prétend les exclure.

La revue *Le Mouvement socialiste* ouvre une enquête internationale en 1903 auprès des dirigeants socialistes du monde entier et interroge : quelles sont les relations

entre l'anticléricisme et le socialisme <sup>63</sup>? Que répond Lafargue (et remercions ici publiquement le Musée Social de m'avoir communiqué ce texte) :

*« Un parti n'est révolutionnaire qu'à la condition de révolutionner les têtes des femmes et des hommes appelés à l'action et de les affranchir de l'idéologie de la classe dominante ».*

On est loin de la religion considérée comme une affaire privée, position de Vandervelde et de l'Internationale Socialiste contre laquelle polémiqua Lénine et qui a fait tant de ravages dans les organisations de l'anticléricisme militant.

Il poursuit *« les socialistes français ne pouvaient faire autrement que de s'en servir [la haine contre les prêtres] comme d'un moyen d'agitation et de propagande ; ils n'y ont pas manqué. »*

Et encore *« la force des choses oblige donc le parti socialiste à combattre les prêtres ...Les socialistes de France n'ont jamais hésité à engager la lutte ».*

### **L'anticléricisme des guesdistes**

Lafargue n'est pas neutre ; il est tout entier anticlérical. Qu'en est-il d'autres guesdistes ?

Le maire de Roubaix, Carrette, institua des cantines scolaires, exceptionnelles en 1892 ; il y mettait en place des repas maigres le vendredi pour ne pas choquer les ouvriers catholiques<sup>64</sup>. Il y a beaucoup à dire sur la tactique électorale et la gestion municipale des guesdistes, mais faudrait-il dans des cantines scolaires mettre des enfants à demeure de choisir entre l'autorité et les préjugés parentaux, d'une part, l'autorité municipale et leur faim, d'autre part ? Carrette fait œuvre de bon sens. Il faut redonner toute l'ampleur de la politique d'Henri Carrette, amputée par Thorez en 1936 au moment de la discussion sur la *main tendue* : Carrette affirmait *« socialisme et libre-pensée sont aussi inséparables que capitalisme et cléricisme, ces deux fléaux de l'humanité »* ou encore *« tout bon socialiste doit être libre-penseur »*<sup>65</sup>.

Doizié, syndicaliste et membre du Parti Ouvrier Français, joua un rôle de premier plan au congrès mondial de la Libre Pensée à Rome en 1904. Il s'opposa fermement et courtoisement à Ferdinand Buisson. Pour finir, chacun a appelé à soutenir la motion de l'autre. Il a contribué à la rédaction de la motion finale qui caractérise la Libre Pensée comme une méthode.

Le guesdisme est, sans ambigüité, anticlérical. Mais sa politique, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres est dogmatique. Son insistance à vouloir détacher la classe ouvrière du radicalisme le conduit à mettre sur le même plan républicains et monarchistes, radicaux et conservateurs et à passer à côté, non seulement de l'évolution sociale et politique de l'époque mais aussi de combats essentiels. Nuances, conflits, rien n'existe. Tout tient dans l'émancipation sociale du prolétariat. Rarement le mot dogmatique, le mot sectaire n'aura pris tout son sens.

Il ne s'agit pour citer Lafargue que de *« vaines démarcations »*. Le capitaliste est capitaliste *« avant d'être Russe ou Polonais, Français ou Prussien, Anglais ou Irlandais, blanc ou noir »* comme si être capitaliste « noir » aux Etats-Unis était un chemin ouvert, comme si un capitaliste pouvait être irlandais ou polonais, négation totale de la question nationale alors que l'Irlande et la Pologne étaient des pays occupés.

*« Il n'est monarchiste ou républicain, conservateur ou radical, catholique ou libre-*

<sup>63</sup> É. Poulat, « Socialisme et anticléricisme. Une enquête socialiste internationale (1902-1903) » in *Archives des sciences sociales des religions*, n°10, juillet-décembre 1960.

<sup>64</sup> *Dictionnaire Maitron*, 1871-1914, t.11, p. 133-134.

<sup>65</sup> P. Pierrard, *L'Eglise et les catholiques*, 1984, p. 475.

*penseur que pardessus le marché ».*

Tout le guesdisme est là ! A force de schématiser, il oublie, par exemple, qu'en 1905 le président des Etats-Unis, Teddy Roosevelt, a refusé de prêter serment sur la Bible parce qu'il estimait que ce serait violer le Mur de séparation édicté par Jefferson. Pour lui, les Etats-Unis sont obligatoirement religieux parce que les présidents prêtent serment sur la Bible. Au moins un président a refusé.

Lafargue avait collaboré en 1870 au journal blanquiste *La Libre Pensée*. En 1904, il écrit un pamphlet *Charité chrétienne*. *"Charité chrétienne qui ne demande au riche qu'une miette de son superflu est une vertu qui rapporte de gros bénéfices. La Charité chrétienne est une sinistre entremetteuse qui corrompt le pauvre, avilie sa dignité et l'accoutume à supporter avec patience son inique et misérable sort."*

Que dit le parti guesdiste sur la Révolution française ? Claude Mazauric cite à ce sujet un texte de Jules Guesde de juillet 1897 : *"Le prolétariat a autre chose à faire qu'à poursuivre la révolution du Tiers État dont il a fait les frais."* Comme si la Noblesse et le Clergé n'avaient pas fait les frais de la Révolution française ! Pour les guesdistes, il y a toujours autre chose à faire que la tâche de l'heure.

Que dit le manifeste du P.O.F. du 24 juin 1898 à propos de l'affaire Dreyfus ? *"Les prolétaires n'ont rien à faire de cette bataille. Ils n'ont, du dehors, qu'à compter les coups."*

Du "dehors", c'est exactement ce qu'est le guesdisme. Sur cette question factuelle, Lafargue n'est pas de cet avis. Cela a été rapporté par G. Candar et J.N. Ducange : *"J'ai à plusieurs reprises demandé à Guesde que sans prendre parti pour ou contre Dreyfus, il y avait une belle occasion pour faire campagne contre le militarisme, le nationalisme et le cléricalisme."... "Un parti socialiste qui n'agit pas se suicide"*.

Le courant guesdiste est traversé de nuances qui ne se sont jamais exprimées publiquement.

## **Guesdisme et République**

Souvent le guesdisme s'est écarté du marxisme dont il a prétendu être le représentant.

A propos de la laïcisation de l'école, Guesde écrit en 1887 *« La laïcisation de l'instruction primaire, dont ne veut pas notre République bourgeoise, n'est que la substitution d'une religion à une autre. C'est la foi capitaliste qu'il s'agit de mettre, dans le cerveau en formation de la France ouvrière, au lieu et place de la foi chrétienne, pour la plus grande sécurité et pour le plus grand profit de ses exploités économiques et politiques »*. Au même moment ou presque, Engels, en octobre 1885, écrit *« En France, ils ont maintenant les meilleures écoles du monde avec une stricte obligation scolaire »*.

En ce qui concerne la République, il en est de même. Les guesdistes la brocardaient sans cesse. Lafargue écrit *"La forme républicaine, c'est-à-dire le pouvoir politique confié exclusivement à des bourgeois doit être la forme gouvernementale qui mène le mieux les répressions ouvrières ; les plus grands massacres d'ouvriers ont été perpétrés par des gouvernements républicains en 1848 et en 1871."*

Il oublie au passage que les massacres de 1832, 1834, 1871 sont dus au monarchiste Adolphe Thiers. Marx et Engels pensaient, au contraire, qu'il est très important *« pour le développement de la France, que la trêve actuelle jusqu'à la prochaine poussée du mouvement ouvrier se passe dans les conditions de la République bourgeoise, que cesse enfin la discussion sur la forme de gouvernement, qui n'a plus aucun sens en France. »* (Lettre d'Engels à Liebknecht,

2 juillet 1877). Engels disait que l'exemple de la France confirme entièrement la thèse de Marx, selon laquelle « *la République démocratique n'est rien d'autre qu'un champ de bataille, où aura lieu la bataille décisive entre le prolétariat et la bourgeoisie.* » (Lettre d'Engels à Bebel, 18 août 1886.)

Dans l'exposé des motifs de son projet de loi de Séparation en 1891 que M. Gelbard a présenté (ce qui montre, au passage, que les guesdistes étaient intéressés par le principe même de la Séparation), Lafargue écrit : « *Le parti ouvrier ne se fait pas d'illusion sur la portée de la séparation des Églises et de l'État : il sait que l'émancipation intellectuelle ne peut pas précéder, mais seulement suivre l'émancipation économique, et que ce n'est que dans une société devenue une véritable providence pour chacun des membres qui la composent que peut disparaître jusqu'à l'idée d'une Providence imaginée, par delà les nuages, dans le domaine mythique.*

*En dehors de cette raison philosophique, qui suffirait à nous faire prendre en pitié la libre-pensée bourgeoise, nous avons sous les yeux l'exemple des États-Unis d'Amérique, où l'État est séparé de toutes les Églises, où il n'existe pas de budget des cultes, et où l'idée religieuse a pris un tel développement que nous avons pu assister en plein dix-neuvième siècle à la création de toutes pièces de nouvelles religions.* » Autant dire que ce projet de loi est voué à l'échec, de l'opinion même des auteurs.

Lafargue a un point de vue original : la classe ouvrière est spontanément détachée de la religion. Dans la brochure « *Le déterminisme économique de Marx* », il affirme : « *Mais, tandis que dans toutes les couches de la Bourgeoisie le sentiment religieux reste vivace et se manifeste de mille façons, une indifférence religieuse irraisonnée, mais inébranlable, caractérise le Prolétariat industriel.*

*L'observateur le plus superficiel peut le voir dans les villes industrialisées de France : si l'on y rencontre des travailleurs qui simulent des sentiments religieux, ou qui les ont réellement, - ceux-ci sont rares - c'est que la religion se présente à leurs yeux sous la forme de secours charitables ; si d'autres sont de fanatiques libres-penseurs, c'est qu'ils ont eu à souffrir de l'ingérence du prêtre dans leurs familles ou dans leurs relations avec le patron . L'indifférence en matière religieuse, le plus grave symptôme de l'irreligion, selon Lamennais, est innée dans la classe ouvrière moderne ... ».* Dans l'enquête de 1903, il écrit « *la haine contre le prêtre, qui fermente dans la classe ouvrière et dans certaines couches de la petite bourgeoisie est aussi légitime qu'intense.* »

### **Lafargue et la Libre Pensée**

Lafargue se livre souvent à des attaques contre la Libre Pensée qu'il qualifie de bourgeoise. Il s'en est pris par exemple à Paul Bert. Dans *Le déterminisme économique de Karl Marx*, il écrit : « *La libre-pensée bourgeoise, sous les auspices de deux illustres savants, Berthelot et Haeckel, a été dresser à Rome sa tribune en face du Vatican, pour tonner ses foudres oratoires contre le catholicisme qui, par son clergé hiérarchisé et ses dogmes, prétendus immuables, représente pour elle la religion. Les libres-penseurs, parce qu'ils font le procès du Catholicisme, pensent-ils être affranchis de la croyance en Dieu, la base fondamentale de toute religion ? - Croient-ils que la Bourgeoisie, la classe à laquelle ils appartiennent, peut se passer du Christianisme, dont le Catholicisme est une manifestation ?*

*Le Christianisme, bien qu'il ait pu s'adapter à d'autres formes sociales, est, par excellence, la religion des sociétés qui reposent sur la propriété individuelle et l'exploitation du travail salarié ; c'est pourquoi il a été, est et sera, quoi qu'on dise et*

*qu'on fasse, la religion de la Bourgeoisie ...*

*Pérorer contre le catholicisme, comme les libres-penseurs, ou ignorer Dieu comme les positivistes, ne rend compte ni de la persistance de la croyance en Dieu, malgré le progrès et la vulgarisation des connaissances scientifiques, ni de la durée du christianisme, malgré les railleries de Voltaire, les persécutions des révolutionnaires et la critique des exégètes. ...*

*Le bourgeois, pour la tranquillité de son ordre social, a intérêt à ce que les salariés croient que ses richesses sont le fruit de ses innombrables vertus, ...La promesse du bonheur posthume est pour lui la plus économique manière de donner satisfaction aux réclamations ouvrières. ...*

*La croyance de la Bourgeoisie en Dieu et en l'immortalité de l'âme est un des phénomènes idéologiques de son milieu social ; on ne l'en débarrassera qu'après l'avoir dépossédé de ses richesses volées aux salariés, et qu'après l'avoir transformée de classe parasitaire en classe productive.*

*La Bourgeoisie du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui luttait en France pour s'emparer de la dictature sociale, attaqua avec fureur le clergé catholique et le christianisme, parce qu'ils étaient les soutiens de l'aristocratie*

*...Le salarié doit être résigné à son sort. La fonction sociale d'exploiteur du travail exige que le bourgeois propage la religion chrétienne, prêchant l'humilité et la soumission à Dieu qui élit les maîtres et désigne les serviteurs, et qu'il complète les enseignements du christianisme par les principes éternels de la démocratie. ...*

*...Le mode mécanique de production, qui engendre la religiosité chez le bourgeois, crée au contraire l'irreligiosité chez le prolétaire."*

*Dans Le droit à la paresse, il écrit « La réforme religieuse et la libre pensée philosophique n'étaient que des prétextes qui permirent à la bourgeoisie jésuite et rapace d'escamoter les jours de fête du populaire. »*

*Libre Pensée Socialiste, c'est l'inverse de la libre pensée.*

Il ne faut cependant pas imaginer un mouvement ouvrier et démocratique tout tendu vers le développement de la Libre Pensée, certaines réticences se faisaient jour, notamment du côté des guesdistes. En effet, sur cette question, ils animaient certains regroupements particulièrement actifs (Nord, Givors, par exemple<sup>66</sup>).

Ces attitudes sont, d'abord, la conception suivant laquelle, seuls, les socialistes sont vraiment libres-penseurs. Par exemple, dans certains cas sous influence guesdiste, la Libre Pensée ne pouvait être qu'une expression dépendante et subordonnée de l'ensemble socialiste (il en était de même des syndicats, des mutuelles, etc.). Cette dépendance n'était pas politique ni intellectuelle ; elle était organique : ne pouvait être membre de la Libre Pensée qu'un membre de la SFIO<sup>67</sup>. Dans son mémoire sur les libres penseurs socialistes de Calais, notre ami Delambre parle d'*accointances*.

Cette tradition n'est plus explicitement revendiquée par qui que ce soit de nos jours. Une variante existe avec des sociétés appelées « Libre Pensée socialiste » qui, en dehors de cette appellation, se distinguent peu des autres.

Enfin, certains dirigeants socialistes considèrent que le mouvement socialiste n'a pas à s'occuper de ces questions. Certes, il faut condamner l'Eglise et le catholicisme mais dans des conditions telles que cela en devient abstrait et métaphysique. Leur principe est « *la religion est une affaire privée* » ; leur porte-parole principal est le dirigeant belge Emile Vandervelde. Comme l'a noté E. Poulat, ils se réfèrent au Congrès d'Erfurt de la social-démocratie allemande (1891). Or, ce programme a été critiqué par Engels qui, à propos de la formule « *la religion déclarée affaire privée* »

<sup>66</sup> Archives du Groupe de Givors, IRELP.

<sup>67</sup> P. Lévêque, *art. cit.*, p. 17.

dans son point 6, ne la reprenait pas à son compte mais proposait la rédaction suivante :

*« Séparation complète de l'Église et de l'État. Toutes les communautés religieuses sans exception seront traitées par l'État comme des sociétés privées. Elles perdent toute subvention provenant des deniers publics et toute influence sur les écoles publiques. (On ne peut tout de même pas leur défendre de fonder, par leurs propres moyens, des écoles, qui leur appartiennent en propre, et d'y enseigner leurs bêtises!) »<sup>68</sup>*

Émile Poulat (qui attribue cette critique à Marx, disparu en 1883, au lieu d'Engels) rapproche l'appréciation de Marx sur le programme de Gotha : *« Marx avait vigoureusement distingué de la tolérance bourgeoise ...l'effort socialiste pour la libération des consciences à l'égard de la fantasmagorie religieuse »<sup>69</sup>.*

Revenant sur cette question en 1909 (donc, avant le grand schisme international de 1914 avec les Vandervelde, Kautsky etc), Lénine notait *« Ce point de vue est entré dans la chair et dans le sang de la social démocratie allemande, qui s'est prononcée, par exemple, en faveur de la liberté pour les jésuites, pour leur admission en Allemagne, pour l'abolition de toutes mesures de lutte policière contre telle ou telle religion. « Proclamer la religion une affaire privée. » Ce point célèbre du programme d'Erfurt (1891) a consacré cette tactique politique de la social démocratie.*

*Cette tactique est devenue désormais routinière ; elle a engendré une nouvelle déformation du marxisme en sens inverse, dans le sens de l'opportunisme. On s'est mis à interpréter les principes du programme d'Erfurt en ce sens que nous, social démocrates, que notre parti considère la religion comme une affaire privée, que pour nous, social-démocrates, pour nous en tant que parti, la religion est une affaire privée. Sans engager une polémique ouverte contre ce point de vue opportuniste, Engels a jugé nécessaire, après 1890, de s'élever résolument contre lui, non sous forme de polémique, mais sous une forme positive. En effet, Engels, l'a fait sous la forme d'une déclaration qu'il a soulignée à dessein, disant que la social démocratie considère la religion comme une affaire privée en face de l'Etat, mais non envers elle même, non envers le marxisme, non envers le parti ouvrier »<sup>70</sup>.*

Un parti « ouvrier » (pour parler comme en 1909) ne peut pactiser avec la réaction organisée et l'Église catholique est l'incarnation de la réaction organisée.

Emile Vandervelde, non comme individu marqué par son éducation chrétienne mais en tant que représentant des opportunistes au sommet de la IIe Internationale, obtiendra du POB (Parti Ouvrier Belge) l'exclusion de sections de la Libre Pensée<sup>71</sup>. Comment une organisation visant au renversement de l'ordre bourgeois peut-elle renoncer à la subversion du cléricisme et du dogmatisme sans renoncer à ses objectifs, à sa nature même ?

En agissant de cette manière, ils se sont tenus à l'écart de tous les courants du mouvement ouvrier ou démocratique et des militants. Il se sont recroquevillés.

Une revendication démocratique ne peut triompher que si elle est portée par l'ensemble du mouvement ouvrier.

Une Libre Pensée annexe ou prolongement d'un parti politique, c'est l'inverse de la

<sup>68</sup> F. Engels, in Marx-Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, rééd. 1972, p. 106.

<sup>69</sup> E. Poulat, *art. cit.*, p. 123.

<sup>70</sup> Lénine, « de l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion » (1909), in *Œuvres*, t. 15, pp. 445 et sq.

<sup>71</sup> M. Hotterbeex, « La Libre Pensée en Belgique », in *Histoire de la pensée libre, histoire de la Libre Pensée*, IREL, 2002, p. 227.

Libre Pensée. Non seulement la Libre Pensée y perdrait mais ceux qui agiraient ainsi reproduiraient les pires erreurs sectaires.



16. *Jean-Marc Schiappa*

**Maurice Gelbard\***

***Paul Lafargue : Une proposition de loi de séparation de l'Église et de l'État aux attendus surprenants***

Quand Lafargue était parlementaire, il y avait dans les Assemblées des hommes politiques comme le Comte Georges, Aymar de Blois, le Baron Guy de Salvaing de Boissieu, l'évêque Frépel, l'abbé Gayraud, l'amiral de Cuverville. Ces gens là n'avaient pas besoin de séides pour les représenter dans les Assemblées.

Les hommes politiques de cette époque, toute proportion gardée, ne confondaient pas l'œuvre d'un écrivain avec une maison de prêt à porter, ni un fabricant d'automobiles avec un chanteur ; Le Pirée avec un homme. Nombreux sont ceux qui avaient ou utilisaient une belle plume. Lafargue était de ceux là et je vais beaucoup utiliser ses phrases.

Que le député Paul Lafargue ait déposé, en décembre 1891, une proposition de loi dans le but que les Églises soit séparées de l'État n'a rien de surprenant .... à première vue. D'autres l'avaient fait avant lui et d'autres le feront après lui. Mis à part la Séparation décrétée par la Convention en février 1795 et celle par la Commune le 3 avril 1871, il n'y eu que 17 propositions et 2 projets de lois avant son adoption le 9 décembre 1905. On peut ajouter à cela 29 demandes de suppression du budget des cultes, faites presque chaque années, demandes rejetées, mêmes par les gouvernements dirigés par des hommes politiques ayant mis la Séparation dans leur profession de foi électorale, et ce, au nom du respect du Concordat, du respect de la loi.

**La genèse de la loi**

En 1887, le Président du Conseil, Monsieur Gobelet, interpellé, avait entre autre, répondu : .....

*Est-ce que vous pouvez empêcher que la majorité dans ce pays tienne encore à faire appel aux ministres du culte pour le baptême de l'enfant, pour le mariage, pour les enterrements?*

*Dès lors, il ne vous suffit pas de supprimer le budget des cultes, il faut que d'une autre manière vous organisiez la liberté, non pas pour ces croyants - ils ne le sont pas tous - mais pour ces pratiquants, la liberté et le moyen de continuer l'exercice de leur culte..... sans avoir fourni à ceux qui tiennent au culte les moyens d'y pourvoir par d'autres procédés, et par conséquent sans avoir organisé au moins la liberté d'association avec une certaine personnalité civile au profit des associations religieuses.*

Il faudra attendre encore 14 ans pour que soit votée la loi sur le « contrat d'association » ; la « loi sur les congrégations » comme la nommeront aussi bien les libres penseurs, que le *Figaro* de l'époque. Et rappelant ce discours lors des débats, l'abbé Lemire appellera de faire attention à ce qui allait être votée puisque qu'avec cette loi, on pourrait voter ensuite la séparation des Églises et de l'État. A la fin des débats, c'est pour cette unique raison que l'ancien communaliste Édouard Vaillant votera ce texte qui ne lui plaisait pas.

Quelques jours avant Lafargue, Clemenceau et ses amis avaient déposé, eux aussi, une proposition de loi dont l'exposé des motifs était, et sera habituel :

*Messieurs, en présence de faits qui démontrent de jour en jour l'impuissance du*

\* Instituteur, historien de la séparation de l'Église et de l'État

*gouvernement de la République à contenir les manœuvres cléricales et les manifestations hostiles de l'Église par les armes que donne à l'État la législation concordataire ;*

*En présence de la nécessité d'assurer, en même temps que le respect des droits du pouvoir civil, l'exercice de la liberté de conscience;*

*En présence du parti pris du clergé salarié d'entrer dans les luttes politiques, d'y prendre, part, à tous les degrés de sa hiérarchie, par la diffusion de brochures, catéchismes, mandements et pamphlets dirigées contre les lois républicaines ;*

*En présence d'une agitation organisée jusque dans la chaire contre les institutions fondamentales de l'État laïque (En 1891 l'État était déjà qualifié de laïque) par les représentants de l'Église, mettant au service de leurs revendications l'influence que leur donne leur caractère officiel, l'argent qu'ils touchent au budget, les privilèges encore debout de leur domination ancienne.*

La proposition de loi était déposée : Abrogation du Concordat et demande d'une loi qui régleme les nouveaux rapports entre l'Église et l'État.

Ce qui différencie la proposition de Paul Lafargue des autres, réside dans cet exposé des motifs:

*Messieurs,- écrivait-il - le parti ouvrier ne se fait pas d'illusion sur la portée de la séparation des Églises et de l'État : il sait que l'émancipation intellectuelle ne peut pas précéder, mais seulement suivre l'émancipation économique, et que ce n'est que dans une société devenue une véritable providence pour chacun des membres qui la composent que peut disparaître jusqu'à l'idée d'une Providence imaginée, par delà les nuages, dans le domaine mythique.*

*En dehors de cette raison philosophique, qui suffirait à nous faire prendre en pitié la libre-pensée bourgeoise, nous avons sous les yeux l'exemple des États-Unis d'Amérique, où l'État est séparé de toutes les Églises, où il n'existe pas de budget des cultes, et où l'idée religieuse a pris un tel développement que nous avons pu assister en plein dix-neuvième siècle à la création de toutes pièces de nouvelles religions.*

*Mais, puisqu'il existe en France une question dite de la séparation de l'Église et de l'État, et que cette séparation, toujours agitée, mais jamais résolue, sert de moyen politique à une fraction de la classe dirigeante pour diviser les travailleurs et les détourner de la poursuite de leurs véritables intérêts de classe, nous croyons qu'il est temps d'en finir avec ce dérivatif à l'unique problème de la société capitaliste, le problème social.*

*Nous demandons, en conséquence, que les Églises soient séparées de l'État par l'abrogation pure et simple du Concordat et des articles organiques ; mais pour que cette réforme ne soit pas un nouveau leurre, nous reprenons le décret de la Commune de Paris du 2 avril 1871, portant « retour à la nation des biens dits de mainmorte, meubles et immeubles appartenant aux corporations religieuses », et nous y ajoutons « les annexes industrielles et commerciales de ces corporations », conformément à l'article 2 du programme du parti ouvrier.*

*Ce qui constitue en effet la puissance politique du clergé, ce ne sont pas les misérables 50 millions inscrits au budget. Ce sont les centaines de millions qu'il prélève chaque année sur la crédulité publique et sur l'exploitation directe des ouvrières et des ouvriers qu'il a embrigadés par milliers dans ses ateliers, ouvroirs et autres maisons dites de charité.*

*C'est ce budget-là qu'il faut supprimer, si l'on veut faire une véritable guerre au cléricalisme, que Gambetta dénonçait comme l'ennemi et que la bourgeoisie républicaine n'a cessé de combler de toutes ses faveurs.*

*Nous demandons encore autre chose : c'est que, protégeant la liberté de conscience*

de la classe qui n'a que son travail pour vivre, la République intervienne pour empêcher les employeurs d'édifier des chapelles particulières à l'intérieur de leurs exploitations, d'enrôler dans des sociétés de Notre-Dame de l'Usine et de contraindre à des pratiques religieuses des milliers de femmes et d'hommes placés entre la perte de leur pain et le sacrifice de leurs sentiments les plus intimes à la religion du maître. Avant même de séparer l'Église de l'État, il importe, pour assurer la liberté de conscience de la classe ouvrière, de séparer l'Église de l'atelier, sans quoi la suppression du budget des cultes n'aurait d'autre effet que de faire peser sur les seuls travailleurs tout le poids de l'entretien des divers clergés.

Ce texte fut discuté en commission qui déposa un rapport dont voici un extrait à propos de l'interdiction du prosélytisme religieux dans les ateliers:

*Cette disposition s'explique facilement : l'industrialisme moderne tend, de plus en plus, à la centralisation, dans les mêmes mains, des moyens de production ; les usines s'agrandissent, les manufactures prennent des proportions jusqu'à présent inconnues, et il est, maintenant, tellement démontré que cette féodalité ne saurait plus longtemps se passer d'une réglementation, que la législature présente a senti la nécessité de nommer une grande commission du travail, pour étudier avec soin toutes les questions qui se rattachent à l'activité manufacturière de notre pays.*

Je signale qu'il faudra attendre encore 20 ans pour qu'apparaisse le code du travail.

*Cette concentration capitaliste des moyens d'action mécanique de production prend, en effet, une forme telle que le nombre des employeurs diminue très rapidement tandis qu'augmente sans cesse le nombre des salariés que les campagnes désertées envoient incessamment aux villes industrielles. Ce changement de régime a complètement modifié les relations entre patrons et ouvriers, leurs habitudes n'ont plus l'intimité d'autrefois, et la confiance réciproque s'en est trouvée considérablement diminuée. De là des froissements, des conflits dont l'acuité va en augmentant, et la nécessité, pour le législateur, de répondre, par des lois nouvelles, à des besoins nouveaux, à se préoccuper, en un mot, de la question sociale.*

*Un certain nombre de grands Industriels, en voyant les troubles que les modifications du régime économique menacent d'apporter au sein de la société, inquiets des manifestations qui se produisent dans le monde entier, ont cru qu'ils pourraient endiguer l'agitation qui se manifeste partout parmi les travailleurs. Ils ont pensé, tout en profitant des bénéfices que leur procurent les sciences de l'époque, appliquée à la production, qu'il était possible de revenir, quant à l'organisation des légions ouvrières, à quelques siècles en arrière, et de se servir, au point de vue de la discipline, de la religion qui sait imposer l'obéissance et la soumission aux petits. Profitant, pour accomplir cette œuvre, de la loi de 1884, ces industriels ont créé des syndicats corporatifs de patrons et d'ouvriers dont la direction est confiée à des prêtres et à des congréganistes; puis, sous le nom de Notre-Dame de l'usine, — ou des Ouvriers, ou du Travail ; — chaque atelier possède sa petite chapelle, des madones ornent les murailles, des Sœurs surveillent les travailleurs des deux sexes qui, matin et soir, sont tenus de réciter des prières et des oraisons. La confession et la communion sont obligatoires et, de temps en temps, des retraites de trois ou quatre jours, sous la direction de révérends pères jésuites, isolent forcément les ouvriers de leur famille, de leurs amis, de leur milieu, « du siècle », comme on dit en langage mystique.*

Toute ressemblance avec des situations contemporaines n'est pas une coïncidence

*Et l'organisation s'étend; malheur à l'ouvrier refusant de se plier à ce joug; il ne trouvera plus d'ouvrage dans aucune des usines affiliées à l'œuvre sainte. Ce n'est point là, hélas ! une fantaisie; c'est la réalité dans ce qu'elle a de plus navrant; c'est l'association de l'Église et du capital pour la conquête du pouvoir civil et pour prendre la direction unique du travail national.*

*Tels sont les faits, absolument exacts, auxquels fait allusion M. Lafargue dans son exposé des motifs et qu'il vise par son article 3. Sans doute, c'est là une tentative vaine; sans doute on ne fait pas remonter aux esprits le cours des siècles ; sans doute, cette application particulière du socialisme chrétien échouera devant l'opinion publique et la résistance des travailleurs; mais il n'en est pas moins vrai que la société civile peut être menacée, qu'une grande quantité de travailleurs sont opprimés, que la liberté du travail et la liberté de conscience sont à la foi attaquées, et que le devoir du Parlement et des pouvoirs publics est d'intervenir vigoureusement pour arrêter, dans leur marche funeste, ces organisations qui ne visent à rien moins qu'à substituer l'autorité cléricale à la direction laïque dans le monde industriel.*

Pour contrôler la réalité de ces graves accusations, et soumettre le projet à la chambre, cette commission de 6 membres demandait la création d'une autre commission de 22 membres ..... qui ne vit jamais le jour.

Ce thème revint devant la Chambre des députés le 28 juin 1905 lors de la discussion de ce qui deviendra l'article 31 de la loi de Séparation:

*Sont punis de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 5° classe (à l'époque il était même prévu de la prison), ceux qui, soit par voies de fait, violences ou menaces contre un individu, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, l'auront déterminé à exercer ou à s'abstenir d'exercer un culte, à contribuer ou à s'abstenir de contribuer aux frais d'un culte .*

Cet article est l'application de l'article 1 assurant la liberté de conscience et la garantie du libre exercice des cultes ... sous les seules restrictions édictées dans l'intérêt de l'ordre public, (... qu'est-ce que l'ordre public ? .... au moins, la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 stipulait dans son article 10 : *Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi : ça va mieux en le disant!))*

Cet article ne posa pas de problème quant à son adoption car, dans le compte rendu de la discussion parue au *Journal officiel*, il n'est pas fait mention du nombre de voix, ce qui veut dire que personne ne vota contre.

Comme il a été dit, Paul Lafargue avait eu, là aussi, raison avant les autres.

La laïcité de l'État a commencé avec la Révolution française par la création de l'État civil : tout le monde avait droit à une existence légale et non plus seulement les catholiques au travers des registres paroissiaux. Mais il y a eu bien d'autres événements, par exemple : suppression, le 8 juin 1880, de l'aumônerie militaire instituée en 1874 ; suppression, le 12 juillet 1880, sauf pour les fonctionnaires, du repos dominical institué en 1814, remplacé en 1906 par le repos hebdomadaire; allègement des honneurs militaires rendus au Saint Sacrement; suppression, le 14 août 1884, des prières publiques à la rentrée des Chambres , de la messe du Saint Esprit - présence obligatoire - à la rentrée des Cours et des Tribunaux (14 décembre 1900) ; loi municipale du 5 avril 1884 et ses incidences religieuses; loi Naquet rétablissant le divorce le 27 juillet 1884 ; loi sur la liberté des funérailles et l'appréciation des dernières volontés des défunts (15 novembre 1887) (Des sociétés de Libre Pensée militaient en ce sens depuis plusieurs années en créant des associations, comme à Soisy-sur-École) ; une loi de 28 décembre 1904 enlève aux

fabriques le monopole des inhumations ; lois militaires de 15 juillet 1899 et 24 mars 1905 ("les curés sac au dos"); suppression du traitement des aumôniers des hôpitaux et hospices relevant de l'Assistance publique (1883) laïcisation progressive, de 1878 à 1891, des hôpitaux de Paris; suppression des religieuses infirmières dans les hôpitaux de la Marine (11 novembre 1903), puis dans tous les hôpitaux militaires (1er janvier 1904) ; circulaire du ministre de la Justice ordonnant l'enlèvement des crucifix dans les prétoires de tous les tribunaux (1er avril 1904)... Laïcisation de l'enseignement public avec Jules Ferry et René Goblet.

C'étaient des "réformes opportunes", faites par des gouvernements "opportunistes", à l'image de Gambetta qui, tout en écrivant la séparation des Église et de l'État dans le programme républicain de 1869, n'en fit rien quand il fut président du conseil.

La France n'est pas devenue laïque par la loi de Séparation, mais c'est parce qu'elle était devenue laïque qu'elle a pu voter cette loi .

*Cette loi, .... si imparfaite qu'elle soit et si détournée qu'elle fut de ses buts originaires, [a] aboutit en effet à créer en France et par la voie de contagion dans tout l'Occident une notion de laïcité qui non seulement permet la liberté de croyance mais garantit également la liberté des non-croyants et des athées.*

*La loi de 1905 est plus révolutionnaire que ses auteurs s'en était doutés : elle met fin à des millénaires de croyances obligatoires qui contraignaient, et le cas échéant sanctionnaient, les incroyants ou les adeptes des religions non admises par l'État."..... Ce n'est pas moi qui le dit, c'est Monsieur André Damien, lieutenant d'honneur de l'Ordre du Saint Sépulcre. On peut donc le croire !*

Je terminerai par un extrait de texte que prononça le Comte Albert De Mun à la tribune de la Chambre des députés, en novembre 1878, lors d'un débat sur la suppression du budget des cultes : *«La Révolution n'est ni un acte ni un fait. Elle est une doctrine qui prétend fonder la société sur la volonté de l'homme au lieu de la fonder sur la volonté de Dieu, qui met la souveraineté de la raison humaine à la place de la raison divine »*

Le problème avec la raison divine, c'est qu'il y en a toujours qui prétendent mieux la connaître que d'autre, pour se l'approprier et l'imposer. Ce n'est jamais dans notre sens de la démocratie, des droits de l'homme ... et encore moins de la femme !

ANNEXES / Textes de base<sup>72</sup>

Dans sa proposition de loi déposée le 9 juin 1903, M. Flourens écrivait : « *Dans les écoles laïques se sont formées des générations qui arrivent à la vie politique. Élevées en dehors des enseignements des Églises et dans un tout autre esprit, elles ne veulent pas continuer à payer les frais de cultes dont elles ne sentent pas le besoin et pour lesquels elles n'éprouvent aucune attraction.*

*Ces générations nouvelles formeront bientôt la majorité du corps électoral. Étrangères aux luttes confessionnelles qui ont fait tant de mal à leurs pères, elles ne voudront pas en assumer l'odieux, maintenir un Concordat devenu un instrument de vexation impuissantes entre les mains d'un gouvernement illogique avec ses principes, et une charge sans compensation pour le contribuable. »*

.... histoire d'enfoncer le clou sur le fait que c'est parce que la France était devenue laïque qu'elle a pu voter la loi de Séparation .....

Je n'ai rien de Léo Taxil à part des extrait de sa *Marseillaise anti-cléricale*.

## ANNEXE N° 1793

Session extr. 2° séance du 12 décembre 1891

PROPOSITION DE LOI sur la séparation des Églises et de l'État, présentée par MM. Pichon, Clemenceau, Pelletan, C. Dreyfus, Boysset, Tony Révillon, Mesureur, Braud, Doumer, Leydet, Lagnel, Montaut (Seine-et-Marne), Farjon, Bony-Cisternes, Duchasseint, Guyot-Dessaigne, Magnien, Souhet, Viger, Henri de Lacretelle, Reybert, Gaillard (Vaucluse), Berrard, Bizot, Boullay, Hurard, Gonnet, Louis Jourdan, Henry Maret, Pichon, Langlet, Vallé, Léconte, Jullien, Giliot, Corneau, Vian, Baudin, Thivrier, Varlet, Guillemaut, Maurice-Faure, Guichard, Lavy, Jacques, Boudeville, Ville, Dethou, Bourgeois (Jura), Calvinhac, Peytral, Lacroix (Loiret), Arnauld Dubois (Corrèze), Vacherie, Giguët, Lacôte, Bargy, Boysset, Bourge, Emile Brousse, Deniau, Cousset, Salis, Hubbard, Bézine, Leygue (Haute-Garonne), Tassin, Hovelacque, Chassaing, Pajot, Moreau, Maujan, Rabier, Félix Mathé (Allier), Henri Merlou, Ricard (Côte-d'Or), Henri Mathé (Seine), Hervieu, Desmons, Rathier Maigne, Ducoudray, Deville, Millerand, Dumay, Viger, Rolland, Charles Rouse, Bizouard-Bert, Poupin, Franconie, députés

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, en présence de faits qui démontrent de jour en jour l'impuissance du gouvernement de la République à contenir les manœuvres cléricales et les manifestations hostiles de l'Église par les armes que donne à l'État la législation concordataire ;

En présence de la nécessité d'assurer, en même temps que le respect des droits du pouvoir civil, l'exercice de la liberté de conscience ;

En présence du parti pris du clergé salarié d'entrer dans les luttes politiques, d'y prendre part, à tous les degrés de sa hiérarchie, par la diffusion de brochures, catéchismes, mandements et pamphlets dirigés contre les lois républicaines ;

En présence d'une agitation organisée jusque dans la chaire contre les institutions

<sup>72</sup> Voici les textes demandés. Ils étaient bien cachés dans les tables analytiques et alphabétiques du J. O. Contrairement aux deux textes de Jules Roche qui avec d'autres ont été examinés par une commission présidée par Paul Bert qui avait conclu à l'infaisabilité de la Séparation sous peine de graves désordres. Cet argument sera repris en 1905 et même en 2005 lors du colloque organisé par l'Académie des Sciences Morales et Politiques. C'était oublier que ce rapport datait de 1882!!!

fondamentales de l'État laïque par les représentants de l'Église, mettant au service de leurs revendications l'influence que leur donne leur caractère officiel, l'argent qu'ils touchent au budget, les privilèges encore debout de leur domination ancienne, Nous avons l'honneur de vous proposer le projet de délibération suivant:

proposition de loi

Art. 1<sup>er</sup>. — Le gouvernement de la République est invité à dénoncer la convention passée entre le gouvernement français et le pape Pie VII, à la date du 26 messidor an IX ( 15 juillet 1801).

Art. 2. Il est invité, en outre, à déposer dans le plus bref délai possible, en vue du nouveau régime à intervenir pour la réglementation des rapports entre les Églises et l'État, un projet reposant sur les bases suivantes : suppression du budget des cultes, liberté d'association avec garantie contre la propriété de mainmorte, dissolution des congrégations constituées en dehors des principes du code et des stipulations des lois.

ANNEXE N° 1813

(Session extr. — Séance du 17 décembre 1891.

**PROPOSITION DE LOI tendant à la Séparation des Églises et de l'État, présentée par M. Paul Lafargue, député.**

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, le parti ouvrier ne se fait pas d'illusion sur la portée de la Séparation des églises et de l'État : il sait que l'émancipation intellectuelle ne peut pas précéder, mais seulement suivre l'émancipation économique, et que ce n'est que dans une société devenue une véritable providence pour chacun des membres qui la composent que peut disparaître jusqu'à l'idée d'une Providence imaginée, par delà les nuages, dans le domaine mythique.

En dehors de cette raison philosophique, qui suffirait à nous faire prendre en pitié la libre-pensée bourgeoise, nous avons sous les yeux l'exemple des États-Unis d'Amérique, où l'État est séparé de toutes les Églises, où il n'existe pas de budget des cultes, et où l'idée religieuse a pris un tel développement que nous avons pu assister en plein dix-neuvième siècle à la création de toutes pièces de nouvelles religions.

Mais, puisqu'il existe en France une question dite de la séparation de l'Église et de l'État, et que cette séparation, toujours agitée, mais jamais résolue, sert de moyen politique à une fraction de la classe dirigeante pour diviser les travailleurs et les détourner de la poursuite de leurs véritables intérêts de classe, nous croyons qu'il est temps d'en finir avec ce dérivatif à l'unique problème de la société capitaliste, le problème social.

Nous demandons, en conséquence, que les Églises soient séparées de l'État par l'abrogation pure et simple du Concordat et des articles organiques ; mais pour que cette réforme ne soit pas un nouveau leurre, nous reprenons le décret de la Commune de Paris du 2 avril 1871, portant « retour à la nation des biens dits de mainmorte, meubles et immeubles appartenant aux corporations religieuses », et nous y ajoutons « les annexes industrielles et commerciales de ces corporations », conformément à l'article 2 du programme du parti ouvrier.

Ce qui constitue en effet la puissance politique du clergé, ce ne sont pas les

misérables 50 millions inscrits au budget. Ce sont les centaines de millions qu'il prélève chaque année sur la crédulité publique et sur l'exploitation directe des ouvrières et des ouvriers qu'il a embrigadés par milliers dans ses ateliers, ouvroirs et autres maisons dites de charité.

C'est ce budget-là qu'il faut supprimer, si l'on veut faire une véritable guerre au cléricisme, que Gambetta dénonçait comme l'ennemi et que la bourgeoisie républicaine n'a cessé de combler de toutes ses faveurs.

Nous demandons encore autre chose ; c'est que, protégeant la liberté de conscience de la classe qui n'a que son travail pour vivre, la République intervienne pour empêcher les employeurs d'édifier des chapelles particulières à l'intérieur de leurs exploitations, d'enrôler dans des sociétés de Notre-Dame de l'Usine et de contraindre à des pratiques religieuses des milliers de femmes et d'hommes placés entre la perte de leur pain et le sacrifice de leurs sentiments les plus intimes à la religion du maître. Avant même de séparer l'Église de l'État, il importe, pour assurer la liberté de conscience de la classe ouvrière, de séparer l'Église de l'atelier, sans quoi la suppression du budget des cultes n'aurait d'autre effet que de faire peser sur les seuls travailleurs tout le poids de l'entretien des divers clergés.

Nous vous soumettons donc la proposition de loi qui suit:

#### PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Le budget des cultes est aboli, ainsi que le Concordat et les articles organiques.

Art. 2. — Les biens dits de mainmorte, meubles et immeubles, appartenant aux corporations religieuses, y compris toutes les annexes industrielles et commerciales de ces corporations, sont déclarés biens nationaux.

Art. 3. — Il est interdit à tout employeur, collectif ou individuel, d'ériger aucune chapelle particulière, d'enrôler ses ouvrières et ouvriers dans aucune société religieuse, et de les soumettre à aucune pratique religieuse.

Art. 4. — Les crédits rendus disponibles par la suppression du budget des cultes sont affectés au budget de l'Instruction publique pour être employés à élever les traitements des institutrices et des instituteurs des écoles communales, et pour procurer aux élèves de ces mêmes écoles des livres, des vêtements et des repas gratuits.

Art. 5. — La propriété ecclésiastique qui a fait retour à la nation sera consacrée exclusivement, capital et intérêts, à la création d'une caisse nationale de retraites pour les vieillards et les invalides du travail.

Art. 6. — Toute contravention à l'article 3 sera punie d'une amende de 300 à 3,000 fr. et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois.

#### ANNEXE N° 1950

(Session ord. — Séance du 5 mars 1892.)

RAPPORT SOMMAIRE fait au nom de la 18<sup>e</sup> commission d'initiative parlementaire<sup>73</sup> chargée d'examiner les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Pichon et plusieurs de ses collègues; 2<sup>o</sup> de M. Paul Lafargue, tendant à la Séparation des Églises et de l'État, par M. Émile Moreau, député.

Messieurs, de récents événements ont appelé l'attention sur une question aussi

<sup>73</sup> Cette commission est composée de MM. Viger, président ; Argeliès, secrétaire; Léon Talou, Thorel, Chollet, Muller, Letellier, Euzière, Reybert, Clédou, Camille Viox, comte de Kergorlay, Henri Ricard (Côte-d'Or), Le Cour, Goussotvinhac, Carquet, Taudière, Vilfeu, Émile Moreau, Bézine, Loreau. (Voir les n°1713-1813.)

ancienne que la formation des sociétés, celle des rapports qui existent entre l'organisation des religions et la société civile.

Cette question a bien souvent ému la monarchie de l'ancien régime ; mais alors la volonté royale intervenait, imposait une transaction et mettait fin au conflit d'une façon souvent peu satisfaisante pour l'Église; alors celle-ci devant la force baissait prudemment la tête, quitte à reprendre, en sous-œuvre, son entreprise de domination universelle et son accaparement des richesses de la nation.

La Révolution française essaya de mettre un terme à cet assaut perpétuel de la théocratie et crut avoir trouvé une solution stable en organisant un clergé national: on sait ce que dura la Constitution civile du clergé !

Le despotisme naissant de Bonaparte ne pouvait oublier que la religion peut être un instrument puissant de domination entre des mains fortes et habiles. En passant, avec le pape Pie VII, le Concordat du 20 messidor an IX. Il crut faire acte de haute politique : il fut déçu dans ses espérances et, plus tard, sur le rocher où il mourut exilé, il put faire d'amères réflexions sur le dévouement de ce clergé auquel il avait livré, sans compensation, le budget et les consciences du pays.

L'auteur du Concordat est mort, son empire est détruit, mais l'œuvre a persisté et le clergé en a profité pour reconquérir ses anciennes positions, ses richesses, son influence. Assuré de l'impunité, il a proclamé son droit à la domination universelle des consciences et, aujourd'hui, il songe sérieusement à replacer la société civile dans le moule étroit où la torturait le Moyen âge, et à faire servir à ses desseins la forme puissante de l'industrialisme moderne.

Chacun sent que cette situation dangereuse ne peut durer. Les esprits réellement pieux, eux-mêmes, ont une instinctive persuasion de ce que pourrait avoir de fatal pour leur foi cet essai de retour en arrière vers des rêves d'hégémonie cléricale, et, dans l'honnêteté de leur conscience, ils sont sérieusement à la recherche d'un impraticable *modus vivendi* entre la déclaration des Droits de l'homme et le *Syllabus*. Quant à ceux, de plus en plus nombreux, qui consentent à tenir compte de la force évolutive des sociétés, qui étudient sérieusement leur époque pour en déduire les besoins de l'avenir, ils sont convaincus que la société perdrait son temps et ses efforts à essayer un système de transactions que la force des choses briserait et qui ne ferait qu'aviver une lutte qui dure depuis trop longtemps, et dont le seul résultat eut de mêler aux conflits de la politique des choses qui devraient rester confinées dans le domaine de la conscience. Ceux-là pensent que la liberté est la seule solution acceptable et que les associations religieuses doivent rester absolument libres dans leur administration, dans leur prosélytisme et dans leurs œuvres, en protégeant seulement la société civile contre des empiètements que les leçons de l'histoire apprennent à craindre.

Telle est, évidemment, la pensée des quatre vingt-douze députés qui ont signé la proposition Pichon. Présenté de cette façon, le problème peut donner lieu à un large débat, où toutes les opinions pourront se manifester plus à l'aise qu'à l'occasion de la discussion du budget, ou à propos d'une Interpellation visant des événements déterminés. Aussi la 18<sup>e</sup> commission d'initiative est-elle d'avis que ce projet soit pris en considération.

M. Paul Lafargue présente la question avec une certaine nuance de dédain. Il croit que la séparation n'a aucune importance, et il en donne comme preuve ce qui se passe aux États-Unis Mais enfin, il consent à la demander, afin de déblayer le terrain des réformes sociales de cet objet encombrant.

Il faut avoir étudié bien imparfaitement l'esprit gaulois de notre pays, et en être bien peu pénétré, pour croire qu'il soit susceptible d'accorder à la question religieuse

l'importance quelque peu ridicule que lui donnent les descendants des quakers et des autres sectes que le monde anglo-saxon a semées dans le vaste territoire de l'Amérique du Nord. Et, d'autre part, c'est méconnaître d'une étrange façon les lois scientifiques du progrès humain que de ne pas admettre que la plus étroite solidarité doit exister entre toutes les conquêtes progressistes de l'humanité. Est-ce que les crises sociales n'ont pas leurs causes dans un défaut de parallélisme entre les progrès réalisés dans les différentes branches de l'activité humaine ? Dès lors, est-il possible de dire que l'on pourrait, sans danger, laisser de côté la question cléricale pour ne s'occuper que de la résolution des problèmes sociaux ? Évidemment non, et il serait injuste de méconnaître l'intime relation qu'il y a dans les esprits, les consciences et les bras que les fils de la Révolution ont le devoir d'affranchir et de préparer à des destinées nouvelles.

Dans cette concession à « la libre pensée bourgeoise », M. Lafargue édicté trois mesures que nous allons examiner sommairement :

1° La dénonciation du Concordat, entraînant la suppression du budget des cultes. — C'est, en somme, la partie essentielle du projet Pichon.

2° La nationalisation des biens de mainmorte.- — C'est la reproduction, en quelques lignes, du projet Hovelacque, bien plus puissamment déduit, bien plus hautement et scientifiquement raisonné, et que cependant la commission, presque à l'unanimité, n'a pas cru devoir prendre en considération. Aussi fait-elle les plus expresses réserves relativement à l'article 2 du projet Lafargue.

3° L'interdiction du prosélytisme religieux dans les ateliers. — Cette disposition s'explique facilement : l'industrialisme moderne tend, de plus en plus, à la centralisation, dans les mêmes mains, des moyens de production ; les usines s'agrandissent, les manufactures prennent des proportions jusqu'à présent inconnues, et il est, maintenant, tellement démontré que cette féodalité ne saurait plus longtemps se passer d'une réglementation, que la législature présente a senti la nécessité de nommer une grande commission du travail, pour étudier avec soin toutes les questions qui se rattachent à l'activité manufacturière de notre pays.

Cette concentration capitaliste des moyens d'action mécanique de production prend, en effet, une forme telle que le nombre des employeurs diminue très rapidement tandis qu'augmente sans cesse le nombre des salariés que les campagnes désertées envoient incessamment aux villes industrielles. Ce changement de régime a complètement modifié les relations entre patrons et ouvriers, leurs habitudes n'ont plus l'intimité d'autrefois, et la confiance réciproque s'en est trouvée considérablement diminuée ; de là des froissements, des conflits dont l'acuité va en augmentant, et la nécessité, pour le législateur, de répondre, par des lois nouvelles, à des besoins nouveaux, à se préoccuper, on un mot, de la question sociale.

Un certain nombre de grands Industriels, on voyant les troubles que les modifications du régime économique menacent d'apporter au sein de la société, inquiets des manifestations qui se produisent dans le monde entier, ont cru qu'ils pourraient endiguer l'agitation qui se manifeste partout parmi les travailleurs. Ils ont pensé, tout en profitant des bénéfices que leur procurent les sciences de l'époque, appliquées à la production, qu'il était possible de revenir, quant à l'organisation des légions ouvrières, à quelques siècles en arrière, et de se servir, au point de vue de la discipline, de la religion qui sait imposer l'obéissance et la soumission aux petits. Profitant, pour accomplir cette œuvre, de la loi de 1884, ces industriels ont créé des syndicats corporatifs de patrons et d'ouvriers dont la direction est confiée à des prêtres et à des congréganistes; puis, sous le nom de Notre-Dame de l'usine, — ou des Ouvriers, ou du Travail ; — chaque atelier possède sa petite chapelle, des madones ornent les murailles, des sœurs surveillent les travailleurs des deux sexes

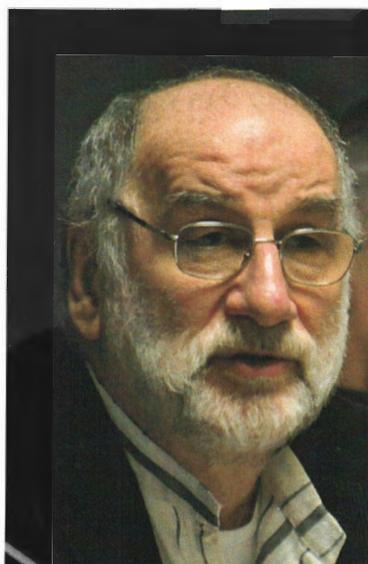
qui, matin et soir, sont tenus de réciter des prières et des oraisons. La confession et la communion sont obligatoires et, de temps en temps, des retraites de trois ou quatre jours, sous la direction de révérends pères jésuites, isolent forcément les ouvriers de leur famille, de leurs amis, de leur milieu, « du siècle », comme on dit on langage mystique.

Et l'organisation s'étend; malheur à l'ouvrier refusant de se plier à ce joug; il ne trouvera plus d'ouvrage dans aucune des usines affiliées à l'œuvre sainte. Ce n'est point là, hélas ! une fantaisie ; c'est la réalité dans ce qu'elle a de plus navrant ; c'est l'association de l'Église et du Capital pour la conquête du pouvoir civil et pour prendre la direction unique du travail national.

Tels sont les faits, absolument exacts, auxquels fait allusion M. Lafargue dans son exposé des motifs et qu'il vise par son article 3. sans doute, c'est là une tentative vaine; sans doute on ne fait pas remonter aux esprits le cours des siècles ; sans doute, cette application particulière du socialisme chrétien échouera devant l'opinion publique et la résistance des travailleurs; mais il n'en est pas moins vrai que la société civile peut être menacée, qu'une grande quantité de travailleurs sont opprimés, que la liberté du travail et la liberté de conscience sont à la foi attaquées, et que le devoir du Parlement et des pouvoirs publics est d'intervenir vigoureusement pour arrêter, dans leur marche funeste, ces organisations qui ne visent à rien moins qu'à substituer l'autorité cléricale à la direction laïque dans le monde industriel.

En conséquence, votre 18<sup>e</sup> commission d'initiative, estimant qu'il est nécessaire de contrôler ces graves affirmations et de soumettre la question à l'examen de la chambre, a l'honneur de lui propose la prise en considération des projets de lois présentés par MM. Pichon et Lafargue.

Et, en raison de l'importance des questions soulevées par ces projets, elle estime qu'on en devrait confier l'examen à une commission composée de vingt-deux membres.



17. Maurice Gelbard

## Jacques Macé *Le mystère Lafargue*

En 1906, Clemenceau devient Président du Conseil dans un climat de vive tension sociale et de montée en puissance de l'anarcho-syndicalisme. Cumulant sa fonction avec celle de ministre de l'Intérieur, l'ancien maire de la Commune et dreyfusard entreprend une sévère politique de répression des mouvements "insurrectionnels". Or, quand la police et la gendarmerie étaient débordées, on ne disposait pas comme aujourd'hui de CRS (spécialement formés au maintien de l'ordre !) et on faisait appel à l'armée qui ne savait que tirer dans le tas. A Raon-l'Etape, à Grenoble, à Nantes, le sang coule. Mais à Béziers, les soldats du 17<sup>e</sup> de ligne mettent la crosse en l'air. C'est dans ce climat que se déroulent les événements de Draveil-Vigneux et de Villeneuve-Saint-Georges. Résumons-les rapidement :

Les sablières des rives de la Seine, de Corbeil à Villeneuve-Saint-Georges, sont exploitées depuis les années 1860 en utilisant une main-d'œuvre essentiellement immigrée (Italiens, Languedociens, Bretons), aux très dures conditions de travail. En 1907, est créé un Syndicat des terrassiers de Draveil, affilié à la Fédération du Bâtiment, elle-même adhérente à la CGT. Or, à cette époque, il n'y a pas encore de fouilles à Draveil et les chantiers se trouvent à Vigneux, Villeneuve-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges. Il est certain aujourd'hui que Lafargue a joué un rôle occulte important dans cette création, de même que dans celle d'une section draveilloise de la SFIO.

La grève éclate le 1<sup>er</sup> Mai 1908 et se répand dans tout le bassin, avec des revendications précises portant sur les conditions de travail et la reconnaissance du droit syndical. C'est ce second point, que les patrons ne peuvent admettre, qui va se trouver à l'origine du durcissement du conflit.

Le 2 juin, deux grévistes sont tués lors d'un accrochage (une bavure) avec les gendarmes. Leurs obsèques donnent lieu à des troubles violents. La troupe est appelée en renfort. La presse s'empare de l'affaire : *la tuerie de Draveil* titrera *L'Humanité* alors que le drame s'est produit à Vigneux. Car c'est le Draveillois Lafargue qui fournit les informations.

Les mouvements se poursuivent tout le mois de juillet, sous l'action notamment d'un certain Métivier qu'on découvrira plus tard être un provocateur de la Sûreté. Celui-ci et un camarade se font arrêter et une vaste manifestation est organisée le 30 juillet pour obtenir leur libération : elle se termine par une émeute autour de la gare de Villeneuve-Saint-Georges : 4 morts et 200 blessés parmi les manifestants.

Clemenceau, soupçonné d'avoir organisé un guet-apens pour démanteler la CGT, est honni par la presse de gauche et affublé de sanglants surnoms qui lui colleront longtemps à la peau. Six mois plus tard, les députés voteront une amnistie générale et l'affaire ne sera jamais jugée. Mais elle est restée ancrée jusqu'à nos jours dans le martyrologue de la classe ouvrière.

Elle va rebondir trois ans plus tard à l'occasion d'un règlement de compte politique entre Clemenceau, maintenant sénateur, et ses successeurs à la Présidence du Conseil, Aristide Briand, puis Joseph Caillaux.

Début novembre 1911, le fameux Métivier, au comportement si trouble en 1908, est mêlé à un attentat contre un directeur de journal : la presse découvre alors qu'il est un informateur de la Sûreté et qu'il avait été reçu personnellement par Clemenceau le 20 mai 1908, juste avant le durcissement du conflit de Draveil.

A la Chambre et dans la presse, Clemenceau est violemment pris à partie au point

---

\* Historien, biographe de Paul et Laura Lafargue

qu'il doit s'expliquer dans une lettre qui est publiée le samedi 25 novembre dans *Le Temps* et dans *L'Humanité*. Ses explications sont pour le moins embarrassées. Il reconnaît avoir reçu très brièvement Métivier et l'avoir mis entre les mains du directeur de la Sûreté, déclarant : « *Métivier n'avait jamais été employé régulièrement au service de la Sûreté et, de ce fait, mensuellement appointé. On s'était borné à lui remettre des sommes d'argent lorsqu'il avait fourni des informations* ». C'est ce qui s'appelle l'art de jouer sur les mots.

Ce samedi 25, Paul et Laura partent le matin passer la journée à Paris. Laura prend livraison d'un chapeau qu'elle a commandé. Ils vont au cinéma et terminent l'après-midi dans un salon de thé. Très certainement Paul lit la presse du jour. Ils rentrent à Draveil vers 21H.30 et se retirent dans leurs chambres respectives sans dîner. Au matin du dimanche 26 novembre, leur domestique découvre, dans leurs chambres respectives de leur maison de Draveil, les corps inanimés de Paul et Laura Lafargue. Selon l'enquête, Paul Lafargue avait fait une injection mortelle d'acide cyanhydrique à son épouse puis s'était lui-même suicidé par le même moyen. Il laissait un testament ainsi rédigé :

*« Sain de corps et d'esprit, je me tue avant que l'impitoyable vieillesse, qui m'enlève un à un les plaisirs et les joies de l'existence et qui me dépouille de mes forces et physiques et intellectuelles, ne paralyse mon énergie, ne brise ma volonté et ne fasse de moi une charge à moi-même et aux autres.*

*Depuis des années, je me suis promis de ne pas dépasser les 70 ans ; j'ai fixé l'époque de l'année pour mon départ de la vie et j'ai préparé le mode d'exécution de ma résolution : une injection hypodermique d'acide cyanhydrique.*

*Je meurs avec la joie suprême d'avoir la certitude que, dans un avenir prochain, la cause à laquelle je me suis dévoué depuis quarante-cinq ans triomphera. Vive le Communisme ! Vive le Socialisme International ! Paul Lafargue ».*

Il est certainement exagéré de voir un lien direct entre la publication de la lettre de Clemenceau et la mise en application par Paul Lafargue d'une décision longuement mûrie. Mais la coïncidence de date est si étrange que l'historien ne peut s'empêcher de se demander si Lafargue n'aurait pas en 1908 été en contact avec Métivier, berné par celui-ci et en aurait éprouvé un sentiment de dégoût ? Faute de document, il n'est pas possible de poursuivre une investigation en ce sens et il semble préférable d'analyser plutôt les conditions de la disparition des Lafargue.

Tant dans la presse de gauche que dans celle de droite, trois opinions se manifestent. Certains félicitent Lafargue d'avoir eu le courage de mettre ses actes en accord avec sa pensée. C'est notamment le cas de Marcel Sembat dans *L'Humanité*, ou plus tard de Lénine. D'autres l'excusent, arguant du fait que le couple n'avait pas d'enfants. Beaucoup aussi reprochent une désertion du 'millionnaire Lafargue' devant la vieillesse alors que les signes de dégradation de sa santé n'étaient guère évidents.

Mais la question la plus grave concerne la mort de Laura, trois ans plus jeune que Paul, car celle-ci n'a laissé aucun document attestant de son adhésion à la décision de son époux et cet étrange silence a créé autour de la fin des Lafargue un malaise qui n'est toujours pas dissipé cent ans plus tard. Dans *Ma vie avec Lénine*, Nadia Kroupskaïa aborde le sujet : « *Il prouvera bientôt, dit Laura de son mari, combien il est sincère dans ses convictions philosophiques, et les deux époux échangèrent un regard qui me parut bizarre. Je compris le sens de ces paroles et de ce regard plus tard, en apprenant la mort des Lafargue : ils se donnèrent la mort lorsque, la vieillesse venue, les forces leur manquèrent pour continuer la lutte* ».

Les proches des Lafargue s'empressèrent de déclarer que Laura était certainement avertie de l'intention de son mari et consentante, transformant de légers indices en

certitudes. Ils soulignaient la confiance et l'intimité qui régnaient dans leur couple, oubliant que Paul manifestait fréquemment vis-à-vis de son épouse un comportement que nous qualifierions aujourd'hui de machisme. Edgar Longuet, l'un des neveux de Laura, développa la thèse que Paul, ayant divisé son avoir en autant de parts qu'il estimait avoir d'années à vivre, était mort ruiné, oubliant que Laura avait été personnellement l'héritière d'Engels et qu'une partie de l'héritage était vraisemblablement restée placée en Angleterre. Dans les années 1920, des langues se délièrent et plusieurs historiens socialistes reconnurent avec regret que rien ne permettait d'affirmer que Laura avait eu conscience que Paul avait décidé d'appliquer ce soir-là une décision sans doute prise ensemble depuis plusieurs mois.

En cette célébration du centenaire de leur décès, je me permets de formuler une nouvelle hypothèse : Paul n'a-t-il pas simplement voulu protéger Laura contre elle-même en lui donnant la mort ? Nous savons par leurs correspondances que Laura n'hésitait pas à partager (au vin ou à la bière) les libations des deux joyeux lurons qu'étaient parfois Engels et Lafargue. Des témoignages draveillois (émanant des descendants des voisins des Lafargue et de l'arrière-petite-fille de leur jardinier) indiquent que, dans les dernières années de sa vie, il arrivait à Laura de s'adonner plus que de raison à la boisson, créant des incidents domestiques. Cette situation est confirmée par au moins un rapport des inspecteurs de police qui surveillaient l'activité de Lafargue. Désespéré par cette situation, Paul n'a-t-il pas pensé que Laura serait incapable de s'assumer dans l'existence après la disparition de son époux et n'en aurait-il pas tiré la conséquence que l'on sait ? Arrêtons-en là et laissons les morts inhumer les morts.

Les obsèques de Paul et Laura Lafargue au Père-Lachaise, le dimanche 3 décembre 1911, réunirent près de 20 000 personnes, sous une petite pluie froide (comme aujourd'hui). Durant l'incinération de leurs corps, une dizaine de discours furent prononcés par les leaders socialistes venus de toute l'Europe. Dans un sentiment unitaire, Jaurès, à peine débarqué d'un voyage au Brésil et oubliant ses griefs, rendit hommage au rôle de Lafargue dans la construction du socialisme français, mais ceci en l'absence de Jules Guesde qui s'était déclaré malade. Au nom du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie (nom officiel du parti bolchevique), Lénine lut un long discours en français.

Le 20 juin 1937, le Parti communiste et la municipalité de Draveil rendirent un hommage appuyé à Paul et Laura Lafargue en apposant une plaque sur leur maison et en inaugurant, sur la plus belle perspective du centre-ville, une statue de Paul Lafargue instruisant le peuple. Ces deux symboles furent détruits en octobre 1940.

Ce jour, 3 décembre 2011, en parallèle de ce colloque, une nouvelle plaque est enfin inaugurée sur la maison de Paul et Laura. J'ai tenu à ce que ma petite-fille, âgée de 10 ans, y assiste pour qu'elle puisse dire, le 3 décembre 2061 lors du cent-cinquantième : « J'y étais ».



18. *La famille Doucet, domestiques chez Paul et Laura*



19. *Dans le centre de Draveil*

20. *Le 108, Avenue Henri Barbusse, ou 20, Grande Rue en 1911, la maison des Lafargue*



21. *Buste de Paul Lafargue, exécuté par Jacqueline Macé*

## Débat

### **Lafargue et les femmes : le « machisme » de Paul Lafargue\* ?**

A propos des relations entre Paul et Laure Lafargue, permettez-moi d'apporter quelques témoignages.

Il dénonçait le fait que les femmes travaillaient comme les hommes.

Dans le cadre de l'action militante du Parti Ouvrier, il arpente l'Avesnois et milite notamment à Fourmies.

Lafargue a bien senti comment on tentait les salariés pour les pousser à consommer, je cite :

*« J'ai les pieds dans le charbon. J'ai connu les trieuses de gaillettes, ces femmes qui triaient le charbon pour en retirer les « miasmes » ».*

Lafargue disait que ce n'est pas bien que les femmes travaillent. Pour lui il valait mieux qu'elles soient à la maison à la disposition des hommes et de la famille.

Il avait un côté machiste. Cela peut paraître excessif, mais il y a de cela.

Dans les années 50, 60, j'ai moi-même vécu avec des femmes qui allaient travailler à la mine. La population regardait alors le mineur, considéré comme chef de famille, avec un air de dire « tu ne gagnes pas assez pour que ta femme reste à la maison ». C'est une contradiction apparente chez Lafargue. Il faut donc relativiser notre jugement.

La bagarre pour l'égalité entre les sexes n'est pas aussi simple que certaines le font croire, l'objectif est légitime, mais il faut combattre de nombreux atavismes.

## 22. Laura Marx jeune




---

\* Intervention de Marc Blondel

Daniel Carré

**La Société face à la mort : Combat de l'ADMD pour la légalisation d'une aide active à mourir**

Le suicide de Paul Lafargue à Draveil en 1911 est le dernier acte de la vie de celui que vous célébrez à l'occasion du centenaire de sa disparition<sup>74</sup>.

Le suicide des personnes âgées est un phénomène qui tend plutôt à s'amplifier. Plus de 10 000 personnes se suicident actuellement chaque année en France. Plus de 3 300 suicides sont le fait de personnes âgées. Le taux de suicide augmente. Il est le triple après 75 ans que celui de la moyenne nationale. Le taux de décès par suicide est deux fois plus élevé en maison de retraite qu'à domicile.<sup>75</sup>

Paul Lafargue s'est donc comporté devant le vieillissement comme cent ans plus tard de nombreux de nos concitoyens âgés.

Nous manquons actuellement d'observations épidémiologiques sur les causes de la mort. L'observatoire de la fin de vie qui a été créé en 2009 devrait fournir prochainement des informations sur les 500 000 décès annuels en France.

Selon des statistiques publiées en 2003 dans le *Journal of the American Medical Association* (JAMA), 40 % d'entre nous décéderont dans un état maladif qui se prolonge dans la décrépitude, suivant le lent déclin, typique de la démence et de la fragilité sénile. 20 % vont mourir avec le déclin rapide qui caractérise, par exemple, un cancer métastasé. Un autre 20 % disparaîtront à la suite de plongées intermittentes dans la maladie, leur santé évoluant sur des montagnes russes provoquées par des crises cardiaques ou des insuffisances respiratoires. Seul un petit pourcentage va mourir brutalement et de manière imprévisible, comme dans une chute en montagne ou un suicide réussi.

### Le contexte sanitaire

Avant toute évaluation, soulignons l'importance des changements considérables qui déterminent aujourd'hui la fin de vie de ceux qui atteignent le grand âge, par rapport aux générations précédentes. L'amélioration des conditions de vie, les progrès de l'hygiène, la réduction de la pénibilité physique du travail et l'efficacité de la médecine moderne ont fait naître une situation sans précédent.

L'allongement de la durée de vie depuis 40 ans a des effets très bénéfiques, pour ceux qui gardent jusqu'à un âge avancé l'énergie nécessaire à une existence plaisante. Hélas, les personnes de grand âge sont bien souvent diminuées par de nombreuses pathologies et des maladies dégénératives dont la prévalence augmente considérablement avec l'avancée de l'âge. Le maintien en vie est alors conditionné par un ensemble de traitements et de protocoles de soins dont l'arrêt entraîne la mort, à plus ou moins brève échéance, ce qui amène à penser qu'il n'y a plus de « mort naturelle »<sup>76</sup>.

Enfin, la dépendance est prise en charge dans des conditions telles que les derniers jours de la vie sont trop souvent confiés à l'Hôpital. Ni les Urgences, ni les services

\* Membre de l'association pour le Droit de Mourir dans la Dignité (ADMD)

<sup>74</sup> À propos de la mort de Laura Lafargue, intervention de Marc Blondel : « Je n'irai pas jusqu'à dire que Laura Lafargue voulait mourir, on pourra toujours se poser la question. Un ancien député, socialiste, maire de Clermont-ferrand, a voulu faire la même chose. Sa femme en est rescapée. Le problème de la fin de vie se pose encore. L'acte de Lafargue provoque la réflexion. ».

<sup>75</sup> Revue Prescrire avril 2005.

<sup>76</sup> *Il n'y a pas de mort naturelle État des lieux sur le suicide assisté* Collectif Vaudois de 7 auteurs Éditions Mon Village 2010.

de Soins Palliatifs ne peuvent faire face. Tous les rapports récents<sup>77</sup> montrent que les conditions de la mort en établissement sanitaire sont très médiocres, en particulier pour les personnes de grand âge.<sup>78</sup>

Il faut aussi noter l'inégalité très grande entre les citoyens. Selon l'enquête « Handicap-Incapacité-Déficiences » DREES INSEE 1998-1999 :

*À 60 ans les ouvriers et ouvrières ont une espérance de vie inférieure à celle des cadres : 19 et 25 ans pour les ouvriers et ouvrières, contre 23 et 27 ans pour les cadres supérieurs.*

*Les incapacités occupent 16% de l'espérance de vie des ouvriers de 60 ans et 9% de celles des cadres (22% et 16% pour les femmes).*

C'est dans ce contexte radicalement nouveau que l'ADMD conduit en 2011 son combat pour l'aide active à mourir.

### **Le contexte juridique**

Il faut rappeler l'émergence parallèle en France d'un mouvement en faveur de la légalisation de l'aide à l'euthanasie à la stricte demande de la personne malade, évolution défendue par l'ADMD, fondée il y a 30 ans, et de la création du premier service de soins palliatifs, en 1987, à l'hôpital international de la Cité universitaire à Paris, suivi de la création de la SFAP, en 1989.

La création des unités de soins palliatifs est très tardive en France par rapport au Royaume Uni, où Cecily Saunders ouvre son premier établissement en 1959, avec une énergie fondée sur une foi catholique immergée dans des racines irlandaises et polonaises. Les valeurs religieuses implicites conditionnent les positions des membres du Comité National d'Éthique, même s'ils s'en défendent. Il faut aussi noter l'influence considérable de penseurs comme Paul Ricoeur et Emmanuel Levinas sur les tenants des soins palliatifs.

L'idéologie catholique des soins palliatifs explique l'affrontement avec les partisans de l'euthanasie, en majorité des militants laïques, comme le Sénateur Henri Caillavet, ancien Président de l'ADMD.

L'ADMD a fondé son action sur trois grands objectifs, fondé sur des valeurs de Liberté :

- La lutte contre la douleur,
- Le refus de l'acharnement thérapeutique,
- L'aide active à mourir, euthanasie à la demande du patient ou suicide assisté.

La première grande évolution est la loi du 4 mars 2002 dite Loi Kouchner sur les droits du malade. Cette loi légalise les conditions du refus de soins. Elle introduit la notion de consentement éclairé du patient et crée la personne de confiance. Elle donne le droit d'accès au dossier médical par le patient. Elle fonde également la démocratie sanitaire dans laquelle l'ADMD s'insère totalement en obtenant l'agrément ministériel d'association représentative des usagers dans le système de Santé, avec les droits afférant de siéger dans les instances consultatives de gouvernance sanitaire.

Cette loi sera complétée à la suite de l'immense émotion populaire soulevée par le cas de Vincent Humbert. Ce sera la loi du 22 avril 2005 dite loi Leonetti. Cette loi détermine les conditions de fin de vie qu'entraîne un arrêt de soin, à la demande du patient ou de sa personne de confiance s'il n'a plus son discernement. Elle instaure les directives anticipées qui permettent l'expression des volontés de celui qui n'en a

<sup>77</sup> Françoise Lalonde, Olivier Veber, *Mort à l'Hôpital*, Rapport IGAS 2010.

<sup>78</sup> Édouard Ferrand, *Étude MAHO*, 2007.

plus la compétence et consacre la personne de confiance comme porte parole dont l'avis prévaut sur tout les autres, y compris la famille. Elle demande au médecin que la décision d'arrêt de soin se fasse à la suite d'une procédure collégiale qui peut aussi être demandée par la personne de confiance. Dans tous les cas le médecin doit sauvegarder la dignité du mourant et assurer la qualité de la fin de vie en dispensant des soins palliatifs. Le médecin doit soulager la douleur. Si le traitement peut avoir pour effet secondaire d'abrèger la vie, il doit en informer le patient. Si la personne n'est plus consciente, ce sera la personne de confiance, la famille ou à défaut l'un de ses proches.

Cette loi qui a été votée à l'unanimité par l'Assemblée Nationale pose de nombreux problèmes. Elle ne répond pas aux attentes de l'ADMD.

### **Un sentiment de malaise**

Un consensus se dégage national pour ne pas déléguer aux seuls médecins la décision d'un geste ou d'un changement de protocole de soins dont la conséquence inéluctable est la mort du patient. Les risques d'abus de pouvoir sont trop grands pour des décisions aux conséquences irréversibles.

Évoquons le cas du Docteur Bonnemaïson. Selon les premières déclarations faites par son avocat lors de la révélation des faits, les décisions d'arrêt de vie de patients de grand âge ont été prises de manière solitaire par le médecin. Même si le fonctionnement du Système de Santé a été défaillant, son mode de prise de décision pour ces actes irrémédiables est contestable.

En l'absence de Directives Anticipées et/ou de Personne de Confiance d'un patient n'ayant plus son discernement, la décision du médecin doit résulter d'une consultation avec la famille et l'équipe soignante. Même sans connaître les conditions réelles auxquelles le Docteur Bonnemaïson a été confrontées, il y a une présomption d'abus de pouvoir, qui crée un profond sentiment de malaise autour de son cas.

Cet évènement met aussi en évidence les pratiques qui résultent de la loi Leonetti, en particulier le « laisser mourir »<sup>79</sup>. La parole des médecins se libère, et, comme le déclare avec passion, le Président de l'ADMD, Jean-Luc Romero, la remise en chantier d'une nouvelle loi sur la fin de vie est absolument nécessaire pour éviter les dérives actuelles<sup>80</sup>.

### **Bilan de la Loi d'avril 2005**

Son avantage principal a été qu'elle a accompagné la lutte contre la douleur aiguë lors de l'agonie.

Cette loi donne au médecin la responsabilité entière de la décision. C'est aussi une loi qui dégage la responsabilité du médecin, notamment en cas de décès provoqué par une dose trop forte d'analgésiques.

Cette loi induit des protocoles qui conduisent au laisser mourir, notamment après l'arrêt d'une alimentation forcée. Ces pratiques nouvelles entraînent souvent des fins de vie bien trop longues et trop douloureuses.

Les récentes analyses de Philippe Bataille<sup>81</sup> montrent la diversité et la complexité des interventions du système de santé dans l'assistance à la mort en fin de vie. Il en conclut l'inadaptation de la loi d'avril 2005 et condamne ses effets pervers dans

<sup>79</sup> *Et si on parlait plutôt de la fin de vie*, Philippe Bataille, Libération, 1/9/2011.

<sup>80</sup> *Enquête sur les pratiques des médecins en fin de vie*, Le Monde, 8/9/2011.

<sup>81</sup> France Inter 3D dimanche 23/10/2011.

certaines pratiques palliatives.

Je cite un mail récemment reçu d'une militante de l'ADMD qui est une critique radicale de la Loi actuelle : « *Il ne s'agit pas pour nous d'abrégier la vie (nous y sommes si attachés que nous ne voulons pas vivre le moment de sa dégradation et du stade d'anti-vie), mais d'abrégier le mourir.* »

La demande d'aide à mourir, si elle se confirme et se traduit par un passage à l'acte, est l'expression d'une volonté d'une personne, d'un citoyen qui recherche la maîtrise ultime de son destin. Ses repères philosophiques se trouvent chez les épicuriens et les stoïciens, et aussi chez Spinoza. Ce n'est en aucun cas une pulsion soudaine, mais plutôt le résultat d'une longue démarche réaliste et structurée, anticipant fréquemment la période critique de la maladie. Elle est décrite dans tous les récits d'euthanasie ou suicide assisté qui ont été publiés ou dans les expériences d'accompagnement. Ce n'est jamais dans ces témoignages une fuite devant la mort, même si un violent désir de ne pas vouloir vivre une phase agonique est souvent présent.

Les problématiques de morts douloureuses et violentes de cancéreux ne doivent pas faire oublier les situations de fin de vie des personnes de grand âge qui remettent en cause profondément certains fonctionnements de notre Société. Des mesures s'imposent en face d'une situation de rupture dont on ne mesure pas les conséquences.

### **Quelles pistes de solutions ?**

J'évoquerai trois axes de recherche de solutions :

#### **1. Pour une loi de Liberté**

Les décisions d'arrêt de vie se multiplient de manière inéluctable. Il convient d'établir un consensus sur des principes clairs qui éclairent les pratiques. La décision d'arrêt de vie doit être celle de la personne concernée, si elle peut l'exprimer clairement. Cette expression est directe, tant que le discernement est complet. Cette expression anticipe aussi une incapacité future à s'exprimer, en rédigeant des Directives Anticipées et un mandat à une Personne de Confiance.

Cette loi de Liberté devrait aussi entraîner un développement des Soins Palliatifs, même si leur vocation n'est pas l'accompagnement des personnes de grand âge en fin de vie.

Chez nos voisins qui ont mis en place une telle législation, les mécanismes d'accompagnement sont facilités. L'existence d'une loi autorisant l'aide active à mourir<sup>82</sup> permet en effet de libérer pour celui qui se sait en fin de parcours un espace de dialogue avec ses proches et ses soignants. Des descriptions et récits nombreux existent<sup>83</sup>, qui exposent les démarches conduites.

L'application de la loi aura des spécificités pour les personnes de grand âge, dont hélas un grand nombre présentent des troubles cognitifs importants. C'est d'autant plus important que le laisser mourir est une solution cruelle pour elles. Pour celles qui sont lucides, des demandes fermes et répétées d'assistance à mourir s'expriment, même dans un environnement affectif et social satisfaisant. Le refus de toute issue est traumatisant, l'existence d'une « touche étoile » est apaisante.

<sup>82</sup> *The Maintenance of Life : preventing social death through euthanasia talk and end-of-life care. Lessons from the Netherland* Frances Norwood N Carolina Academic Press 2009 (prix Margaret Mead 2011) traduction française *Mourir un Acte de Vie* Presses Universitaires de Laval 2010.

<sup>83</sup> *Face à la mort* Équipe de soutien du Réseau Hospitalier d'Anvers Campus de Mittelheim Éditions Aden 2008.

## **2. Les Directives Anticipées : un outil pédagogique**

Les résultats de l'étude de Cochin sur les Directives Anticipées indiquent que cette disposition législative n'est pratiquée de manière significative que chez les adhérents de l'ADMD. Cette situation se recoupe avec des observations faites par des Représentants d'Usagers sur le nombre extrêmement faible de dépôt de Directives Anticipées lors d'une hospitalisation.

Compte tenu de l'importance de la méconnaissance de la Loi Leonetti, il n'est pas surprenant que ce dispositif ne soit pas entré dans les mœurs. S'il y a un problème culturel, il se situe d'abord au niveau du Système de Santé qui n'a pas intégré dans ses missions la promotion et la diffusion des Directives Anticipées.

Il ne suffit donc pas de disposer d'un outil. Il faudrait également mettre en place des processus pédagogiques qui permettent de réfléchir sur sa fin de vie et sa propre mort, démarche très loin d'être spontanée. Il y a un paradoxe entre le refus de signer des Directives Anticipées et la confiance aveugle accordée au médecin. En effet, dans la plupart des cas, les Directives Anticipées autorisent le médecin de proposer l'arrêt de vie. Un argumentaire solide reste donc à construire, avec la mise en place de formulations plus accessibles et moins juridiques, donnant un caractère opposable aux directives.

## **3. Des bonnes pratiques pour la Fin de Vie**

Au delà de la Loi, les bonnes pratiques professionnelles, médicales et sociales, vont déterminer la qualité de la prise en charge des fins de vie. Celles-ci concernent tous les professionnels mais aussi la famille, les proches et les aidants. Elles doivent prendre en compte les modes de fonctionnement des structures hospitalières et celles de fin de vie des personnes de grand âge que sont des Établissements médicosociaux (EHPAD) ou les dispositifs de soutien à domicile

*En outre, si la vie la plus longue n'est pas toujours la meilleure, la mort qui se prolonge est toujours la pire. En la mort, plus que nulle part ailleurs, nous devons faire ce que nous dicte notre âme...Pour la vie on a des comptes à rendre aux autres, pour la mort, à soi-même. La meilleure mort ? Celle qui nous plaît.*

Sénèque, LXX Lettre à Lucilius

## **ANNEXE**

### **Brève description de la situation internationale**

<http://www.admd.net/international.html>

### **Pays-Bas et Belgique/Luxembourg**

Ces trois pays ont une législation qui donne accès à tout patient en fin de vie à une aide active à mourir.

Ces lois dépenalisent l'euthanasie à la demande du patient ou le suicide assisté selon des protocoles stricts. Le patient fait une demande à son médecin. Si celui-ci l'accepte, la demande est soumise à un autre médecin qui ne fait pas parti des soignants du demandeur. Si cette demande est validée, alors le médecin pourra procéder à une euthanasie de son patient, lorsque celui-ci en fera la demande.

Le contrôle des euthanasies sont effectués à posteriori par une commission de contrôle indépendante.

La loi Belge:

<http://www.vbs-gbs.org/legislation/2002009590.asp>

### **Suisse**

La Suisse n'a pas de législation sur l'euthanasie qui est une pratique considérée comme criminelle. Mais le droit suisse dépénalise l'assistance au suicide d'une tierce personne si cette assistance est désintéressée.

L'assistance est pratiquée par des associations dont les deux Exit, l'un germanophone, l'autre francophone, Exit ADMD. L'adhérent qui souhaite une assistance s'inscrit dans un accompagnement pratiqué par des bénévoles de l'association. Lorsque la décision de suicide est prise, le produit est délivré par un médecin qui le prescrit au patient. Lorsque la personne s'est suicidée, le constat de décès est effectué par un officier de police judiciaire.

<http://www.exit-geneve.ch/>

### **Allemagne**

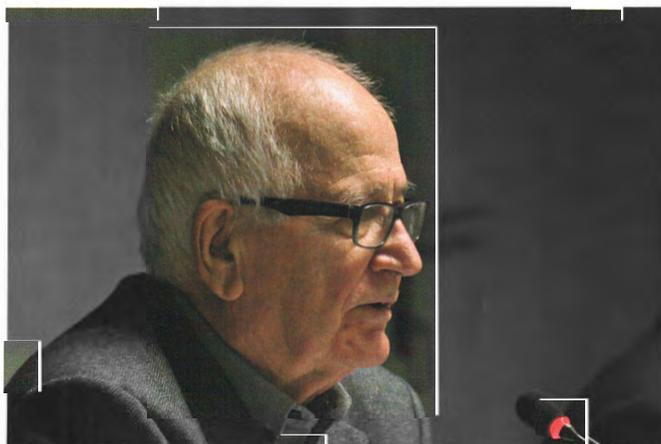
Le concept d'euthanasie est totalement rejeté par l'opinion allemande et l'évolution de la législation y est très improbable. Cependant les directives anticipées ont un **caractère opposable**, par exemple le refus l'alimentation forcée ou de tout soin curatif en cas d'état de démence.

### **Grande Bretagne**

Dans ce pays où les soins palliatifs ont le plus fort développement dans le monde, un très grand courant se crée en faveur du suicide assisté. Un écrivain célèbre Terry Pratchett, atteint de la Maladie d'Alzheimer a réussi à faire créer une commission royale d'enquête pour examiner la dépénalisation de l'aide au suicide, dont le rapport vient d'être publié. Il est favorable à une législation autorisant le suicide assisté, selon des modalités strictes.

### **USA**

Le suicide assisté est légal dans au moins trois états, Oregon, Washington et Montana. Les médecins peuvent y prescrire une drogue létale au patient dont l'espérance de vie est faible et les souffrances importantes. Un mouvement important existe, basé sur le respect de la décision privée, qui concerne le colloque entre le médecin son patient et sa famille. Plusieurs référendum sont en cours de préparation, le plus important dans le Massachusetts.



23. Daniel Carré



24. Statue de Paul Lafargue, inaugurée en 1937. Retirée par les occupants allemands en 1940

25. Sépulture de la famille Longuet et des époux Lafargue au Père-Lachaise



**Marc Blondel**

***En conclusion***

Je suis satisfait, même si j'aurais souhaité que nous fussions le double ou le triple en participants. Nous nous sommes enrichis mutuellement. J'ai été frappé par les échanges entre Buisson et Doizé au congrès de Rome en 1904 qu'a évoqués Jean-Marc Schiappa. Chacun allant jusqu'à chercher des arguments contre ses propres théories, chacun votant *in fine* la motion de l'autre. Quelle leçon !

Je tiens à remercier le Conseil Général de nous avoir laissé mener librement nos débats tout en assurant la logistique. Je vous invite à continuer à participer à de tels colloques pour contribuer à pallier les manques de l'Éducation Nationale.

Je suis paniqué par le degré d'ignorance de mes petits enfants, ils mélangent tout, quand ils savent ! Les actes seront publiés. Je les procurerai à mes petits enfants.

Merci de votre attention et de votre participation.

**Jacques Macé**  
***Draveil : Histoire de plaques***

Draveillois d'adoption, j'ai découvert peu à peu les événements largement oubliés, déformés ou occultés par les Draveillois de souche qui, au début du XX<sup>e</sup> siècle, ont fait entrer le nom de cette commune, à la fois si proche et si éloignée de Paris, dans l'histoire du mouvement ouvrier français et du socialisme international. Marqué par la manière dont la ville de Fourmies avait su préserver et commémorer le souvenir de l'événement historique associé à son nom, je me suis efforcé dans les années 1990, à l'occasion des quatre-vingt-dixièmes anniversaires des grèves de Draveil-Vigneux (en 1908) et du décès des époux Lafargue (en 1911), de faire revivre, avec plus ou moins de succès, ces événements à travers articles, conférences, expositions et, finalement, en publiant la première biographie exhaustive et non dogmatique de Paul et Laura Lafargue. Mais, mon objectif à plus long terme était bien sûr la commémoration du centenaire en 2011, avec notamment le rétablissement sur la façade de la maison Lafargue de la plaque retirée en 1940 (à défaut de pouvoir remettre en place une statue).

Un signe encourageant fut reçu quand le ministère de la Culture décida d'inscrire le décès des Lafargue au catalogue 2011 des Célébrations nationales, catalogue invitant les structures territoriales et les associations à commémorer les personnages et événements cités. La ville et la population de Draveil allaient-elles se montrer à la hauteur de l'enjeu ? Le moins que l'on puisse dire est que les associations culturelles locales ne manifestèrent aucun enthousiasme (c'est un euphémisme) et qu'il fallut même batailler pour que Lafargue fut considéré comme l'un des « cent personnages » ayant marqué la vie de la cité<sup>84</sup>. Dans un premier temps, le député-maire Georges Tron, alerté par mes soins, écarta l'idée de rétablir la plaque, estimant que l'existence d'une avenue Paul Lafargue suffisait largement et sachant qu'une initiative en ce sens serait peu appréciée par une large fraction de son électorat (et de ses proches conseillers).

Il faut cependant remarquer qu'à titre personnel Georges Tron s'intéresse à l'histoire et que, par ailleurs, il fait partie de la dizaine de députés UMP qui ont voté le 24 novembre 2009 à l'Assemblée nationale en faveur du projet de loi sur la fin de vie et l'euthanasie. Relancé en octobre 2011 par les deux conseillers municipaux élus PCF de Draveil, il se montra alors plus compréhensif et accepta qu'une plaque soit apposée par la municipalité devant la maison Lafargue. Initialement fixée au 26 novembre, anniversaire du décès, l'inauguration par le maire eut finalement lieu le 3 décembre, le même jour que le Colloque d'Evry, sous une petite pluie glaciale et en présence d'une assistance réduite, faute de publicité donnée à cet événement qui, non plus, ne fit l'objet d'aucun compte-rendu dans le mensuel municipal *Vivre à Draveil*.

La plaque avait été posée sur un support provisoire et, face à l'inertie (pour le moins) des services techniques municipaux, il fallut encore plusieurs interventions auprès du maire et une grosse colère de ce dernier, pour que la plaque fut installée définitivement quelques jours avant l'élection législative de juin 2012. Cependant, ce retard a permis d'ajouter une seconde plaque dédiée à Laura Marx-Lafargue « militante du marxisme scientifique et pour la défense de la classe ouvrière », car elle avait été « oubliée » le 3 décembre, ce qui avait suscité de vives protestations, et pas seulement de la part de féministes.

<sup>84</sup> *Draveil. Cent personnages au coeur de la cité*, Cercle littéraire et historique de Draveil, Fontenay-le-Comte, 2009.

Presque chaque année, quelques touristes et étudiants, hier souvent soviétiques, aujourd'hui américains, cubains ou chinois, se souvenant de leurs cours d'histoire sociale, viennent en pèlerinage à Draveil. Ils cherchent vainement le 20 Grande Rue, ignorant qu'il s'agit aujourd'hui du 108 boulevard Henri Barbusse. Espérons que maintenant la population pourra les renseigner . . .

Jacques Macé

26. *Pose de la plaque à Paul Lafargue, le 3 décembre 2011 : De gauche à droite : Serge Bianchi ; Georges Tron, maire de Draveil ; Serge Chevalier, conseiller municipal ; une petite-fille de la famille Doucet, Jean-Pascal Bonsignore, conseiller municipal, Camille, Jacqueline Macé (Jacques Macé est retenu au colloque d'Evry)*



27. *Une plaque en l'honneur de Laura Marx a été posée en 2012, à la demande des femmes de Draveil, de Jacques Macé et de Jean-Pascal Bonsignore*



GÉNÉRATION		NUMÉROS PAR QUARTIER, MÊME, HOMME ou FEM			NOMS DE FAMILLE	PRÉNOMS	ANNÉE de NAISSANCE	LIEU de NAISSANCE	NATIONALITÉ	SITUATION PAR RAPPORT au chef de ménage	SITUATION	REMARQUES
de l'année, de l'année	de l'année, de l'année	de l'année, de l'année	de l'année, de l'année									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
		391			Garcotte	Arletine	1883	Amiens	France	épouse		
					Passereau	Alphise	1906	"	"	enfant		
89	124				Gavies	Georges	1878	Deauville	"	chef	indépendant	patron
					"	Flavie	1877	Ris orange	"	épouse		
					Estienne	Josephine	1848	Lezennes	"	veuve		
					Caribet	Clara	1864	Beauvais	"	veuve		
					"	Henriette	1872	Caumont	"	enfant		
82	125				Bron	Lucie	1866	Deauville	"	chef	cultivateur	patron
					"	Thérèse	1875	"	"	épouse		
					"	Louis	1898	"	"	enfant		
					"	Stéphane	1901	"	"	"		
					"	Albert	1903	"	"	"		
83	126				Galland	Armandine	1847	"	"	chef	veuve	
84	127				Cross	Pauline	1819	"	"	"	cultivateur	patron
85	128				Gatine	Clara	1846	"	"	veuve		
					Delaposte	Louis	1847	Lezennes	"	veuve	cultivateur	patron
89					Leques	Auguste	1873	Deauville	"	chef	employé	patron
					"	Augustine	1877	Lezennes	"	épouse		
					"	Émile	1902	Deauville	"	enfant		
					"	Georges	1902	"	"	"		
					Bougers	Louis	1904	Paris	"	jeune homme		
86	130				Chamoye	Louis	1854	"	"	chef	épouse	patron
					"	Julie	1867	Chamoye	"	épouse	"	"
					"	Juliette	1872	Deauville	"	enfant	cultivateur	Chamoye
					"	Georgette	1894	"	"	"	"	"
					"	Charlotte	1899	"	"	"	"	"
87	131				Lafargue	Paul	1862	Lezennes	"	chef	prof.	
					"	Marie	1846	"	"	épouse		
88	132				Lafargue	Marguerite	1873	Lezennes	"	chef	jeune homme	Lafargue
		1130			Garcot	Albertine	1879	Lezennes	"	épouse	ouvrière	"

28. Recensement de la population de Draveil : mars 1911, Archives départementales de l'Essonne. Dans la Grande Rue, Paul Lafargue, Laura Marx, le jardinier Doucet et son épouse sont notés au bas de la feuille

**Gilles Candar**  
**Bibliographie de Paul Lafargue**  
**Livres et brochures**

*La Lutte sociale*, s. l., s. d.

*A las Internacionales de la region espanola*, Madrid, s. d.

*L'Alliance de la démocratie socialiste et de l'AIT*, en collaboration avec Friedrich Engels et Karl Marx, Londres, 1873.

*Le Droit à la paresse. Réfutation du « Droit au Travail » de 1848* [1880], Paris, 1883, réédité en 1891 [Lille], 1895 [Bruxelles], 1906, 1912 [Gand], 1921, 1929, 1935, 1937, 1946, 1965, 1969, 1970 (2 fois), 1972, 1974, 1977, 1981, 1982, 1987, 1990 (2 fois), 1991, 1992, 1994, 1996, 1999, 2000, 2004, 2007, 2008, 2009 (3 fois), 2010, 2011...

*Les Luttes de classes en Flandres de 1336-1348 et 1379-1385* [1882], Bruxelles, Aden, 2003.

Avec Jules Guesde, *Le Programme du Parti Ouvrier, son histoire, ses considérants, ses articles*, Paris, 1883, rééd. Lille, 1894, 1899, et sous le titre *Le Pourquoi et le comment du socialisme, ou Les Considérants de l'ancien programme du Parti ouvrier français*, Lille, 1909, puis *Pourquoi l'avenir est au socialisme*, Lille, 1926.

*Le Matérialisme économique de Karl Marx. Cours d'économie sociale*, Paris, s. d. [1884] ; Madrid, éd. espagnole, 1904.

*La Religion du Capital* [1886], Paris, 1887, réédité en 1906, 1907, 1935, 1995 [Castelnau-le-Lez], 2006 [La Tour d'Aigues, avec *Souvenirs sur Marx*].

*La Circoncision, sa signification sociale et religieuse*, Paris, s. d. [1887].

*Pie IX au Paradis* [1881], Lille, 1890.

*Souvenirs personnels sur Marx* [1890], Paris, 1935, réédité avec *La Religion du Capital* en 2006 [La Tour d'Aigues] et 2007.

*Le Communisme et l'évolution économique*, Lille, 1892, réédité en 1895, 1907 [?], 1926, 1932, 1936.

*Conférence contradictoire du 28 novembre 1892, à l'Hippodrome lillois, entre M. l'abbé Naudet et le citoyen Paul Lafargue*, Lille, 1892.

*Proposition de loi tendant à la séparation des Églises et de l'État*, Paris, 1892.

*Proposition de loi tendant à l'abrogation des droits d'entrée sur les denrées alimentaires*, Paris, 1892.

*Proposition de loi tendant à l'établissement du Crédit agricole et à la création de caisses municipales d'approvisionnement*, Paris, 1893.

*Proposition de loi tendant à réglementer l'emploi des ouvriers étrangers*, Paris, 1893.

*Proposition de loi tendant à réglementer le travail des femmes avant et après l'accouchement et à instituer des caisses de maternité*, Paris, 1893.

*L'Idéalisme et le matérialisme dans l'histoire*, Lille, 1893.

*Karl Marx : Le Capital. Extraits faits par Paul Lafargue*, Paris, 1894, réédité en 1897.

*Programme agricole du Parti Ouvrier Français commenté par Paul Lafargue*, Paris et Lille, 1895, réédité en 1897 et 1900.

*Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire, conférence de Jean Jaurès et réponse de Paul Lafargue*, Paris, 1895, réédité en 1901, 1927, 1931, 1933, 1937, 1946, 1949, 1968, 1994.

*La Propriété, origine et évolution. Thèse communiste suivie de Réfutation* par Yves Guyot, Paris, 1895, réédité en 2007.

*Le Patriotisme de la bourgeoisie*, Paris, 1895, réédité en 1913 ; Moscou, éd. russe, 1918 ; rééd. [avec *Le Communisme et l'évolution économique*], Paris, 1936.

En collaboration avec Bernstein, Kautsky, Mehring et Plekhanov, *Die Geschichte des Sozialismus in Einzeldarstellungen* [Histoire du socialisme par des monographies],

Stuttgart, 1895, 2 vol. [sur Campanella et les Jésuites au Paraguay], réédité en 1921.  
*La Fonction économique de la Bourse : contribution à la théorie de la valeur*, Paris, 1897.

*Le Socialisme et la conquête des pouvoirs publics*, Lille, 1899, réédité en 2004.

*Le Socialisme et les intellectuels*, Paris, 1900, réédité en 2004.

*Pamphlets socialistes* [*Le Droit à la paresse, La Religion du Capital, L'Appétit vendu, Pie IX au Paradis*], Paris, 1900 ; Gand, 1904.

*La Légende de Victor Hugo* [1885], Paris, 1902, réédité en 1985, 2000 [Québec et Arles], 2001.

*Les Trusts américains, leur action économique, sociale, politique*, Paris, 1903.

*La Question de la femme*, Paris, 1904.

*La Charité chrétienne*, Paris, 1904, rééditée en 1905, 1931, 1936, 1937.

*Le Déterminisme économique : la méthode historique de Karl Marx* [1903], Paris, 1907, réédité en 1909, 1928, 1997.

*Le Déterminisme économique de Karl Marx, recherches sur l'origine et l'évolution des idées de justice, du bien de l'âme et de Dieu*, Paris, 1909 ; éd. russe, Moscou, 1923 ; rééd. Paris, 1997.

*Monsieur Vautour et la réduction des loyers*, Paris, 1909.

*Le Problème de la connaissance* [1910], Paris, 1911.

*Paul Lafargue, théoricien du marxisme*, textes choisis, annotés et préfacés par J. Varlet [Jean Duret], Paris, 1933.

*Critiques littéraires*, édité, introduit et annoté par Jean Fréville, Paris, 1936.

*Correspondance*, avec Friedrich Engels et Laura Lafargue, présenté et annoté par Émile Bottigelli, Paris, 3 t., Éditions sociales, 1956, 1957 et 1959.

*Paul Lafargue, Izbor iz Djela* [Textes choisis], préface de Mile Joka, Zagreb, 1957.

*Textes choisis*, introduction et notes de Jacques Girault, Paris, Éditions sociales, 1970 [par le meilleur spécialiste de Lafargue] .

*La Naissance du Parti Ouvrier Français*, correspondance avec Jules Guesde, Paul Brousse et alii réunie par Émile Botigelli, présentée et annotée par Claude Willard, Paris, Éditions sociales, 1981.

### **Traductions**

Friedrich Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Paris, 1880, rééd. multiples.

Friedrich Engels, *Religion, philosophie, socialisme*, Paris, 1901.

### **Préfaces**

August Bebel, *La Femme dans le passé, le présent et l'avenir*, Paris, 1891 ; Genève, Slatkine, 1979.

Adéodat Compère-Morel, *Propos d'un rural*, Paris, 1902, rééd. 1905.

### **Principales collaborations à des revues**

*La Revue socialiste* (1880, 1891-1894, 1899, 1911)

*Le Journal des Économistes* (1884)

*L'Économiste* (1885)

*La Nouvelle Revue* (1886, 1888)

*Bulletin de la Société d'Anthropologie* (1887)

*L'Ère nouvelle* (1893-1894)

*La Jeunesse socialiste* (1895)

*Le Devenir social* (1895-1897)

*Fornighyly Review* (1897)

*Les Cahiers de la Quinzaine* (1900)  
*International Socialist Review* (1900, 1905, 1907)  
*Études socialistes* (1903)  
*La Revue des Idées* (1904, 1910)  
*Le Mouvement socialiste* (1903-1904)  
*La Vie socialiste* (1905)  
*Die Neue Zeit* (1884-1911)  
*Le Socialisme* (1907-1908 ; 1911)

### **Principales collaborations journalistiques**

*La Tribune du Peuple* [Bruxelles] (1861-1869)  
*La Rive gauche* (1865-1866)  
*La Marseillaise* (1869-1870)  
*La Libre Pensée* (1869-1870)  
*La Défense nationale* [Bordeaux] (1870)  
*La Fédération* [Bordeaux] (1871)  
*La Emancipacion* [Madrid] (1871)  
*L'Égalité* (1880-1882)  
*Le Citoyen* (1882)  
*Le Cri du peuple* (1883 – 1887)  
*L'Égalité* [Jules Roch] (1889)  
*Le Socialiste* (1885-1911)  
*La Petite République* (1895-1897)  
*Le Petit Sou* (1900-1902)  
*L'Humanité* (1906-1911)

### **Participations aux congrès (interventions, rapports...)**

Congrès international étudiant : Liège, 29 octobre-1<sup>er</sup> novembre 1865  
 Association Internationale des Travailleurs, fédération espagnole : Saragosse (4-11 avril 1872)  
 Association internationale des Travailleurs : la Haye (6-8 septembre 1872)  
 Parti Ouvrier : Saint-Etienne (25-30 septembre 1882)  
 Parti Ouvrier : Roubaix (29 mars-7 avril 1884)  
 Internationale socialiste : Paris (14-21 juillet 1889)  
 Parti Ouvrier : Lille (11-12 décembre 1890)  
 Parti Ouvrier : Lyon (26-28 novembre 1891)  
 Parti Ouvrier : Marseille (24-28 septembre 1892)  
 Parti Ouvrier : Paris (7-9 octobre 1893)  
 Parti Ouvrier Français : Nantes (14-16 septembre 1894)  
 Parti Ouvrier Français : Paris (10-13 juillet 1897)  
 Parti Ouvrier Français : Montluçon (17-20 septembre 1898)  
 Internationale socialiste : Paris (23-27 septembre 1900)  
 Parti Ouvrier Français : Roubaix (15-18 septembre 1901)  
 Parti Socialiste de France : Commeny (26-28 septembre 1903)  
 Parti Socialiste de France : Reims (27-29 septembre 1902)  
 Parti Socialiste (SFIO) : Paris, salle du Globe (23-25 avril 1905)  
 Parti Socialiste (SFIO) : Chalon-sur-Saône (29 octobre-1<sup>er</sup> novembre 1905)  
 Parti Socialiste (SFIO) : Limoges (1<sup>er</sup>-4 novembre 1906)

Parti Socialiste (SFIO) : Nancy (11-14 août 1907)  
 Parti Socialiste (SFIO) : Toulouse (15-18 octobre 1908)  
 Parti Socialiste (SFIO) : Saint-Étienne (11-14 avril 1909)  
 Parti Socialiste (SFIO) : Nîmes (6-9 février 1910)  
 Parti Socialiste (SFIO) : Saint-Quentin (16-19 avril 1911)

### Sur Lafargue

Pour le cadre général, voir :

Madeleine Rebérioux, « Le socialisme français de 1871 à 1914 » in Jacques Droz (dir.), *Histoire générale du socialisme*, Paris, PUF, t. 2, 1974

Robert Stuart, *Marxism at work. Ideology, Class and French Socialism during the Third Republic*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

Christophe Prochasson, « L'invention du marxisme français » in Jean-Jacques Becker et Gilles Candar, *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2004 et 2005.

V. Hoffenschefer, *Paul Lafargue, praticien de la critique marxiste*, Moscou, 1933.

Georges Stolz, *Paul Lafargue, théoricien militant du socialisme*, Paris, Nouveau Prométhée, 1936.

Jean Bruhat, « Paul Lafargue et la tradition du socialisme révolutionnaire français », *Cahiers internationaux*, juillet 1949

Claude Willard, « Engels et le mouvement socialiste en France (1891 – 1895) à travers la correspondance Engels – Lafargue », *Annali dell' Istitutio Giangiacomo Feltrinelli*, Milan, 1959.

Michelle Perrot, « Le premier journal marxiste français : *L'Égalité* de Jules Guesde, 1877-1883 », *Le Mouvement social*, 1959.

Michelle Perrot, « L'introduction du marxisme en France et les débuts du Parti ouvrier français, 1882-1889, à travers la correspondance Engels-Lafargue », *Annali dell'Istituto Giangiacomo Feltrinelli*, Milan, 1960.

Jean Dautry, « Lafargue et le boulangisme », *La Pensée*, n° 120, avril 1965.

Marc Vuilleumier, « Documents inédits sur Lafargue », *Cahiers de l'ISEA*, août 1965.

Claude Willard, *Les Guesdistes, le mouvement socialiste en France (1893-1905)*, Paris, Éditions sociales, 1965 [une thèse magistrale].

Michelle Perrot, « Controverse sur l'introduction du marxisme en France », *Annales E. S. C.*, mai-juin 1967.

Claude Willard, « Paul Lafargue, critique littéraire », *Le Mouvement social*, avril-juin 1967.

Claude Willard, « Marx et la naissance du Parti ouvrier français », *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*, 1968.

Maurice Dommanget, *L'Introduction du marxisme en France*, Lausanne/Paris, Rencontre, 1969.

Maurice Dommanget, *Introduction à la réédition du Droit à la paresse*, Paris, Maspero, 1969, rééd. 1972, La Découverte, 2009 et 2010, avec une préface de Gilles Candar.

Jacques Girault, « Une opération de diversion : l'instruction du procès Lafargue-Culine en 1891 », *Le Mouvement social*, octobre-décembre 1969.

« Paul Lafargue », notice du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, publié sous la direction de Jean Maitron, Paris, t. VI, 1969.

Jacques Girault, « Mises au point sur certains aspects de la vie et du rôle du jeune

Lafargue », *La Pensée*, n° 153, septembre-octobre 1970.

William Cohn, « Paul Lafargue : Marxist Disciple and French Revolutionary Socialist », thèse, University of Wisconsin, 1971.

Jacques Girault, *La Commune et Bordeaux*, Paris, Éditions sociales, 1971, rééd. augmentée, *Bordeaux et la Commune*, Périgueux, Fanlac, 2009.

Jacques Girault, « Les guesdistes, la deuxième *Égalité*, et la Commune, 1880 », *International Review of Social History*, 1972.

Jean Calvignac, « Paul Lafargue et ses parents à Bordeaux », *Bulletin de l'Institut aquitain d'études sociales*, n° 21-22, 1975.

Claude Willard, *Paul Lafargue et la critique de la société bourgeoise*, in *Histoire générale du marxisme*, t. 3, Milan, Feltrinelli, 1975, éd. française, Paris, UGE 10/18, 1977.

Pedro Ribas, *La Introduccion del marxismo en Espana (1869 – 1939)*, Madrid, 1981.

Victor Daline, « Le courant guesdiste était-il uni ? », Moscou, *Hommes et idées*, 1983.

Jacques Girault, « Les conséquences de la Révolution de 1905 sur le socialisme français : l'exemple de Paul Lafargue », in François-Xavier Coquin, 1905. *La première révolution russe*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986.

Leslie Derfler, *Paul Lafargue and the founding of French marxism, 1842-1882* et *Paul Lafargue and the flowering of french socialism 1882-1911*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991 et 1998. [Biographie de référence. Importante bibliographie, notamment en anglais, espagnol et russe].

Jacques Macé, *Paul et Laura Lafargue. Du droit à la paresse au droit de choisir sa mort*, Paris, L'Harmattan, 2001.

François Larue Langlois, *Paul Lafargue*, Paris, Punctum, 2007.

Yann Rouanet, *Paul Lafargue, porte parole du socialisme scientifique ? : du Droit à la paresse au développement des droits fondamentaux*, thèse de droit public, Université de Reims, 2007.

Pierre Outteryck, Pascal Bavencove, *Salut camarade. Paul Lafargue, passeur de la pensée-Marx*, Lille, Geai bleu éditions, 2011.

Jean-Numa Ducange, *Paul Lafargue, cent ans après...*, Paris, Notes de la Fondation Jean-Jaurès, 2011.

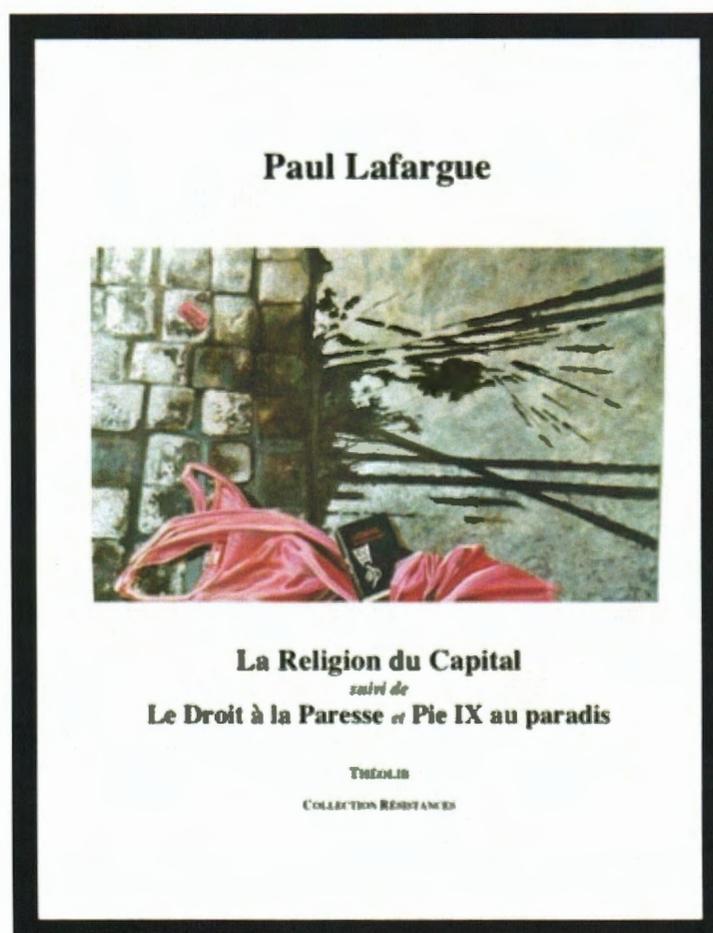
Une chanson : Georges Moustaki, *Le droit à la paresse* (1974).

Une pièce de théâtre : Roger Gouze, *Le droit à la paresse*, créée au Théâtre du Lucernaire (1999).

Note : les éditeurs sont précisés pour les publications contemporaines (après 1945). Pour une liste des ouvrages et brochures de Paul Lafargue parus en langues étrangères on consultera le catalogue de l'Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam qui conserve la collection la plus importante d'Europe [www.iisg.nl](http://www.iisg.nl)



29. Autour des oeuvres de Lafargue



Louis Couturier

***Éléments biographiques et lexique en rapport avec Paul Lafargue***

***AIT***

Association Internationale des Travailleurs. La Première Internationale fut fondée le 29 septembre 1864, à Saint Martins's Hall, à Londres. K. Marx en a écrit l'Adresse Inaugurale et les Statuts adoptés à l'unanimité.

L'Adresse se conclut par « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. » et renoue ainsi avec le Manifeste Communiste de 1848.

Les statuts commencent par « Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Elle a regroupé mazzinistes, proudhoniens, lassaliens, bakouninistes. Marx s'est attaché à faire prévaloir « le mouvement réel » de la classe ouvrière sur le point de vue étriqué des autres composantes qui considéraient que l'avenir du mouvement ouvrier dépendait du succès de leurs doctrines.

Elle a été dissoute en 1876 malgré les efforts de Lafargue et de Guesde auprès des anti autoritaires.

***Allard Maurice 1860-1942***

Blanquiste, socialiste. Il a collaboré à « La Lanterne » et à « La Raison ».

Député du Var (1898-1910) il a déposé des propositions anticléricales pour « briser le bloc romain ».

1903 : pour la suppression de l'Ambassade de France près du Vatican.

1904 : pour la suppression de l'Enseignement Congrégationniste et la suppression des Aumôneries dans les lycées.

Soutenu par Sembat et Vaillant, il voulait « ôter aux croyants tout moyen d'exercer leur culte », utiliser l'État pour supprimer les Églises.

Après la Loi de Séparation, il revient sur ces questions en 1906, 1907, 1909 appuyé par Ed. Vaillant.

En 1910, il est un des leaders de l'« Humanité » aux côtés de J. Jaurès

***Amiens***

Le congrès de la CGT adopte la Charte dite d'Amiens, en 1906.

« En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne un maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors ou à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale » (extrait).

***Bebel August 1840-1913***

Ouvrier. Un des constructeurs du Parti Social Démocrate Allemand. P. Lafargue et J. Guesde ont correspondu avec lui.

BIT (Bureau International du Travail), Secrétariat permanent de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) créé en 1919 dans le but d'élaborer des conventions en matière du droit du travail, que les pays étaient invités à ratifier.

***Bourses du Travail***

En 1884 la première Bourse du travail fut fondée à Vierzon ( premiers pas à Roubaix en 1876 )

En 1902 Le congrès de Montpellier de la CGT décide de fusionner les délégués des Bourses du Travail et ceux des Fédérations d'Industrie de la CGT fondées en 1895.

**Briand Aristide 1862-1932**

Libre penseur. Son projet de loi de Séparation est voté par la Chambre des Députés le 22 avril 1905. Il a été voté ensuite au Sénat le 9 décembre

**Buisson Ferdinand 1841-1932**

D'une famille protestante, agrégé de philosophie, radical, collaborateur de Jules Ferry, président de l'Association Nationale des Libres penseurs. Président la Commission Parlementaire sur la Séparation. Un des acteurs décisifs avec Doizié du congrès de Rome de la Libre Pensée en 1904. La déclaration de principe qu'il y proposa fut adoptée à l'unanimité « la libre pensée est laïque, démocratique et sociale c'est-à-dire qu'elle rejette, au nom de la dignité de la personne humaine, ce triple joug : le pouvoir abusif de l'autorité en matière religieuse, du privilège en matière politique et du capital en matière économique.»

**Carrette Henri 1846-1911**

Ouvrier tisseur, militant syndicaliste et socialiste, maire de Roubaix en 1892, réélu en 1896 et en 1900, battu en 1902. En 1876, il contribua à l'organisation de la Chambre syndicale ouvrière des industries de Roubaix, véritable Bourse du Travail avant la lettre.

Guesdiste, il fut un constructeur du POF dans le Nord. Dans les cantines scolaires-ouvertes à tous qu'il créa, il prit soin de faire servir un repas maigre le vendredi. Il n'avait que sarcasmes pour l'anticléricisme « bourgeois ».

**Doizié Louis 1867-1930**

Typographe, il milita à Vitry (Seine) au POF avant l'unification de 1905 et aussi dans le Lot. Il fut maire adjoint socialiste SFIO de Vitry-sur-Seine. En 1926, il participa à la conférence des Bourses du Travail, en octobre 1906, à Amiens.

Il souhaitait que l'on écarte la politique des syndicats mais qu'on n'aggrave pas la situation en y faisant de la politique abstentionniste et antimilitariste.

Guesdiste, délégué au congrès de Rome de la Libre Pensée pour la Libre Pensée de Vitry-sur-Seine. Auteur d'une motion qui fut, comme celle de Ferdinand Buisson, votée à l'unanimité. Chacun votant la motion de l'autre. Pour Doizié :

« La Libre Pensée a pour but d'émanciper l'esprit humain de toutes croyances et préjugés religieux qui sont en contradiction avec les résultats de la science. »

**Dormoy Jean 1851-1898**

Ami intime des Lafargue, compagnon de prison de Paul Lafargue et de Jules Guesde à Sainte Pélagie en 1883, organisateur du parti socialiste à Montluçon. Il y fut élu maire en 1892, réélu en 1896.

**Draveil, Vigneux, Villeneuve-saint-Georges**

Grève des Sablières (mai-août 1908) réprimée par Clemenceau. Voir les éditoriaux de Paul Lafargue et de Jean Jaurès.

**Églantine**

Symbole de la Libre Pensée (et de la SFIO de 1905 à 1930). L'immortelle rouge, aussi, était arborée par les libres penseurs lors des obsèques civiles, dont celle des Lafargue.

**Engels Friedrich 1820-1895 « le Général »**

Il fut témoin au mariage de Paul Lafargue et de Laura Marx en 1868 et entretenait une abondante correspondance avec eux.

Il réussit à assurer la victoire du marxisme au Congrès de Bruxelles-18-23 avril 1851. Fondateur de la 2<sup>ème</sup> Internationale, internationale qui doit beaucoup à son habileté.

**Fourmies 1<sup>er</sup> mai 1891**

Fusillade contre les ouvriers qui fêtaient le 1<sup>er</sup> mai. Paul Lafargue y est élu député de 1891 à 1893.

**Guesde Jules (Mathieu Basile dit) 1845-1922**

Un des pionniers de la renaissance du Socialisme dès 1877. Il a rallié Bakounine dans l'A.I.T., à Genève où il s'est réfugié après la Commune. Fondateur d'un parti ouvrier. En 1882 il est en relation avec K.Marx, A.Bebel et W.Liebkecht. Il aurait participé à 1200 réunions entre 1882 et 1890.

Député de Roubaix 1893-1898 puis 1906-1922. Il siège aux côtés de Vaillant, de Jaurès et de Sembat à la Chambre des Députés. En 1901, à Ivry, il fonde le Parti Socialiste de France (PSDF). Le PSDF de Guesde et Lafargue rejoint le Parti Socialiste Français de Jaurès (PSF) à la suite du congrès de l'Internationale à Amsterdam de 1904, dans la SFIO

Guesde préconise la subordination des syndicats ouvriers aux formes politiques de l'action.

(En 1920, au congrès de Tours, il ne suit pas les communistes.)

**Seconde Internationale, fondée en 1891.**

Elle réunit, autour d'Engels et sous sa direction, à ses débuts :

1. Lafargue, Jaurès, Vaillant, Guesde (France),
2. Kautsky, Bernstein (Allemagne),
3. G. Plekhanov (Russie),
4. Labriola (Italie)

**Jaurès Jean 1859-1914**

1<sup>ère</sup> élection à la Chambre des Députés en 1885, à 25 ans, député du Tarn de 1885 à 1889, de 1893 à 1898 et de 1902 à 1914.

Rencontre Jules Guesde en 1892.

Jaurès est Dreyfusard. Il soutient l'entrée de Millerand dans le gouvernement, au grand dam de Lafargue, de Vaillant et de Guesde.

En 1901, avec Briand, il fonde le Parti Socialiste Français.

En 1904, il crée l'*Humanité*.

En 1905, le P.S.F. de Jaurès et le PSDF de Lafargue et de Guesde s'unissent pour former le Parti Socialiste Unifié, Section Française de l'Internationale Ouvrière.

Il salua la Loi de Séparation comme la plus grande réforme depuis la Révolution.

**Lafargue Pablo (Paul) 1851-1911**

Né à Santiago de Cuba. Mort par suicide à Draveil.

Médecin Chirurgien.

Intime de la famille Marx dès 1865, il épouse Laura Marx en 1868. Il fut membre du Conseil Général de la 1<sup>ère</sup> Internationale.

Candidat aux élections municipales à Bordeaux, il est à Paris courant avril 1871, pendant la Commune.

Dès 1880, il est en relations étroites avec J. Guesde.

Il parla au nom des ouvriers français aux obsèques de K. Marx le 17 mars 1883 comme W. Liebknecht et F. Engels.

Député de Lille de 1891 à 1893

Installé à Draveil – 20 Grande Rue – en mars 1897 (aujourd'hui 108, avenue Henri Barbusse).

Candidat aux élections municipales de Draveil en mai 1900, il y constitue un groupe local de la SFIO en 1906.

### ***Lénine Vladimir Ilitch 1870- 1924***

Lors de leur installation à Longjumeau, pour la tenue de l'école d'été du parti bolchévique, il fut avec Kroupskaïa l'hôte des Lafargue à Draveil, un dimanche de l'été 1911.

Il prit la parole aux obsèques des Lafargue au nom du Parti Ouvrier Social Démocrate de Russie.

### ***Lorulot André 1885-1963***

Fondateur de l'*Idée Libre* en 1911 après avoir dirigé l'*Anarchie* de 1909 à 1911.

Il participe au Congrès Mondial de la Libre pensée à Paris en 1905. Il a dirigé une colonie libertaire à Saint-Germain-en-Laye, qui tint jusqu'en 1909.

### ***Marx Karl 1818-1883***

Rédacteur de l'Adresse Inaugurale et des statuts de la Première Internationale.

« Ce sacré Lafargue me fatigue avec son proudhonisme » écrit-il en 1870.

Inspirateur via Guesde et Paul Lafargue du programme du Parti Ouvrier de France de 1883.

### ***Marx Jenny 1814 - 1881 née Wesphalen***

L'épouse de Marx morte le 2 décembre 1881. Marx, pas tout à fait rétabli d'une pleurésie ne peut pas assister à ses obsèques.

### ***Marx Laura 1845-1911***

Épouse de Lafargue -« le nègre errant ». Elle a traduit en 1886 le Manifeste Communiste de 1848 en Français et le Capital en Anglais. Très liée à Engels- « le général ». Elle traduit en Allemand les publications de Paul.

### ***Pelloutier Fernand 1867-1901***

Radical, puis Guesdiste jusqu'en 1892-1893, ami de Briand puis anarcho-syndicaliste.

Un des artisans de la renaissance du syndicalisme après la répression de la Commune. Organisateur des Bourses du Travail. Il s'est attaché à lier la construction et l'éducation du mouvement ouvrier.

### ***Rerum novarum 1891***

Encyclique du pape Léon XIII. C'est la base de la doctrine sociale de l'Eglise (le corporatisme) opposé au programme des partis de l'Internationale, la Deuxième fondée en 1889. On peut y lire :

*« Dans la société, les deux classes sont destinées par la nature à s'unir harmonieusement dans un parfait équilibre ; elles ont un impérieux besoin l'une de l'autre : il ne peut y avoir de capital sans travail, ni de travail sans capital »*

### ***Vandervelde Émile 1866-1938***

Socialiste belge. Il a poussé Jean Jaurès et Jules Guesde à « se tendre la main » au congrès d'Amsterdam en 1904, ce qui fut finalisé en 1905 au congrès de Paris et permit la fondation de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO). Un des dirigeants de la 2<sup>e</sup> Internationale. Il entre dans le gouvernement royal belge le 4 août 1914.



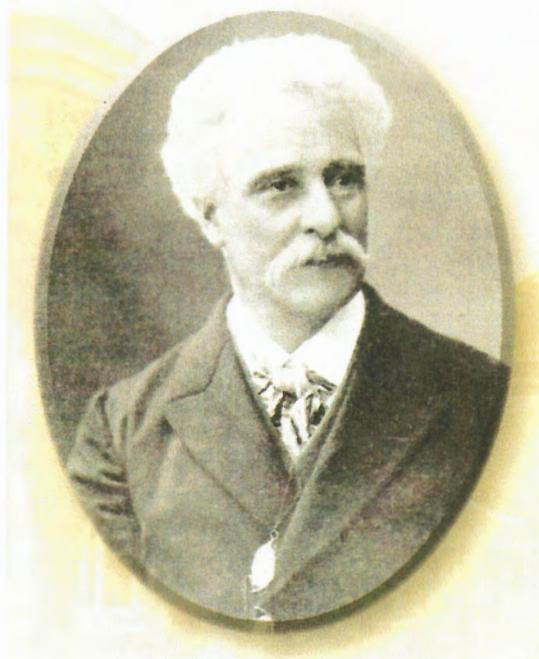
30. Réunion des dirigeants de l'ancien parti ouvrier français (POF) au sein de la SFIO



**Vigneux**

Dimanche à 5 heures de l'après-midi, salle Ranque, avenue du Parc, conférence publique et contradictoire par le citoyen Paul Lafargue, ancien député, membre du conseil national du Parti.  
Sujet traité : Le socialisme.

32-34. Lafargue, propagandiste socialiste à Vigneux, dans la future salle de réunion des grévistes de 1908



Le groupe de Vigneux qui doit organiser une série de conférences pour la propagande socialiste, a donné dimanche la première réunion de cette série.

Il avait voulu, pour la première, faire appel au vieux militant, au vieux luttteur socialiste qu'est Paul Lafargue.

Ce dernier a développé avec chaleur les arguments indiscutables de la doctrine Socialiste, il a fait le procès du parti Radical, voué à la banqueroute certaine ; il termina en faisant un tableau de la situation des petits commerçants et industriels qui, loin d'être des ennemis du Socialisme, devraient en être des adeptes.

Après lui, le citoyen Braks, secrétaire du Conseil National du Parti, prit la parole ; il fit remarquer que sur 4 milliards du budget annuel, 1 milliard 500 millions étaient destinés à la guerre, à l'armée qui soutient et défend le Capital contre le Travail.

Bref, excellente journée pour la propagande Socialiste et pour le Groupe qui a reçu, après la réunion, un bon nombre d'adhésions.



SARASAT 7 JUILLET 1906

40 CENTIMES      **Parti Socialiste (S.F.I.O.)**      40 CENTIMES

# LE RÉVEIL SOCIAL

Organe des Groupes Socialistes de l'Arrondissement de Corbeil

---

Les communications doivent parvenir le MARDI, au plus tard

Tout ce qui concerne l'Administration et la Rédaction du "Réveil Social" doit être adressé place St-Médard, à BONDY

OFFRES et DEMANDES d'EMPLOI, (gratuites) Annonces et réclames en 3<sup>e</sup> page, 5 fr. 50 par ligne

PUBLICITÉ

LE JOURNAL PARAIT CHAQUE SEMAINE LE SAMEDI MATIN

ABONNEMENT: 50 la 6<sup>e</sup> fr. — Six mois 3 fr.

---

## Sans Indemnité

Les capitalistes se sont scandalisés, quand Jaurès a parlé de l'expropriation avec ou sans indemnité; dans quel monde vivent-ils pour s'horripiler à l'idée d'une telle éventualité et pour n'avoir pas appris par l'expérience de tous les jours que l'expropriation sans indemnité est la loi de notre société, la condition même du progrès capitaliste.

La production capitaliste n'aurait pu s'introduire si elle n'avait débuté par exproprier sans indemnité les artisans et les petits industriels et elle ne peut se développer qu'en expropriant sans indemnité les capitalistes industriels.

La société capitaliste n'est pas un paradis comme le chanteient les philologistes et les moralistes, mais un champ de bataille, où s'applique sans merci le *malheur au vaincu*. La concurrence industrielle et commerciale établie en permanence à quatre bras; et les capitalistes se déposaient mutuellement à coups de capitaux, de bas prix, de réclames, de falsifications. Le vaincu, exproprié de ses biens devait pour vivre vendre ses services militaires.

L'industrie capitaliste apporte aux producteurs la misère et le surtravail. Les petits propriétaires qui combinaient le travail agricole et industriel sont expropriés de ce moyen de compléter les ressources qu'ils tiraient de leurs champs; et après avoir vu leurs instruments industriels dépossédés de leur valeur productive, ils sont forcés de vendre à vil prix leurs terres, insuffisantes pour les faire vivre; expropriés de tous biens, ils s'enrôlent dans l'armée du salariat.

L'action expropriatrice de l'industrie capitaliste dépasse les limites de la localité où elle est implantée; elle s'exerce sur tout le pays et même sur les nations les plus isolées. Les fabriques de cotonnades de Manchester ont exproprié les tisserands de l'Inde, qui, par centaines de mille, moururent de faim. Ces épouvantables hécatombes, qui, sur une échelle réduite, ont été perpétrées dans tous les pays industrialisés, n'ont jamais ému l'âme satisfaite des capitalistes. Leurs Cobden, Thiers, Tay et Leroy-Beaulieu déclarent qu'elles font partie de l'ordre capitaliste et qu'elles sont une des conditions du progrès.

L'œuvre expropriatrice se continue par la machine-outil, qui exproprie sans indemnité le salarié de son habileté professionnelle, réduite par la division du travail; chaque perfectionnement de l'outillage exproprie des salariés de leur gagne-pain. Les économistes doués et ventrus disent que la nouvelle machine, en diminuant les frais de production de la marchandise, élargit son marché et partant sa demande, et que les ouvriers classés de l'atelier finissent par y rentrer; mais avant qu'ils puissent bénéficier de cette

indemnité ils souffrent les horreurs du chômage et de la faim.

Qu'il importent aux capitalistes, les souffrances des chômeurs, dont le nombre s'accroît à mesure que l'outillage se perfectionne; ils s'en réjouissent, puisqu'elles lui permettent d'abaisser le prix des salariés qui travaillent, de les exproprier par conséquent davantage des fruits de leur travail.

Mais diront les rentiers de la Dette publique et les Aynard de banque, ou ne peut nous rendre responsables de ces meurtres et de ces vols, puisque nous sommes pas employeurs de travail salarié. — Vous en profitez sans avoir la peine de les commettre.

Quand un salarié crée un produit, — mètre de drap, tonne de houille ou hectolitre de blé, — dont la marchandise est par exemple de 12 francs; un tiers, soit 4 francs, ayant été dépensé en usure de l'outillage et les frais généraux, les deux autres tiers, soit 8 francs, devraient en toute justice appartenir au producteur.

Le capitaliste, maître du produit, par ce qu'il est le maître de l'instrument de production, donne au salarié 4 francs et empoche 4 francs, n'ayant rien produit.

La société capitaliste ne permet pas à l'employeur de conserver pour lui seul tout ce qu'il a prélevé sur le travail salarié; il doit en céder une partie au capitaliste qui lui a avancé des capitaux, au banquier qui négocie ses billets, etc., et à l'Etat, qui protège les privilèges du capital. Il est de la sorte exproprié d'une partie du vol commis sur le salarié. Les impôts payés par les capitalistes leur retournent cependant sous forme de subventions, de dégrèvements de la Dette publique et gros traites militaires.

L'employeur de travail, qu'il soit capitaliste individuel ou société anonyme, est un fonctionnaire chargé de dévaluer le travail salarié au profit de la classe capitaliste tout entière, et tous les membres sont solidaires, parce que tous ont un intérêt direct et immédiat à l'exploitation de la classe salariée; plus elle est intensivement plus grosse est leur part du butin.

Lorsque les capitalistes, après s'être partagés les capitaux dérobés au travail salarié, espèrent en jouir en toute tranquillité, la Finance, ce plus expéditif instrument d'expropriation, entre en jeu. Cette Némésis sociale les exproprie des capitaux volés aux salariés. Les financiers sont les voleurs des voleurs.

La finance moderne, qui ne fonctionnait en France que depuis environ un demi-siècle, a déjà exproprié des millions de capitalistes, en leur faisant que les deux yeux pour pleurer leur cher argent. Elle ne distingue ni les personnes ni les classes: le Panama a dévalué 600,000 petits épargnants et l'Union générale a vidé les bourses des curés et les portefeuilles des nobles. Elle ne détruit pas les capitaux, elle les déplace; elle les enlève aux uns pour les concentrer dans les coffres-forts de quelques capitalistes.

Les victimes de la Finance, en Europe aussi bien qu'en Amérique, acceptent

avec une résignation toute chrétienne leur expropriation sans indemnité. C'est à ne pas le croire que, parmi les bourgeois qui massacraient avec tant de fureur les insurgés de Juin et les combattants de la Commune, parce qu'ils les accusaient de vouloir partager leurs biens, il ne s'est pas trouvé un seul pour s'armer d'un revolver et pour brûler la cervelle aux bouillottes et aux Lésseps, qui les dépouillaient de leurs capitaux. Ils comprennent que les révoltes individuelles sont impuissantes à enrayer la machine sociale qui les broie; mais au lieu de répéter bêtement les paroles de Job: « Le Seigneur m'a donné des richesses, le Seigneur me les reprend; que sa volonté s'accomplisse. Amen! »; ils devraient avoir assez d'intelligence pour dire: l'expropriation des salariés m'a donné des capitaux, l'expropriation financière me les reprend; que la loi de concentration capitaliste s'accomplisse. Amen! »

La Concentration et la Finance, qui suspend sur la tête des capitalistes l'expropriation sans indemnité, organisent la production et l'échange en trusts gigantesques, dont les chefs plus riches et plus puissants que les seigneurs et les rois de l'ancien régime, n'accablent leurs centaines de millions que par l'expropriation des capitalistes.

L'expropriation capitaliste se fait aux dépens de tous et au profit de quelques-uns; l'expropriation socialiste, qui mettra fin à l'expropriation quotidienne des salariés par la nationalisation des moyens de production; se fera aux dépens de quelques-uns et au profit de tous.

Les expropriés du capitalisme n'ont à espérer que misère et surtravail; les expropriés du socialisme seront indemnisés par la paix et le bien-être de la société nouvelle.

Paul LAFARGUE.

### Le Syndicat et la Femme

L'action syndicale, c'est-à-dire l'union étroite de tous les travailleurs, est le seul moyen de régénération sociale et notre plus sûr espoir de nous assurer un avenir heureux. Aussi, sommes-nous surpris de voir que tant de braves et intelligents ouvriers refusent ou négligent de se syndiquer pour agir en vue de l'intérêt général comme aussi de leur propre intérêt.

La principale cause de cette abstention ce n'est ni l'hostilité, ni l'indifférence, mais l'influence de la femme, épouse, mère ou sœur, de la ménagère en un mot. Celle-ci est en général opposée à l'action syndicale, d'abord parce qu'elle n'a pas la conception exacte de son utilité et des résultats qu'elle doit amener, et surtout parce que la faiblesse féminine redoute que le père de famille ou le fils ou le frère ne fassent enrager, par les conseils et l'ex-

emple de camarades exaltés, à quelque acte de violence qui porterait préjudice à sa famille. Les ménagères, surtout celles qui sont parvenues à se constituer une famille saine, dans un intérieur propre, clair et joyeux, redoutent qu'un ennemi nouveau vienne ravir la tranquillité qu'elles ont à peu près acquise par leur intelligence, leur esprit d'ordre et d'économie. Ce bonheur du foyer a déjà tant d'ennemis, hélas! C'est la maladie ou l'accident grave; c'est le chômage, c'est la grève, c'est le cabaret; toutes choses douloureuses qui peuvent venir supprimer les ressources, ôliser des discordes et cailloter des économies si péniblement amassées.

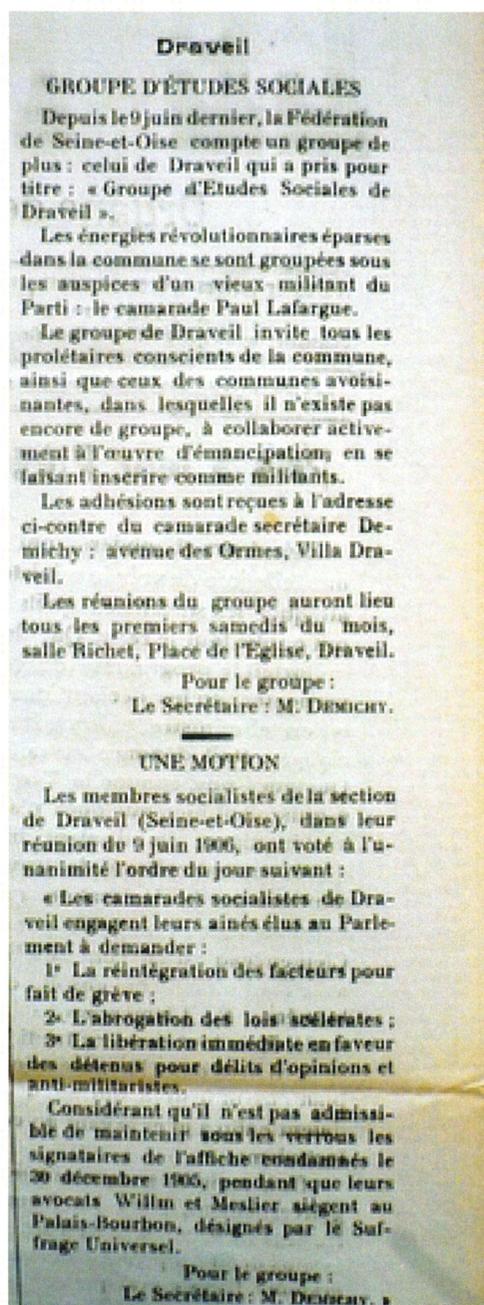
On comprend donc jusqu'à un certain point qu'elles craignent et émettent parfois la politique. Ainsi, lorsqu'un homme vient annoncer aux siens son intention de faire partie d'un syndicat et surtout d'y occuper une fonction, il a toujours une voisine qui s'écroule en larmes, ce qu'elle ne peut expliquer que nous ayons à craindre des maux imprévus et inévitables, fait-il encore que l'on se crée de soi-même des ennuis et des chagrins qui ne proviennent que d'un manque de prévoyance et de sagesse? Les hommes entre eux se moquent la tête, qui sait si tu ne seras pas enrôlé à quelque parole de colère, à quelque acte de résistance qui te fera perdre la place et la laissera sans travail pendant des mois, que deviendront-nous alors? Qui paiera pour nous le boulanger et le propriétaire?

Devant ces récriminations, les camarades résistent d'abord, puis maintiennent leur décision ou... y renouent, suivant leur force de caractère plus ou moins grande. Voilà la raison pour laquelle les militants les plus dévoués et les plus persévérants n'arrivent pas à étendre le mouvement syndical autant qu'il le faudrait pour qu'il devienne vraiment efficace. C'est donc aux femmes que nous devons désormais nous adresser pour les supplier de ne pas nuire à l'intérêt général par la crainte d'un risque particulier aléatoire en somme.

Que les camarades ne craignent pas d'amener à nos réunions les femmes de leur famille; le syndicat sera pour elles comme pour nous une école de volonté et d'énergie, elles y apprendront que travailler pour tous est encore le meilleur moyen de travailler pour soi-même, et elles pourront ensuite inculquer à leurs enfants des principes de solidarité qu'elles auront d'abord appris à connaître et à apprécier. Elles sauront que par le syndicat seulement les travailleurs arriveront à supprimer le chômage, cette plaie sociale, cause de tous nos maux; diminution de salaire, concurrence au rabais, spéculation sur la misère qui en est la conséquence, puisque les patrons profitent toujours des circonstances pour offrir aux chômeurs miséreux des salaires infimes que ceux-ci sont bien obligés d'accep-

38. Éditorial de Paul Lafargue dans le Réveil social de juillet 1906, au sujet de l'expropriation capitaliste

39. *Création d'un Cercle d'études socialistes à Draveil, sous la direction de Paul Lafargue, en juin 1906*



## 2. Éditorial de Paul Lafargue – L'Humanité du 6 juin 1908\*

Les propriétaires des fouilles de Draveil- Vigneux sont contents<sup>85</sup> : ils ont réussi à faire couler le sang de ces grévistes qui, depuis un mois, leur font perdre de l'argent en ne travaillant pas

Peut-on permettre ça ? La grève durait depuis un long mois et, malgré la perte des salaires et les privations de toutes sortes, les ouvriers tenaient bon ; loin de vouloir capituler, la grève se généralisait. Dernièrement les mariniers, que les terrassiers et les mécaniciens des dragues et des élévateurs avaient laissés en dehors du mouvement, étaient-venus se joindre à eux ; voilà la faute des grévistes, il y aurait longtemps qu'ils auraient battu les patrons s'ils ne l'avaient pas commise. En effet, les mariniers ont continué à transporter le sable que, en prévision d'une grève on avait accumulé dans les bateaux.

Il n'y avait pas moyen de terroriser les grévistes en faisant envahir le pays par les cuirassiers et les lignards, comme il y a quelques années. Jamais grève ne fut plus calme: trois douzaines de gendarmes suffisaient à protéger les fouilles et à maintenir l'ordre.

Les soupes communistes, établies sur le conseil des groupes socialistes de Draveil et de Vigneux fonctionnaient régulièrement, fournissant plus de 800 portions par jour. Hommes, femmes et enfants étaient nourris. Les camarades du pays s'étaient chargés d'un grand nombre d'enfants; tous auraient été placés ; car de nombreuses demandes d'enfants étaient venues de Paris, mais ces grévistes que l'on représente comme des gens de sac et de corde ne voulaient pas se séparer de leurs chers gamins et gamines.

Les repas pris en commun entretenaient l'enthousiasme: d'ailleurs chaque gréviste était tenu de se rendre à la réunion de tous les jours et de faire constater sa présence en faisant apposer sur sa carte de grève le timbre quotidien du Syndicat. Le comité, plein de prévoyance, avait réduit les dépenses en ne distribuant des portions. de viande que deux fois par semaine, trois cents francs -par

jour suffisaient ; des secours arrivaient de tous côtés par petites mais nombreuses sommes. Le syndicat négociait avec le Magasin de Gros et les Coopératives pour avoir leurs provisions à crédit. La grève menaçait de durer encore pendant des semaines et des mois.

Les patrons décidèrent de provoquer les grévistes, afin de les faire sortir de leur calme. Un d'entre eux, parlant officiellement en leur nom, leur fit des propositions augmentation des salaires, repos

hebdomadaire, suppression des cantines des contremaîtres, transformation du travail à la tâche, le point le plus délicat des revendications ouvrières. Les grévistes acceptaient les patrons annonçaient que les chantiers étaient ouverts, mais leur porte-parole déclarait qu'il reprenait toutes ses offres ; c'était se moquer grossièrement des ouvriers.

Les patrons, pour exciter les grévistes, faisaient fonctionner à vide leurs élévateurs et leurs machines par des hommes inexpérimentés ; samedi dernier, deux de ces pauvres «renards» furent estropiés : l'un eut le bras broyé et l'autre le crâne fracassé ; il doit être mort. Nouvelles victimes à mettre au compte des patrons assassins.

Pour ruiner la grève, les patrons embauchèrent les magistrats et le sous-préfet de

---

\*  
<sup>85</sup> Ces deux éditoriaux illustrent la comparaison des points de vue de Lafargue et de Jaurès, à propos des grèves de Draveil-Vigneux, tragédie sociale de 1908, voir p. 23-31 la communication de Gilles Candar.

Corbeil. Le juge de paix, comme c'était son devoir, au lieu de faire comparaître devant lui les représentants des deux parties en lutte, resta coi ; le sous-préfet fut plus actif et c'est lui qui est directement responsable des assassinats commis par les gendarmes.

Il y a une dizaine de jours, les grévistes ayant appris qu'une fouille travaillait, s'y rendirent

en masse, s'emparèrent des jaunes - ils n'étaient que quatre - mais au lieu de les maltraiter, ils les marquèrent d'une croix audos en leur. disant:« Viens manger la soupe avec nous.» Il y avait douze gendarmes présents, les mêmes qui ont tiré sur les ouvriers ; ils les laissèrent faire, et plusieurs d'entre eux, conseillèrent aux *jaunes*, tous des ouvriers étrangers au pays de ne pas faire de résistance.

Mais le sous-préfet de Corbeil tempêta quand il apprit le fait ; on avait violé la *sacrée liberté du travail*, et dare dare il se rendit à Vigneux : les grévistes, bons enfants, le laissèrent entrer dans la salle, flanqué du capitaine de gendarmerie et faire l'appel des *jaunes* enlevés. Trois répondirent, quand il les nomma, le quatrième ne donna pas signe de vie ; mais les trois répondants déclarèrent qu'ils voulaient rester avec leurs frères de travail. Le bonhomme de la sous-préfecture, ne l'entendait pas ainsi, il les amena dehors, les chapitra d'importance, mais sans résultat.

Les grévistes étaient si peu disposés à recourir à la violence, qu'ils laissèrent une fouille travailler, tandis que toutes les autres avaient suspendu le travail. Le patron de cette fouille n'employait que des «rouleurs», des trimardeurs, qu'il ne payait jamais en argent, mais en nature (nourriture, boissons, logement); quand l'un d'eux réclamait, il lui faisait son compte et l'envoyait se faire exploiter ailleurs. Les travailleurs n'avaient pas réussi à y faire des adhérents au Syndicat, et quand la grève éclata, ils envahirent la fouille. Ces pauvres diables d'exploités s'enfuirent dans les bois ; dès que les grévistes furent partis, ils revinrent d'eux-mêmes reprendre leur collier de servitude.

Les grévistes les laissèrent tranquilles, quoique cette fouille, où l'on travaillait nuit et jour, fournissait du sable aux autres patrons, il est vrai à des prix fantastiques. Il fallait donc briser cette grève pacifique par un coup de force. Le sous-préfet machina l'affaire, chauffa les gendarmes, qu'il avait trouvés trop mous, trop conciliants et les lança. C'est lui l'organisateur du meurtre, avec la complicité des autres autorités et magistrats de la région. Ils obéissaient aux ordres des patrons de toute industrie qui, à Corbeil, à Essonnes et aux alentours nourrissent une haine féroce contre les ouvriers qui les enrichissent et qu'ils exploitent sauvagement.

Mais les propriétaires des fouilles sont désappointés ; ces meurtres, ces blessures, ce sang répandu qui devaient terroriser les grévistes et les ramener dans leurs bagnes, soumis, comme des chiens fouaillés, les ont rendus furieux et plus décidés que jamais à continuer la grève : ils comprennent que la France ouvrière et socialiste secouée de colère par ces lâches assassinats, va venir à leur secours, moralement et pécuniairement ; et que d'ici à quelques jours c'est des centaines et des mille francs qu'ils recevront quotidiennement pour prolonger la lutte et pour nourrir leurs femmes et leurs enfants.

5c RÉDACTION, ADMINISTRATION & ANNONCES 44, Rue de Châteaudun, Paris

Directeur Politique: JEAN JAURÈS

ABONNEMENTS: 100 Francs par an

AU MANÈGE SAINT-PAUL

L'Assemblée Générale de l'Union... Les profits du crime...

Les Profiteurs du Crime

Les profits du crime... Les profits du crime... Les profits du crime...

Un tel homme... Les profits du crime... Les profits du crime...

LES OBSEQUES DE GEOBELINA

7.000 Travailleurs y prennent part

UN ESCADRON MET SABRE AU CLAIR

On vit à grand peine au Nouveau Massara

Les obsèques de Geobelina... Un escadron mét sabre au clair... On vit à grand peine au Nouveau Massara...

LES OBSEQUES DE GEOBELINA

7.000 Travailleurs y prennent part

UN ESCADRON MET SABRE AU CLAIR

On vit à grand peine au Nouveau Massara

Les obsèques de Geobelina... Un escadron mét sabre au clair... On vit à grand peine au Nouveau Massara...

L'AJOURNEMENT

M. Clemenceau a demandé à la Chambre... L'ajournement...

LES ELECTIONS AU LANTAN

Le Succès Socialiste

Les élections au Lantan... Le succès socialiste... Le succès socialiste...

EN DERNIERE PAGE: Les élections de la Région de la Seine...

VISITE Aux Socialistes Belges

INSCRIVEZ-VOUS

LES SOCIÉTÉS DE LA SEINE

### 3. « Sans excuse » : Éditorial de Jean Jaurès dans l'*Humanité* (3 juin 1908)\*

Cette fois, vraiment il n'y a pas à équivoquer. Le meurtre commis par les gendarmes à Draveil sur les ouvriers en grève n'a pas l'ombre d'une excuse. S'il y a eu hier, parmi les ouvriers qui délibéraient pacifiquement, un mort, un homme blessé mortellement, neuf blessés, la responsabilité toute entière, sans chicane possible, sans atténuation possible, pèse sur la force armée.

Il n'y a pas eu provocation, il n'y a pas eu excitation, il n'y a pas eu désordre. Ce n'est pas pour refouler ou même pour prévenir des violences, ce n'est pas pour protéger des jaunes que les gendarmes ont fait feu. C'est pour arrêter un ouvrier avec lequel un gendarme avait eu une querelle le matin, que la force armée a envahi la salle où les grévistes stationnaient et devisaient en attendant le retour d'une délégation. Ils ont essayé de pénétrer dans la salle de réunion. Et comme ils se heurtaient au refus des grévistes et du propriétaire, ils sont sortis de nouveau sous la véranda ; et par les fenêtres ouvertes ils ont tiré sur les ouvriers massés.

C'est l'assassinat le plus stupide et le plus sauvage. Les gendarmes n'étaient pas en état de légitime défense. Ce n'est pas pendant le désordre d'un corps à corps qu'ils ont tiré. C'est du dehors, c'est délibérément ; c'est sur une foule stupéfaite de la plus lâche, de la plus soudaine, de la plus injustifiable agression.

Voici comment la force armée traite les ouvriers. Voilà ce que devient le droit de grève. Voilà ce que vaut la vie humaine.

Est-ce un de ces incidents qui, si douloureux soient-ils, n'entraînent pas la responsabilité d'un régime ou d'un gouvernement ? C'est l'effet inévitable des paroles de brutalité que le ministère de M. Clemenceau a prodiguées aux travailleurs. Recueillies et traduites par des agents brutaux qui croient plaire au chef du gouvernement, elles deviennent bientôt la provocation et le meurtre.

C'est avec une douloureuse colère que nous constatons les choses. Gouvernement et patronat ne peuvent pas cette fois alléguer le moindre prétexte pour excuser le sang versé. Le crime est flagrant.



#### 4. Un Dimanche chez la fille de Karl Marx\*

Il faut avoir été néophyte marxiste pour pouvoir se figurer quelle joie c'était pour nous alors, dans la première décennie de ce siècle, d'avoir le privilège d'être invités chez la fille de Karl Marx. Paul Lafargue et sa femme, Laura Marx, avaient une prédilection toute spéciale pour la jeunesse. Le samedi on recevait un petit billet d'invitation et le dimanche, nous allions en pèlerinage à Villeneuve-Saint-Georges, une commune de la banlieue de Paris, où le vieux révolutionnaire possédait une villa: C'était un bâtiment un peu délabré, mais qui respirait un confort traditionnellement bourgeois. De loin, en venant de la gare, on apercevait un énorme magnolia avec ses grosses fleurs blanches dont le parfum s'intensifiait à mesure qu'on s'en approchait. Pour annoncer l'arrivée on tirait un fil de fer au bout duquel était attachée une cloche au son aigu et criard, et immédiatement Fédor, le vieux compagnon fidèle de Lafargue, venait, aboyant de l'autre côté de la grille, montrer sa raison d'être. Puis, après quelques instants, clopin-clopat, arrivait Marie, la vieille cuisinière, qui vous introduisait en silence dans le grand salon, autrefois cossu, mais maintenant modestement meublé, et la haute et élégante stature de Lafargue vous venait à l'encontre avec un sourire et la main tendue. Ce qui frappait tout d'abord dans cette vaste salle, c'était la figure barbue de Marx suspendue au mur à gauche et le visage gracieux de Jenny von Westphalen lui faisait pendant à droite. On se trouvait ainsi dès le premier moment sous le regard de ces deux personnages et pendant toute la journée on restait sous leur influence spirituelle.. Dans cette chambre où un désordre bohémien luttait contre un passé bourgeois d'ordre et de tenue, étaient accumulés tous les écrits posthumes de notre grand maître. Les tiroirs et les armoires étaient pleines de papiers écrits de la main forte de Marx

Il y avait là de quoi remplir plusieurs caisses: toute la pensée de ce génie; toute celle que dans sa laborieuse vie il avait pu jeter sur le papier, se trouvait là jetée pêle-mêle, abandonnée un peu à la poussière un peu aussi à l'oubli. Nous nous approchions de ces écrits avec recueillement, nous les prenions en main pour tâcher de deviner sa pensée, mais l'ignorance de l'allemand, car en grande partie c'était écrit en allemand, nous remplissait de découragement.

Puis Lafargue nous parlait de Marx avec sa verve inépuisable, il nous faisait connaître l'autre côté du maître, le côté humain, et il établissait ainsi entre lui et nous, que l'initiation au marxisme avait si profondément agités d'abord, enthousiasmés ensuite, et qui ne voyions alors avec notre foi de néophytes que Marx « être surnaturel », cette communion d'âmes qui nous approchait de lui.. Nous ne nous contentions guère de ce qu'il nous disait; nous le bombardions de questions. Nous voulions qu'il nous dise beaucoup de choses sur sa vie privée, sur sa famille, sur ses relations avec Engels. A cette époque, il n'y avait encore aucune biographie de Marx à portée de nous, et la correspondance entre Marx et Engels n'avait pas encore été publiée. John Spargo, le réformiste américain, venait cependant d'écrire une biographie de Marx en anglais et Lafargue en avait reçu un exemplaire, quelques jours avant. Après l'avoir lu il était tout indigné de ce travail. Lafargue avait un de ces tempéraments exotiques qui gardent longtemps le calme des belles journées tropicales de leur pays, mais quand en eux éclate la tempête, elle ressemble bien aux ouragans des Antilles. Il était outré du vide de l'œuvre de Spargo. " Ça ", disait-il, en montrant le livre avec dédain, " donner une idée de l'œuvre de Marx et de l'homme ! Mais c'est absurde ! " Et il commençait une critique pleine de sarcasme du

\* Edmond Pelouso, socialiste, internationaliste. Souvenirs publiés dans *Bulletin communiste* (1924) 22, 549-550. Consultable en ligne dans les archives du CEMTRI. Article numérisé et formaté par nos soins. (NDLR).

livre "Cet homme n'a jamais lu une œuvre de Marx ", concluait-il. Mais la rage le reprenant, il entrait dans les détails grotesques de la biographie. "Tenez, voulez-vous qu'on puisse être plus idiot que cela ? Spargo affirme que, parmi les autres dons, Marx avait celui d'être phrénologiste ! Et savez vous sur quoi il base cette affirmation ? Sur le fait que Marx lorsqu'il parlait à un enfant, et il aimait beaucoup les enfants, lui caressait la tête. Pour Spargo, Marx étudiait la conformation de leur crâne pour prédire leur avenir et leur caractère. C'est une bouffonnerie bien américaine" Aussi avait-il donné ordre qu'on annule l'édition, mais beaucoup d'exemplaires avait déjà été distribués et cela lui causait beaucoup de soucis. Cependant la pensée que Mehring allait se dédier à ce travail le reconfortait un peu. Un peu avant l'heure du dîner arrivait Laura Marx. Vêtue toujours de noir, avec des yeux doux dans une figure un peu rougeaude, elle ne ressemblait en rien à son père. Son air trop modeste, sa voix délicate en étaient l'antithèse. Elle était toute imprégnée de manières anglaises. Son visage respirait la bonté et la douceur. Tandis que Lafargue, avec son tempérament plus que méridional, remplissait la chambre du bruit de sa voix tonnante, de son franc rire, de ses colères explosives, elle, Laura Marx, conservait un calme uniforme, sa voix était comme noyée, sa personnalité comme effacée devant cet être volcanique et impétueux.

Ce contraste était encore plus visible à table: là, Lafargue trônait : c'était l'atavisme français qui reprenait le dessus, aiguisé par les mets. La règle était que chaque invité étranger devait faire le plat national. Moi j'eus la tâche de faire les macaroni, un camarade espagnol devait faire ce jour-là le pochero. Lafargue qui était un gourmet était connaisseur en fait de cuisine. Notre pauvre ami, improvisé cuisinier malgré l'aide précieuse de Marie, n'avait certes pas réussi à satisfaire les goûts gastronomiques de Lafargue. Je vous fais grâce de ses sarcasmes sur le pochero et sur l'art culinaire espagnol ; c'était pinçant et les convives éclataient de rire. Pour nous dédommager disait-il, il nous offrait un bon verre de vin, dont il vantait les qualités tout en le versant. On arrivait ainsi à la fin du repas au milieu d'une cordialité grandissante. Quand on se levait, pour passer au salon, pendant que Laura Marx restait avec la cuisinière, tous les jeunes convives encerclaient Lafargue. Il était beau avec sa tête de cheveux blancs crépus, ses yeux d'aigle, sa haute taille, élancée comme un jeune premier amoureux. Il se sentait entouré d'estime et d'admiration, lui qui avait donné tant de preuves de sa foi et de son courage révolutionnaires. Nous l'incitions à nous conter ses réminiscences, et il se prêtait volontiers à dérouler à nouveau tout ce passé tumultueux : sa condamnation à mort, sa fugue, son arrivée à Londres, sa première visite à Karl Marx. Oui, sa première visite à Karl Marx, et il s'arrêtait comme à plaisir sur cette évocation. Puis, baissant la voix pour que sa femme ne l'entende pas, il confessait que c'était pendant cette première visite qu'il avait vu Laura Marx et que ça avait été le coup de foudre. Il avait immédiatement demandé à Marx la main de sa fille. Mais celle-ci était épouvantée de cet homme noir, aux yeux brillants, qui ressemblait plus, à un démon qu'à un homme. Aussi elle ne voulait rien savoir. Marx souriait ; sa connaissance des choses et des hommes lui permettait de croire que la situation changerait. Il s'était pris d'une grande affection pour ce jeune révolutionnaire et il faisait de tout pour le calmer. Un jour, devant le désespoir de Lafargue, il lui avait conseillé paternellement d'être patient, d'attendre et..., d'étudier les mathématiques. « Étudiez les mathématiques avec passion et vous souffrirez moins du mal d'amour », avait dit sentencieusement Marx. « 'ai suivi son conseil, malgré ce que fût alors bien difficile, et vous voyez qu'il a eu raison », et il ponctuait la fin de l'anecdote avec un rire bruyant qui se communiquait à nous tous. Le retour de Laura Marx ramenait une certaine sérénité et nous, désireux aussi de l'entendre, nous l'interrogeons.

Nous voulions nous transporter plus que par la pensée dans le milieu familial de Marx. Et elle, avec tristesse, nous racontait simplement la vie dure de son père, les misères patiemment supportées, les persécutions et l'exil vaillamment endurés. Au contraire de son mari, toutes ses anecdotes étaient pleines de tristesse. On sentait que la vie mouvementée, la misère de ses premières années lui avaient laissé une amertume qu'elle ne réussissait pas à surmonter. Elle nous faisait un tableau désolant de la vie dans le petit appartement de Londres, elle nous disait comment Marx au milieu du bruit et des cris des enfants travaillait au Capital quelquefois tenant son fils préféré sur ses genoux et écrivant de l'autre main. Ce jeune fils mourut par suite de privation et son cadavre dut rester deux jours dans la chambre commune parce que Karl Marx n'avait pas un sou pour le faire enterrer. Ce fut, grâce à l'aide d'Engels, toujours généreux envers son ami, qu'on put lui faire les funérailles. Elle nous parlait émue de sa mère, qui par amour pour Marx avait abandonné le bien-être et le foyer et avait supporté sereinement la vie de lutte et de privations à côté de l'homme dont elle admirait le génie et le caractère. Mais Lafargue nous voyant devenir moroses, s'interposait, car il était ennemi de la tristesse. Tempérament de lutteur, il ne voulait pas se laisser affaiblir par la mélancolie. Et il enlevait la parole à sa femme pour invectiver Millerand et la convention de Saint-Mandé qui avait ouvert la porte à la trahison. Il châtiât sévèrement Briand et « tous ces avocats en quête d'aventures politiques ». Puis, s'approchant des armoires pleines de manuscrits de Marx, il les caressait « Voilà du pain pour Rjasanoff, disait-il en riant. Nous allons préparer deux caisses pour les lui envoyer. Il aura de quoi s'amuser. ». Et nous demandions qui était ce Rjasanoff et il nous répondait en riant que « c'était un homme capable de découvrir tous les articles que Marx a écrits sous son nom ou sous un autre nom, en France comme en Amérique ». Et paradoxal, comme toujours, il terminait à voix basse et avec un rire ; « Il découvre même les articles que Marx n'a pas écrits ».

L'approche de l'heure du départ nous arrachait mal volontiers de ce milieu où nous trouvions tant de satisfactions intellectuelles et spirituelles. La dernière fois que je fus chez les Lafargue pour prendre congé d'eux, car je quittais la France pour aller en Allemagne, la conversation roula sur l'inutilité de toute existence après l'âge de 60 ans. C'était la théorie qu'un professeur américain propageait alors : « A 60 ans tous les hommes pour si précieux qu'ils soient ou qu'ils aient été devraient être chloroformés ». Lafargue soutenait cette opinion, lui qui, à 70 ans, était droit comme un chêne et lesté comme un jeune homme ! Laura Marx le regardait et se taisait... Quand nous nous séparâmes, elle me fit des adieux plus affectueux que d'habitude, « Vous avez raison d'aller en Allemagne. Apprenez la langue de mon père et vous pourrez ainsi lire toutes ses œuvres. La communion d'idées qui s'établira par le contact direct de la langue vous aidera à devenir un bon marxiste ». Quelques mois après, à Berlin, un matin que je lisais le journal, j'appris banalement que Paul Lafargue et Laura Marx s'étaient suicidés...

42. La maison Lafargue, Grande Rue



42. Lettre envoyée à Laura Marx par un éditeur allemand au sujet de droits d'auteurs



## 5. Centenaire de la mort de Paul et Laura Lafargue à Draveil

*« Les drapeaux rouges dans le crépuscule, sur les têtes houleuses, et sur les cyprès; la fumée sous le ciel bas, sous le ciel lourd et pluvieux ! La fumée, en traînées opaques et noires traversant diagonalement sur nos têtes la calotte épaisse des nuées ! La fumée du colombarium : la fumée des deux cadavres ! »*

Ainsi Sembat évoquait, dans ses carnets<sup>86</sup>, les obsèques des Lafargue le 3 décembre 1911 au crématorium du Père-Lachaise. Sur toute la largeur de sa une, l'*Humanité* titrait le 28 novembre : « Un deuil socialiste » ; le 3 décembre : « Que notre deuil soit important » ; le 6 décembre : « Des funérailles grandioses ». La lecture de la relation qui en est faite frappe par la place prise par les délégations étrangères et par le poids de Paul Lafargue dans l'Internationale Socialiste. L'événement couvert si largement par l'*Humanité* devait être considérable. Il s'agissait du double suicide de Paul Lafargue et de Laura Marx survenu le 25 novembre 1911 à Draveil<sup>87</sup>. Mais au delà des faits historiques, alors que le droit de mourir dans la dignité est plus que jamais d'actualité, le double suicide des Lafargue nous interpelle comme il interpellait déjà à l'époque. Marcel Sembat en fait le sujet de l'éditorial de l'*Humanité* du 29 novembre. On peut n'y voir qu'une dissertation philosophique assez académique sur le suicide. Certes, mais ce qui n'est pas banal, c'est d'en faire l'éditorial du journal de Jaurès.

Le droit de mourir dans la dignité est l'un des grands chantiers de sécularisation de la Société qui reste devant nous. Ce sera un combat difficile, tant l'exploitation de la mort demeure le principal commerce des religions que des clergés prébendiers ne sont pas prêts à abandonner. La Libre Pensée a été de tous les combats pour la sécularisation de la société. Généraliste, elle a développé au fil de son histoire divers secteurs de son intervention qui sont comme autant de strates : rationalisme, anticléricalisme, pacifisme, anticapitalisme, progrès social. Sa méthode reste inchangée: convaincre par la force de la Raison. Avancer avec les associations plus pointues qu'elle dans leur domaine spécifique, avec les citoyens qui sont prêts à faire un pas avec elle.

A.P.

### Éditorial de l'*Humanité* du 29 novembre 1911 par Marcel Sembat

*Tous les deux*

*Quelle belle mort !*

*En pleine vigueur, à l'heure choisie, partir ensemble avant le déclin!*

*Cette fin me paraît fière et magnifique comme un splendide coucher de soleil. Je ne sais rien de plus noble en ce genre depuis la mort des deux Berthelot<sup>88</sup>. Paul et Laura Lafargue l'ont regardé en face, cette inévitable mort que si peu de gens contemplant de sang froid ! Prévost-Paradol<sup>89</sup> dans une célèbre page sur la maladie et la mort a merveilleusement commenté ce mot de La Rochefoucauld que le soleil ni la mort ne peuvent se regarder fixement.*

*Cette maxime est vraie pour presque tous les hommes et Prévost-Paradol a bien*

<sup>86</sup> Sembat, *Les carnets noirs, journal 1905-1922*, V. Hamy éd., 2007.

<sup>87</sup> Actuellement, au 108 Boulevard Henri Barbusse à Draveil.

<sup>88</sup> Berthelot Marcellin (1827-1907). Chimiste et homme politique. A sa mort le 18 mars 1907, survenue à la suite d'une crise cardiaque quelques minutes après la mort de sa femme, Paris lui fit d'importantes funérailles et leurs dépouilles furent transportées au Panthéon.

<sup>89</sup> Prévost-Paradol Lucien(1829-1870) Publiciste, littérateur et moraliste. Dans l'opposition républicaine modérée au Second Empire, il fut « retourné ». Il se suicida.

raison de montrer que la plupart de ceux qui meurent avec courage savent éviter la vue de la mort et regarder ailleurs. Les croyants ne voient pas la mort, mais au delà, car derrière elle, ils découvrent les cieux tous grands ouverts. Les héros et les désespérés ne l'aperçoivent pas davantage et leurs yeux sont tout éblouis de gloire ou tout aveuglés de fureur ou tout noyés de larmes. Paul Lafargue n'est mort ni en saint, ni en martyr, ni en désespéré; il est mort en sage. Pour lui la maxime de La Rochefoucauld s'est trouvée fautive. Il a regardé la mort fixement comme la légende veut que l'aigle puisse regarder le soleil. Il n'a pas eu de vertige ou d'éblouissement. Je gage que parmi tous ceux qui ont lu, lundi matin, le récit de ce double départ, il n'en est pas un seul qui n'ait fait un retour sur lui-même, et senti son cœur se serrer. Chacun s'est dit: « Et quand ce sera mon tour, tout de même ? Que ferais-je ? D'ordinaire, on n'y pense guère. On s'étourdit. On secoue la tête: « bah !, j'en ai encore pour longtemps ! » mais cette démarche tranquille des deux voyageurs qui descendent du train où nous sommes tous nous donnait à réfléchir. Ils avaient l'air de nous crier: « Bonsoir, compagnons ! Nous voici arrivés, nous autres ! Nous descendons ! » Et la pensée que le terme du voyage approche à chaque tour de roue nous est venue à tous. Je parierais même qu'à plus d'un l'idée s'est présentée d'imiter Paul et Laura Lafargue, quand il en sera temps. Oh ! Je comprends parfaitement qu'on aime mieux mourir tout d'un coup que de s'en aller par lambeaux. Ceux qui ont lu Wells<sup>90</sup> n'auront pas manqué de se rappeler un de ses tableaux d'avenir et cette cité étrange où quiconque veut quitter la vie peut se confier à la Compagnie de l'Euthanasie,

qui lui prépare un trépas souriant. Est-ce que cela ne vaut pas mieux que d'être guetté par les paralysies, les infirmités, le gâtisme ? « ma foi !, me disait un camarade, moi au lieu de me détruire comme cela, j'aimerais mieux d'abord casser la tête à Lépine<sup>91</sup> ! ». Ce camarade ne connaît pas la montagne ! Dès que vous commencez à gravir les premières pentes, si vous vous retournez pour regarder la plaine, vous apercevez très au dessous de vous villages, toits et clochers qui vous semblent petits et puérils. Vous y étiez il y a une heure et d'ici où vous êtes prévenu, c'est un monde lilliputien, un boîte à joujoux de Nuremberg. J'imagine que Lépine, vu du seuil de la mort doit être insignifiant et minuscule. « J'en ferai sans doute autant que lui dans quelque trente ans » me disait un collègue en me serrant la main d'un air résolu. Ce paisible rentier aurait grand tort ! Qu'a-t-il à craindre, bon dieu ? Redouterait-il l'affaiblissement intellectuel ? Ce serait de la présomption.

Non ! Le suicide est un acte individuel qui ne doit jamais servir d'exemple. Jamais, en effet, les circonstances psychologiques ne peuvent être strictement pareilles. Tenez ! Le seul fait d'avoir des enfants ou de n'en pas avoir peut en pareil cas modifier la conduite du tout au tout<sup>92</sup>. En cette matière, il n'y a pas de règle commune. C'est à chacun de faire son choix et de décider pour soi-même.

Pour ma part, tout en admirant, comme je l'ai dit, l'imposante simplicité de cette double fin, j'avoue qu'un projet de suicide, entretenu pendant de longues années, nourri et caressé d'avance, me semble familiariser trop tôt l'esprit avec la perspective de la mort et l'y plier d'une trop prompte résignation. Une telle préparation me paraît contraire à cette frénétique volonté de vivre, à ce violent appétit d'exister qui sont la racine même et l'essence de l'énergie active. Cette remarque ne diminue pas, je le

<sup>90</sup> Wells Herbert (1866-1946) Son œuvre la plus célèbre est *la guerre des mondes* (1897). Dans *a modern utopia* (1905), il présente une synthèse de sa pensée scientiste.

<sup>91</sup> Lépine Louis (1846-1933) Préfet de police, 1893-97 et 1899-1912, il était la bête noire des socialistes.

<sup>92</sup> Les enfants de Paul et Laura étaient décédés en bas âge.

répète, mon enthousiasme. Aucun stoïcien n'a quitté l'existence avec une plus sereine intrépidité; et sans parler des stoïciens si austères et si raides, notre pénétrant La Fontaine<sup>93</sup> n'a-t-il pas, d'avance, approuvé ces façons aisées de s'en aller?

« Pour moi, je voudrais qu'à cet âge On sortit de la vie ainsi que d'un banquet remerciant son hôte et que l'on fit son paquet ».

# L'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE QUOTIDIEN

DIMANCHE 3 DÉCEMBRE 1911

---

5<sup>c</sup>

REDICTION & ADMINISTRATION  
14, Rue de Valenciennes, Paris (10<sup>e</sup>)  
TELEPHONE 100-00

ABONNEMENTS

5<sup>c</sup>

Directeur Politique : **JEAN JAURÈS**

5<sup>c</sup>

---

## QUE NOTRE DEUIL SOIT IMPOSANT

### APPEL À LA Classe Ouvrière

Un grand nombre de Parisiens ont été tués à la guerre. Les uns sont morts en combattant, les autres en étant blessés, les autres en étant faits prisonniers, les autres en étant déportés, les autres en étant envoyés dans les camps de concentration, les autres en étant envoyés dans les camps de travail forcé, les autres en étant envoyés dans les camps de détention, les autres en étant envoyés dans les camps de mort. Les uns sont morts en combattant, les autres en étant blessés, les autres en étant faits prisonniers, les autres en étant déportés, les autres en étant envoyés dans les camps de concentration, les autres en étant envoyés dans les camps de travail forcé, les autres en étant envoyés dans les camps de détention, les autres en étant envoyés dans les camps de mort.

### LES RENDEZ-VOUS

Le dimanche 3 décembre 1911, à 10 heures, au Père-Lachaise, pour les obsèques de Paul Lafargue. Le dimanche 4 décembre 1911, à 10 heures, au Père-Lachaise, pour les obsèques de Paul Lafargue.

### LES DÉPARTS INTERNATIONAUX

Le dimanche 3 décembre 1911, à 10 heures, au Père-Lachaise, pour les obsèques de Paul Lafargue. Le dimanche 4 décembre 1911, à 10 heures, au Père-Lachaise, pour les obsèques de Paul Lafargue.

L'ITINÉRAIRE

### CONDOLÉANCES

Les membres du Parti Socialiste ont adressé leurs condoléances à la famille de Paul Lafargue.

### LA RECONSTITUTION

Le Parti Socialiste se réunit à la fin de l'année pour discuter de la situation internationale.

### LES TROIS FILLES DE KARL MARX

Portrait of the three daughters of Karl Marx.

### LE DÉPART

Le Parti Socialiste se réunit à la fin de l'année pour discuter de la situation internationale.

<sup>93</sup> La Fontaine. La mort et le mourant VIII, 1.

43. Le jour des obsèques au Père-Lachaise, le 3 décembre 1911

# 44. Le monde socialiste et syndicaliste en deuil

**Journal Socialiste Quotidien**

Directeur Politique : **JEAN JAURÈS**

LUNDI 4 DÉCEMBRE 1914

5 C.

RÉDACTION & ADMINISTRATION  
14, Rue de Valenciennes, PARIS (2<sup>e</sup>)  
TÉLÉPHONE : 102-90

ABONNEMENTS

5 C.

## LES FUNÉRAILLES GRANDIOSES

### Obsèques Socialistes

C'est bien le peuple de Paris qui, par ses acclamations, a rendu hommage à son grand citoyen, le socialiste Jean Jaurès. Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose. Les socialistes de Paris ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose. Les socialistes de Paris ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose. Les socialistes de Paris ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose. Les socialistes de Paris ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose. Les socialistes de Paris ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose. Les socialistes de Paris ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

### LE CORTÈGE

De 16 à 20.000 Personnes

Le cortège a été précédé par une manifestation grandiose. Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

### LES DISCOURS

Le citoyen Ed. Vaillant

Le citoyen Ed. Vaillant a prononcé un discours grandiose. Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

### LES DISCOURS

Le citoyen Ed. Vaillant

Le citoyen Ed. Vaillant a prononcé un discours grandiose. Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

### LES DISCOURS

Le citoyen Ed. Vaillant

Le citoyen Ed. Vaillant a prononcé un discours grandiose. Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

### LES DISCOURS

Le citoyen Ed. Vaillant

Le citoyen Ed. Vaillant a prononcé un discours grandiose. Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

### A LA CORDERIE

Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose. Les socialistes de Paris ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

### Au Colombarium

Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose. Les socialistes de Paris ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

### Le citoyen Korbely

Le citoyen Korbely a prononcé un discours grandiose. Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

### Le citoyen Korbely

Le citoyen Korbely a prononcé un discours grandiose. Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

### Le citoyen Korbely

Le citoyen Korbely a prononcé un discours grandiose. Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

### Le citoyen Korbely

Le citoyen Korbely a prononcé un discours grandiose. Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

### Le citoyen Korbely

Le citoyen Korbely a prononcé un discours grandiose. Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

### Le citoyen Korbely

Le citoyen Korbely a prononcé un discours grandiose. Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

### Le citoyen Korbely

Le citoyen Korbely a prononcé un discours grandiose. Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

### Le citoyen Korbely

Le citoyen Korbely a prononcé un discours grandiose. Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

### Le citoyen Korbely

Le citoyen Korbely a prononcé un discours grandiose. Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

### Le citoyen Korbely

Le citoyen Korbely a prononcé un discours grandiose. Les socialistes de France ont voulu honorer sa mémoire par une manifestation grandiose.

*Paul Lafargue était avant tout un matérialiste; avant d'être le gendre de Karl Marx, il était le fils intellectuel de Diderot. Sa riche nature débordante de besoins et d'appétits, ses études médicales aussi, peut-être, l'avaient incliné déjà vers la philosophie matérialiste avant de connaître l'auteur du Capital.*

*La vie, il ne la concevait point comme une vallée de larmes. Il la voulait large et douce, confortable et ensoleillée, égarée de toutes les joies intellectuelles, de toutes les voluptés des sens et du cœur.*

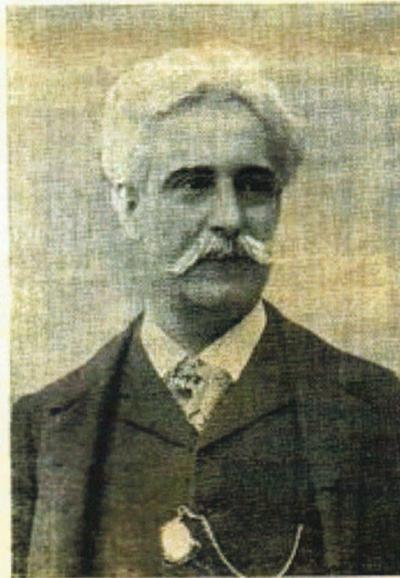
*Il le voulait ainsi — et c'est par là qu'il était devenu socialiste — non seulement pour lui, mais pour tous les hommes et toutes les femmes, et son socialisme scientifique qui doit affranchir l'humanité de la misère, de l'ignorance et de tous les préjugés religieux, sociaux et moraux, n'est que le cri du cœur d'un croyant matérialiste.*

*C'est cette foi matérialiste qui lui a dicté le Droit à la paresse, son chef-d'œuvre, cet enfant de son cerveau et de sa chair.*

*C'est elle qui donne à ces adieux à la vie leur grand air de sérénité et comme un parfum de jeunesse.*

(La Guerre Sociale.)

Un Sans-Patrie.



Paul Lafargue.

#### 45. Éditorial de la Guerre sociale après le décès de Paul Lafargue

« Paul Lafargue était avant tout un matérialiste. Avant d'être le gendre de Karl Marx, il était le fils intellectuel de Diderot... »

C'est cette foi matérialiste qui lui a dicté le Droit à la paresse, cet enfant de son cerveau et de sa chair. C'est elle qui donne à ces adieux à la vie leur grand air de sérénité et comme un parfum de jeunesse ».

Un sans-patrie

## 6. Fiches biographiques du dictionnaire Maitron

### Lafargue Paul

Né à Santiago-de-Cuba le 15 janvier 1842, mort à Draveil (Seine-et-Oise) le 25 novembre 1911 ; docteur en médecine ; il épousa Laura, fille de Karl Marx ; membre de la Première Internationale, franc-maçon -- voir E. Thirifocq -- fondateur, avec Guesde, du Parti ouvrier français, vulgarisateur du marxisme.

L'ascendance de Paul Lafargue était des plus complexes. Sa grand-mère paternelle, une mulâtresse de l'île de Saint-Domingue, mariée à un Français probablement venu de la région bordelaise, chercha refuge à Cuba lors du soulèvement des Noirs (1796-1802) au cours duquel son mari disparut. Expulsée de Cuba, comme tous les émigrés français, par la révolte des colonies espagnoles, elle gagna La Nouvelle-Orléans avec l'enfant qui devait être le père de Paul Lafargue. Elle y vécut d'expédients, de petits commerces ambulants de fruits et menus objets. Le calme revenu, elle regagna Santiago. Le grand-père maternel de Lafargue, Abraham Armagnac, d'une famille juive et française vivant à Saint-Domingue, rentra de France où il avait terminé ses études lorsque la révolte locale obligea sa famille à quitter l'île. Bientôt, il vécut, hors des liens légaux du mariage, avec celle qui fut la grand-mère maternelle de Lafargue, une Caraïbe, fille de cette race indigène que la colonisation européenne devait peu à peu submerger et éteindre. Dans les veines de Lafargue coulait le « *sang de trois races opprimées* », mulâtres, juifs, indiens, disaient ceux qui voulaient étaler ses lettres de noblesse révolutionnaire. D'autres ne manquaient pas de plaisanter ses origines mêlées et de souligner que ses ancêtres n'avaient pas amassé que des malédictions. Sa mère lui laissa effectivement quelque avoir auquel s'ajouta, en 1895, l'héritage de la fortune d'Engels. Cependant, le plus souvent, Lafargue, à la suite de Marx, vécut des libéralités d'Engels et ne jouit donc pas à proprement parler, selon une formule célèbre, des avantages du patriciat tout en goûtant les douceurs de la philosophie plébéienne.

En 1851, quand Paul Lafargue eut neuf ans, sa famille l'envoya poursuivre ses études en France. Aux lycées de Bordeaux et de Toulouse, il parcourut le cycle secondaire, puis commença ses études médicales à la Faculté de Paris. Avec la jeunesse intellectuelle en pleine fermentation politique, il combattit l'Empire et collabora à La Rive gauche fondée par Charles Longuet en 1864. Il fit un voyage à Londres, en février 1865, au cours duquel il rencontra Marx, puis participa, en octobre 1865, au premier congrès international d'étudiants, à Liège, dont il fut un des organisateurs. Pour avoir demandé, le 29 octobre, « *la suppression des rubans aux couleurs nationales et l'adoption d'une seule couleur, la couleur rouge* », il fut exclu à vie de l'Université de Paris et pour deux ans de toutes les universités de l'Empire. Il appartenait alors à la loge l'Avenir. Il se réfugia en Angleterre où il acheva, en juillet 1868, ses études médicales.

Mêlé aux milieux internationaux qui gravitaient à Londres autour de Marx, Paul Lafargue fréquenta la maison du proscrit et s'éprit de Laura, sa fille cadette. Marx, qui le jugeait « *très brave garçon, mais enfant gâté et par trop enfant de la nature* » (lettre à Engels, 23 août 1866), mit des conditions financières aux fiançailles et, le 13 août, il confiait à Engels : « *J'ai écrit aujourd'hui une longue lettre en français à Lafargue pour lui dire que les choses ne pourront aller plus loin et aboutir à un arrangement que lorsque sa famille m'aura fourni des renseignements positifs sur sa situation économique.* » Lafargue fit rapidement le nécessaire et, le 23 août, Marx pouvait préciser à Engels : « *Le père m'a écrit de Bordeaux, a demandé pour son fils*

*le titre de fiancé et m'a fait, au point de vue financier, des conditions très favorables.* » Le mariage eut lieu deux ans plus tard, le 2 avril 1868.

Dès 1866 (cf. lettre de Marx à Engels du 24 mars), Lafargue était entré au Conseil général de l'Internationale comme représentant de l'Espagne dont il parlait la langue. Ces fonctions demeurèrent les siennes après les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> congrès (Lausanne 1867, Bruxelles 1868). Il avait adhéré également à la branche française AIT de Londres, mais il l'abandonna assez vite (cf. lettre de Marx à Engels, 4 août 1868). Ses luttes parisiennes, sa formation scientifique, le milieu londonien et les contacts internationaux qu'il lui ménageait firent que Lafargue abandonna peu à peu son proudhonisme originel. On ne peut dire cependant qu'il ait parfaitement assimilé le marxisme. Engels le reprit souvent -- cf. *Correspondance* -- et, pour ne prendre qu'un exemple, Lafargue se laissa un temps séduire par le boulangisme, « *véritable mouvement populaire pouvant revêtir, selon lui, une forme socialiste si on le laisse se développer librement* » (Cf. lettre du 27 mai 1888).

Reçu docteur en médecine, Lafargue songea à s'installer en Amérique, puis y renonça et exerça à Londres. Au début de 1870, il vint à Paris avec sa femme et chercha à obtenir l'équivalence de son grade. Il fréquenta les Internationaux parisiens et appartint à la section de Vaugirard de l'AIT et signa le texte le Plébiscite et la Libre Pensée (voir Louis, Joseph, Henri Place). Lors de la déclaration de guerre, les Lafargue partirent pour Bordeaux où ils arrivèrent le 2 septembre. Paul Lafargue fonda un éphémère journal, La Défense nationale, puis, du 6 au 19 avril (selon Testut, cf. rapport Arch. P Po), fin avril-début mai (selon Lafargue, *l'Égalité*, 17 décembre 1882), séjourna à Paris. De toute façon, il ne saurait être le Lafargue qui signa l'Affiche rouge du 6 janvier 1871.

À Bordeaux, Lafargue écrivit dans la Fédération, organe de la section bordelaise de l'Internationale -- voir Dargance -- et appartint à la section de l'Internationale dont il était même le secrétaire-correspondant, selon La Tribune du 1<sup>er</sup> mars 1871. Il fut des vingt et un membres de l'AIT -- candidats aux élections municipales du 30 avril 1871 à Bordeaux -- figurant sur une liste comprenant en outre quinze membres du Comité d'émancipation communale, toute la liste « *adoptant dans son entier le programme de la Commune de Paris* » (Arch. P Po B a/439 et Arch. Dép. Gironde, série M, Police générale, 1868-1875).

La situation devenant critique, Lafargue s'enfuit à Saint-Gaudens (Vienne) en mai. Fin juillet, il était à Luchon (Haute-Garonne), tout près de la frontière espagnole, avec sa femme et les deux soeurs de celle-ci. Le 26 juillet, mourut, âgé de quelques mois, le troisième enfant des Lafargue qui avaient déjà perdu, en janvier 1870, une petite fille de trois mois ; leur fils aîné, Étienne, né en décembre 1868, mourra en Espagne en mai 1872.

Au début d'août, suivi de sa femme et de son fils, Lafargue passa en Espagne. Ses deux belles-soeurs, un moment arrêtées, furent relâchées. Arrêté à Huesca, le 11 août, à la demande du gouvernement Thiers, Lafargue fut relâché le 21, l'extradition ayant été refusée. À partir de novembre 1871, il put rétablir le contact avec Engels et, le 24 décembre, il était à Madrid où, comme délégué du Conseil général, il eut pleins pouvoirs pour l'Espagne. Il travailla avec Mora et Pablo Iglesias, créa avec eux *La Emancipacion*, organe de l'AIT à Madrid, et lutta contre l'influence très forte de Bakounine. Il fit un voyage à Lisbonne, puis, sous le nom de Pablo Farga, il participa au congrès annuel de la Fédération espagnole à Saragosse (4-11 avril 1872). Il y connut un demi-échec. Au congrès suivant, à Cordoue, 15 décembre 1872-2 janvier 1873, ce fut un échec complet. Exclu le 9 juin 1872 par

la Fédération de Madrid, Lafargue créa avec quelques amis la Nouvelle Fédération madrilène qui ne joua pas grand rôle sur le champ, mais fut l'amorce du futur Parti socialiste espagnol.

Lafargue assista au 5<sup>e</sup> congrès de l'Internationale tenu à La Haye, en septembre 1872, où il représenta « la Fédération de Madrid [sans doute la Nouvelle Fédération madrilène], une autre Fédération espagnole et la Fédération de Lisbonne » -- voir Serrailier. Il vota pour que les pleins pouvoirs fussent accordés au conseil général, pour l'exclusion de Bakounine et de J. Guillaume, mais s'abstint en ce qui concernait celle de Schwitzguebel. Il se prononça enfin pour le transfert à New-York du siège du Conseil général. Avec Marx, et surtout Engels, il rédigea la brochure : *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'AIT*, op. cit.

Après le congrès de La Haye, Lafargue et sa femme s'installèrent à Londres. Mais, frappé douloureusement par la perte de ses trois enfants, il ne consentit plus à exercer la médecine et ouvrit un atelier de photolithographie et de gravure. Il fit des affaires peu brillantes. Après son retour en France, en 1882, il entra quelques mois comme rédacteur dans une compagnie d'assurances.

Au point de vue de la propagande, il assura, dès 1880, à *L'Égalité* de Guesde une collaboration épisodique masquée par l'anonymat. Cette collaboration devint patente et plus copieuse dans la troisième série (11 décembre 1881-5 décembre 1882).

Pour importante qu'ait été l'œuvre de vulgarisation doctrinale de Lafargue, elle ne résume pas toute son activité. Il milita au sein du Parti ouvrier. L'année même de son retour, il se rendit au congrès de Saint-Étienne où, dès les premières heures, devait se constater une scission entre « possibilistes » et socialistes fidèles au programme signé par Guesde et Lafargue, que Marx avait revu, ainsi qu'à ce qu'on nommait alors le marxisme et que Lafargue entendait comme un « déterminisme économique ». Avec la minorité réunie à Roanne, il signa la déclaration qui fut l'acte de naissance du POF auquel sa vie resta toujours étroitement liée. Il fut son candidat au conseil municipal de Paris, en 1887, dans le V<sup>e</sup> arrondissement (quartier du Jardin des Plantes), où il obtint 568 voix sur 4 941 inscrits et 3 419 votants. Il le fut encore aux élections législatives de 1889 dans l'arrondissement de Saint-Amand (Cher) où il recueillit 1 219 voix. Il joua un grand rôle dans la plupart des congrès du Parti, notamment à Marseille (1892) et à Nantes (1894), dans l'élaboration de son programme agraire. Sa pensée, comme son action, se confondait avec celle de Guesde. Il semble même avoir été, dans l'agglomération parisienne du POF, l'inspirateur de Guesde, dans la mesure où il avait mieux assimilé que lui le marxisme et, en conséquence, banni plus tôt que lui de son esprit les conceptions romantiques de l'action ouvrière. Son activité cependant ne saurait être comparée à celle de Jules Guesde. Journaliste doctrinaire, polémiste mordant, Lafargue n'avait pas les qualités oratoires de Guesde ; à la tribune, il était plus docte qu'habile et il n'avait pas l'esprit de répartie. Cependant, il porta souvent la parole socialiste dans les centres ouvriers et il lui arriva d'encourir la répression. Pour des propos tenus dans la région minière, industrielle et rurale de Montluçon-Commentry (Allier) en septembre 1882, en compagnie de Guesde, il fut, avec ce dernier, condamné en appel, le 26 avril 1883, par les assises de Moulins, à six mois de prison et 100 F d'amende. Au cours de leur détention à Sainte-Pélagie, les deux codétenus élaborèrent le programme du POF et Lafargue composa le *Droit à la paresse*. Libéré le 21 novembre, Lafargue reprit la plume au service de ses idées, souvent aux côtés de Guesde, au *Cri du Peuple*, au *Citoyen*, et, à partir de 1885, à *La Revue socialiste* de Benoît Malon, et au *Socialiste*, hebdomadaire du POF. Il multiplia pendant ces années-là les conférences et cours d'économie sociale. Cet

enseignement, jugé subversif, le mena, en 1886, devant les assises de la Seine, mais il fut acquitté.

En avril 1891, délégué par le Conseil national du POF dont il était membre, P. Lafargue donna trois conférences à Fourmies et dans deux localités voisines, à Wiguehies et à Avor. Le 1<sup>er</sup> mai, à l'occasion des manifestations ouvrières, la petite cité industrielle fut le théâtre de sanglants événements. Victime d'une campagne de presse, Lafargue fut inculpé comme un des instigateurs de ce tumulte. Il avait parlé à Fourmies, en compagnie de Culine, le principal inculpé. Le journal opportuniste d'Avesnes, *L'Observateur*, revint, le 12 mai, sur leurs discours, aggravant la version qu'il en avait donnée au lendemain de l'événement. Le Temps lui fit écho le 13 mai et ne publia pas, par la suite, la rectification que lui adressa Lafargue. Traduit, les 4 et 5 juillet, devant les assises du Nord, à Douai, Lafargue, défendu par Alexandre Millerand, fut condamné à un an de prison pour excitation au meurtre. Enfermé à Sainte-Pélagie, le 1<sup>er</sup> août 1891, il en fut tiré par la mort de Werquin, député radical de la 1<sup>re</sup> circonscription de Lille. Pour monnayer le retentissement de l'affaire de Fourmies et libérer le condamné de Sainte-Pélagie, le POF posa la candidature de Lafargue et, par les voix de Guesde, Delory, Ghesquière, Duc-Quercy et Ferroul, mena une ardente campagne. Au début d'octobre 1891, Lafargue adressa, de sa cellule, un appel aux électeurs lillois : *« Vous aurez, le 25 octobre, à juger cette République bourgeoise qui, fondée grâce à vous, au prix d'efforts et de sacrifices sans nombre, n'a su, depuis vingt années de patience et de misère mises généreusement à son service, qu'augmenter les charges budgétaires, encourager les tripotages financiers et frapper le pain et la viande de droits affameurs... Vous aurez à juger cette société capitaliste qui concentre de plus en plus dans les mains fainéantes les moyens de production industriels et agricoles, multiple le nombre des prolétaires sans propriété, les transforme en machines à profits, eux, leurs femmes et leurs enfants, et prétend payer sa dette aux producteurs, ainsi dépouillés de leurs produits, avec le bureau de bienfaisance et l'hôpital. »*

Les résultats du premier tour dépassèrent les espoirs que pouvait autoriser le passé. Aux élections générales de septembre 1889, dans la même circonscription, le candidat du POF, Delory, n'avait obtenu que 1 406 voix contre 6 751 et 4 025 aux candidats républicain et conservateur. Or, combattu par la presse de Paris, sauf *L'Intransigeant* de Rochefort, combattu par la plupart des journaux du Nord, Lafargue atteignit 5 005 voix contre 2 928 au candidat opportuniste, H. Depasse, 2 272 au radical Roche et 1 246 au candidat de droite. La lutte redoubla. Le Grand Écho du Nord et du Pas-de-Calais, neutre jusque-là, entra en lice contre Lafargue, attaqué dans sa personne, ses origines, ses attaches avec le « Prussien » Karl Marx, ses écrits, et notamment le *Droit à la paresse*. Néanmoins, le 8 novembre, Lafargue l'emporta par 6 420 voix contre 5 175 au candidat gouvernemental Depasse. Le 7 décembre, par 357 voix contre 27, la Chambre des députés valida son élection et Lafargue, libéré depuis le 9 novembre, passa de Sainte-Pélagie au Palais-Bourbon où il fit ses débuts le lendemain en présentant une proposition d'amnistie générale qui fut repoussée par 393 voix contre 109. M. Paul Leroy-Beaulieu, un des maîtres de l'école libérale, professeur au Collège de France, souligna la portée de cette élection, non sans une pointe d'exagération due peut-être aux craintes que lui inspirait ce résultat. *« Avec M. Lafargue, gendre de K. Marx, écrivit-il, ce qui entre dans le Palais-Bourbon, c'est le collectivisme, c'est une doctrine arrêtée, systématique. Qu'on ne s'y trompe pas : l'entrée brusque du collectivisme au Parlement est un événement. Que M. Jules Guesde, par hasard, soit élu à son tour, et la France aura l'équivalent de Bebel et de Liebknecht... »* Et,

après avoir opposé ces « *hommes d'étude et de propagande* » aux opposants de jadis, aux « *poupées de l'extrême gauche* », il concluait : « *L'entrée du collectivisme au Parlement dans la personne de ces rudes batailleurs sans prétentions ni relations mondaines est un tout autre facteur. Eh bien ! qu'on y prenne garde* » (L'Économiste français. 5 décembre 1891).

En 1893, Lafargue fut battu avec 1 782 voix sur 18 348 électeurs inscrits. Par suite de l'augmentation du nombre de sièges pour le département du Nord, un remaniement des circonscriptions enleva à la sienne une grande partie de la ville de Lille et y engloba seize communes rurales conservatrices. Paul Lafargue redevint pour toujours militant et propagandiste. Vers 1896, il se fit initier à l'Ordre des Chevaliers du Travail. Au congrès général des organisations socialistes de la salle Japy, à Paris, il combattit, le 4 décembre 1899, la participation ministérielle de Millerand, il reconnut qu'elle était un témoignage de la force grandissante du socialisme, « *un gage de notre prochain triomphe* », dit-il. Mais, dès l'instant qu'on ne la présentait pas « *comme une action exceptionnelle* » que, assura-t-il, « *nous [...] eussions laissé passer sans en rien dire* », mais comme « *le point de départ d'une nouvelle méthode d'action [...], c'est contre cette méthode nouvelle d'action que nous nous élevons ici* », déclara-t-il ; et il en dénonça les dangers : écarter le socialisme de son vrai terrain de lutte, associer ses représentants aux « *fautes* », aux « *crimes* », « *que commet le gouvernement bourgeois* » (Compte rendu, pp. 111-115, passim). Il poursuivit son combat contre le ministérialisme au *Petit Sou*. En 1901, à l'issue des luttes et des regroupements autour de ce problème, Lafargue se trouva, avec le POF et les amis de Vaillant, au Parti socialiste de France. En 1905, avec ce dernier, il entra dans la SFIO, et appartint à sa CAP, de cette date à sa mort. Aux élections générales de 1906, il fut son porte-drapeau contre Millerand dans la 1<sup>ère</sup> circonscription du XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Le 6 mai, il rassembla 2 914 suffrages contre plus de 8 000 à l'ancien ministre socialiste. Lafargue participa activement à la plupart des congrès du parti socialiste unifié. À Nancy (août 1907), il défendit les thèses antimilitaristes des congrès internationaux et dit son peu de confiance dans l'insurrection contre la guerre. À Toulouse (octobre 1908), il repoussa toute idée de retour à la politique d'union des gauches défendue par J.-L. Breton, rappela les thèses d'Amsterdam et fit partie de la commission qui élaborait une motion d'unanimité. À Saint-Étienne (avril 1909), il préconisa une tactique électorale du second tour fondée sur l'appréciation, dans chaque cas particulier, de l'attitude à prendre en fonction des seuls intérêts du prolétariat, tactique aussi éloignée du désistement automatique en faveur des radicaux, recommandé par J.-L. Breton, que du maintien systématique prôné par Hervé. Cette thèse triompha et fut maintenue au congrès de Nîmes (février 1910), dans une motion que Lafargue contribua à rédiger. Au congrès de Paris (juillet 1910), il refusa toute valeur socialiste à la coopération. À Saint-Quentin (avril 1911), il s'éleva contre la conception d'un socialisme municipal ; forme de gestion municipale, qui peut être bonne, la régie, pensait-il, ne saurait acheminer vers le socialisme. Dans le « *guesdisme* » même, Lafargue ne se sentait plus à son aise. Voici comment, sur la base de documents inédits appartenant à l'Institut du marxisme-léninisme de Moscou, V.-M. Daline caractérisait les divergences entre Guesde et Lafargue, en janvier 1964, lors d'une séance du groupe d'étude d'histoire de France de l'Académie des sciences de l'URSS : « *Daline, tout en soulignant les immenses services rendus par Guesde et ses partisans à la diffusion du marxisme en France, montra l'existence dans l'activité de Guesde de certains traits dogmatiques, déjà signalés par Marx et Engels. Les divergences de vues apparues entre Guesde et Lafargue au sujet de l'affaire Dreyfus se*

développèrent par la suite et constituèrent un des épisodes de la lutte du marxisme révolutionnaire contre le dogmatisme. »

Pour sa part, Maurice Dommanget, congressiste à Saint-Quentin, a conservé le souvenir que Lafargue et Guesde n'y fraternisèrent pas, qu'ils avaient un peu l'air de s'ignorer. Quoi qu'il en soit, Paul Lafargue approchait de soixante-dix-ans, terme qu'il avait fixé à sa vie pour ne pas subir les atteintes physiques et intellectuelles d'une vieillesse trop avancée. Au retour d'une soirée théâtrale à Paris, Paul et Laura Lafargue se donnèrent la mort à Draveil, Grande-Rue, n° 20, dans la maison où ils habitaient. Le dimanche 3 décembre 1911, leurs dépouilles furent incinérées au Père-Lachaise avec le concours d'une nombreuse assistance et d'une cohorte d'orateurs dont la présence simultanée à Paris attesta du renom de Lafargue dans le mouvement socialiste : Dubreuilh, secrétaire général de la SFIO, Bracke, Vaillant, Guesde et Jaurès, pour la France, Karl Kautsky, pour la Social-démocratie allemande, Anseele, pour le PO belge, Keir Hardie, au nom du Labour Party, Lénine, Alexandra Kollontaï pour le POSD de Russie, Roubanovitch pour les Socialistes révolutionnaires russes. Suicide étrange qui surprit parce que rien ne le laissait prévoir, et qui, dans la France socialiste, syndicaliste et anarchiste, où Lafargue était loin de ne compter que des amis, lui valut une sorte de sympathie générale posthume.

**Oeuvres** : Lafargue a signé, comme membre du Conseil général de l'Internationale, secrétaire-correspondant de ce Conseil pour l'Espagne ou membre de la Fédération parisienne, des adresses, manifestes, etc., et assuré des traductions de semblables documents. On en trouvera la liste dans *La Première Internationale, Imprimés 1864-1876*, vol. II et III, A. Colin, Paris, 1961 et 1963.

Mentionnons à part, écrit par Engels et Lafargue, la conclusion étant de Marx (cf. Engels à Sorge, 26 juillet 1873) ; *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association Internationale des Travailleurs. Rapports et documents publiés par ordre du Congrès international de La Haye*, Londres, 1873, 137 p.

Vigoureux polémiste au service du socialisme, Lafargue a collaboré à de multiples journaux et revues en France et à l'étranger. En attendant l'étude qui lui sera un jour consacrée contentons-nous aujourd'hui d'énumérer :

1. Journaux et Revues (en plus de ceux ou celles déjà cités ; les dates indiquées ne sont pas limitatives) : *La Marseillaise*, 1869-1870. -- *Le Journal des Économistes*, 1884. -- *L'Économiste*, 1885. -- *Le Devenir social*, 1895-1898. -- *Les Cahiers de la Quinzaine*, 1900. -- *L'Humanité*. -- *La Revue philosophique*. -- *La Nouvelle Revue*. -- *Le Mouvement Socialiste*. -- *La Revue des idées*.

À l'étranger : *La Tribune du Peuple* (Belgique), 1861-1869. -- *To Day*, 1884, et *Progress*. -- *Slovo* (Saint-Pétersbourg) et *Annales de la Patrie* (Russie). -- *Neue Zeit*, 1888 et 1891.

2. Ouvrages, brochures, pamphlets (cotes de la Bibl. Nat.) : En collaboration avec J. Guesde : *Le Programme du PO, son histoire, ses considérations, ses articles* (Prison de Sainte-Pélagie, 22 octobre 1883), Paris (s. d.), in-18, 132 p. (8° Lb 57/8529). -- *Le Droit à la paresse, réfutation du Droit au travail de 1848*, Paris, 1883, in-18, 54 p., 8° (R. 5571). Le texte de cette brochure parut d'abord dans *l'Égalité*, 2° série, en 1880). -- *La Religion du capital*, Paris, 1887, in-16, 77 p. (8° R. 10 451). -- *Le Matérialisme économique de Karl Marx*, Paris, 1884, in-16 (8° R. 6039). -- *Idéalisme et Matérialisme dans la conception de l'Histoire. Conférence de J. Jaurès et réponse de P. Lafargue*, Paris, 1895, in-8°, 35 p., (8° R 6048). Les deux discours parurent d'abord dans *La Jeunesse socialiste* de janvier et de février 1895. -- *La Circoncision*,

*sa signification sociale et religieuse*, Paris, impr. de A. Hennuyer (s. d.), in-8°, 16 p. (Z. 4580). -- *Le Communisme et l'évolution économique*, Lille, 1892, in-16, 32 p. (8° R. 5364). -- *Pie IX au Paradis*, Lille, Impr. du PO in-32, 31 p., (8° Y 2/1095). P. Lafargue l'avait déjà publié dans le journal espagnol *La Émancipation*, 1872. Le texte en avait paru en 1882 dans les n° 14, 15, 16 et 17 de *l'Égalité*. P. Lafargue appelait une « blague » cet écrit sans valeur doctrinale et d'un anticléricalisme assez vulgaire. -- Conférence contradictoire du 28 novembre 1892 à l'Hippodrome lillois, entre M. l'abbé Naudet, délégué de Bordeaux au Congrès catholique de Lille et le citoyen Paul Lafargue..., rédigée d'après des notes sténographiques par Paul Cornille et Paul Hugodot, Lille, 1892, in-12, 47 p. (8° L b 57/1095). -- *Pamphlets socialistes*, Paris, 1900, in-18, 165 p., (8° R. 16 538). Pour l'essentiel, cet écrit n'est pas un inédit. Le sous-titre indique : *Le Droit à la Paresse, La Religion du capital, L'Appétit vendu, Pie IX au Paradis*. -- *La Fonction économique de la Bourse, contribution à la théorie de la valeur*, Paris, 1897, in-8°, 22 p. (8° R. 15 269). -- *Programme agricole du POF commenté par Paul Lafargue*, Paris, 1895, in-16, 31 p. (8° Lb 57/11 847). -- *La Propriété, origine et évolution, thèse communiste par P. Lafargue*, réfutation par Yves Guyot, Paris, C. Delagrave, 1895, in-18. XIV -- 530 p. (8° R. 12 909). -- *Le Socialisme et la conquête des pouvoirs publics*, Lille, 1899, in-16, 32 p. (8° Lb 57/12 571). -- *Le Socialisme et les Intellectuels*, Paris, 1900, in-18, 36 p. (8° Lb 57/12 902). -- *La Légende de Victor Hugo*, Paris, 1902, in-18, 58 p. Précédé d'un opuscule de propagande : *Le Parti ouvrier français*, 8° L n 27/49 509. Ce texte, qui présente V. Hugo comme un homme d'affaires dans le domaine des lettres, fut écrit au lendemain de la mort du grand poète et parut dans *La Défense des travailleurs*, n° 80, 14 juin 1885 (simple article) puis dans la Revue socialiste de juin et août 1891. -- *Les Trusts américains, leur action économique, sociale et politique*, Paris, 1903, in-18, 146 p. (8° R. 18 878). -- *La Question de la femme*, Paris, 1904, in-12, 24 p. (8° R. 10 197). -- *La Charité chrétienne*, Paris, 1904, in-16, 44 p. (8° R. 9 924). *Le Déterminisme économique : la méthode historique de Karl Marx*, Paris, 1907, in-18, 35 p. (8° R 11 271). -- *Le Déterminisme économique de Karl Marx, recherches sur l'origine et l'évolution des idées de justice, du bien, de l'âme et de Dieu*, Paris, 1909, in-18, 384 p., (8° R. 13 495). On y retrouve le texte précédent et, en appendice, le *Mythe de Prométhée*. -- *Causes de la croyance en Dieu*, Paris, 1905, 35 p. (IFHS : 14 A.S. 135). -- En collaboration avec J. Guesde : *Le Pourquoi et le Comment du Socialisme ou les Considérants de l'ancien programme du POF*, Lille, 1909, in-16, 16 p. (8° Lb 57/15 106). *Le Problème de la connaissance*, Paris, (s. d.), in-8°, 21 p. (8° R. 12716). *Le patriotisme de la bourgeoisie* (en langue russe), Moscou, 1918, in-16, 16 p. (8° R. 14 734). -- En juin 1872, Lafargue publia en Espagne une brochure *A los internacionales de la region espanola*, que nous n'avons pu retrouver en France.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE : Arch. PPO B a/1135 (trois lettres autographes, Sainte-Pélagie, 5, 19 et 31 août 1891). -- Arch. Ass. Nat., dossier biographique. -- Bulletin administratif du ministère de l'Instruction publique, vol. XIX, année 1865, 2 bis -- Ch. Vérecque, *Dictionnaire du Socialisme*. -- *La Première Internationale* (J. Freymond) op. cit., -- M. Molnar, *Le Déclin de la Première Internationale*, op. cit. -- M. Dommanget, *Hommes et choses de la Commune*, Marseille, s. d. -- *Blanqui et l'opposition révolutionnaire à la fin du second Empire*, Colin, 1960. -- P. Louis, *Cent cinquante ans de pensée socialiste*, Paris, 1947. -- Ch. Gras, Fourmies, DES, Paris, 1956. -- *Encyclopédie socialiste...* publiée sous la direction de Compère-Morel. -- *Paul Lafargue. Critiques littéraires*, introduction de Jean Freville, Paris, 1936. -- *F. Engels, Paul et Laura Lafargue : Correspondance*, Paris, 1956-1959 -- 3 vol.

(présentation de E. Bottigelli, compte rendu dans *Annali dell'Istituto G. Feltrinelli*, t. I et II par M. Perrot, t. III par Cl. Willard). -- *Paul Lafargue théoricien du marxisme*, textes choisis et annotés avec une préface de J. Varlet. -- *Paul Lafargue. Izbor iz Djela*. (Oeuvres choisies, traduction en serbo-croate, avec une importante préface de Mile Joka), Zagreb, 1957. -- *Congrès général des organisations socialistes françaises* (Paris, 3-8 décembre 1899) et, en général, comptes rendus des congrès socialistes. -- J. Dautry, « Lafargue et le boulangisme », *La Pensée*, n° 120, avril 1965. -- M. Vuilleumier, « Quelques documents inédits sur P. Lafargue et la famille Marx en 1871 », *Cahiers de l'ISEA*, août 1965. -- *Annuaire d'études françaises de 1964* (en russe avec des résumés ou des traductions françaises), Moscou, 1965, note pp. 296-297. -- Claude Willard : « Paul Lafargue critique littéraire » (*Le Mouvement social*, n° 59, 1967).

ICONOGRAPHIE : *Encyclopédie socialiste...* publiée sous la direction de Compère-Morel. Les Fédérations, III, p. 189.

La maison des Lafargue à Draveil (ancienne Seine-et-Oise, département actuel de l'Essonne) appartenait voici quelques années, et appartient sans doute toujours à une société civile constituée par une secte religieuse, dont elle était le siège et le lieu de culte. Il était interdit de photographier tant l'extérieur que l'aménagement intérieur de la maison qui devait être, disait-on, l'aménagement intérieur de 1911 à peine rajeuni.

J. Maitron, J. Raymond et J. Dautry.

2e période (1864-1871); 3e période (1871-1914)

### [Lafargue Laura

Née à Bruxelles le 26 septembre 1846, fille de Karl Marx, épouse de Paul Lafargue (voir ce nom), Laura Lafargue partagea la vie militante de son mari jusqu'à leur mort volontaire le 25 novembre 1911<sup>94</sup>. Elle fut déléguée au congrès du POF à Ivry (1900).]

### Lénine et Lafargue\*

Paul et Laura Lafarge sont reconnus comme introducteurs du marxisme en France par Lénine et sa femme Nadia Kroupskaïa, qui leur rendent une visite très amicale dès 1910.

C'est l'occasion pour eux, à bicyclette, de visiter, à partir de Draveil, le reste de ce qui correspond à l'Essonne actuelle. De fait, Lénine et sa femme jouent sur plusieurs tableaux en se rendant comme tant d'autres (100 000 spectateurs à Port Aviation à Ris Orangis), voir les évolutions des premiers avions. Ils pédalent ainsi jusqu'à Brétigny, Etampes (Aéropolis...) et finissent par découvrir Longjumeau... Cette petite ville de passage, proche de Paris, mais suffisamment loin pour échapper à la pression policière et celle de l'immigration russe va lui permettre de mettre en place la première et unique école officielle de cadres du Parti Ouvrier Social Démocrate Russe, en juillet 1911.

Lénine pour le Parti russe prononce un hommage émouvant, en français, sur la

<sup>94</sup> Nous formulons des réserves à propos de la sécheresse de cette notice et à la distinction des rôles qu'elle introduit.

\* Intervention d'Alain Veyssey

tombe des Lafarge, en novembre 1911. Ce décès le marque profondément et le démoralise : « Verrai-je un jour la Révolution ? » confie-t-il à sa sœur de passage à Paris... Alors que cette dernière frappe ses trois coups en Chine, dès octobre, l'Empire du Milieu vacille, le 1er janvier 1912 la 1<sup>ère</sup> République chinoise est proclamée, celle de Sun Yat Tsen, l'empereur a abdicé. Les Lafarge et Lénine, seraient-ils passés à côté d'une révolution qui va faire trembler le monde tout le long du XX<sup>e</sup> siècle ?

## Les auteurs

Serge Bianchi, historien, professeur émérite des universités, Rennes II

Marc Blondel, Président de la Fédération nationale de la Libre Pensée

Gilles Candar, historien, directeur des Cahiers Jean Jaurès et président de la Société des Etudes Jauresiennes

Daniel Carré pour l'ADMD, Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité

Jean-Numa Ducange, historien, Maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Rouen

Maurice Gelbard, instituteur

Louis Couturier, secrétaire de l'Institut de Recherches et d'Études de la Libre Pensée (IRELP)

Jacques Macé, historien, biographe de Paul et Laura Lafargue

Jean-Marc Schiappa, président de l'Institut de Recherches et d'Études de la Libre Pensée (IRELP)

**Table des annexes**

1. Lafargue, Draveil et le <i>Réveil social</i>	p. 86
2. Éditorial de Paul Lafargue – L' <i>Humanité</i> du 6 juin 1908	p. 91
3. « Sans excuse » : Éditorial de Jean Jaurès dans l' <i>Humanité</i> (3 juin 1908)	p. 94
4. Un Dimanche chez la fille de Karl Marx	p. 96
5. Centenaire de la mort de Paul et Laura Lafargue à Draveil	p. 100
6. Fiches biographiques du dictionnaire Maitron	p. 105

## Table des Illustrations

- Couverture : 1. Portrait de Paul Lafargue - 2. Le *Droit à la paresse* – 3. La tribune du colloque
- Les intervenants du colloque du 3 décembre 2011 à la tribune à Évry à la suite de leurs communications, p. 5 (4. Jérôme Guedj), 7 (5. Louis Couturier), 9 (6. Marc Blondel), 17 (7. Serge Bianchi), 21 (8. Jacques Macé), 30 (10. Gilles Candar), 38 (15. Jean-Numa Ducange), 46 (16. Jean-Marc Schiappa), 57 (17. Maurice Gelbard), 69 (23. Daniel Carré)
9. Article de la *Gironde illustrée*, 1891, p. 22
- 10-13. Les hommes du jour : Jaurès, Lafargue, Guesde, Le programme du parti ouvrier, p. 31
14. Le Premier mai 1907, p. 33
18. La famille Doucet, p. 60
19. L'avenue Paul Lafargue, p. 60
20. La maison Lafargue, p. 62
21. Sculpture de Jacqueline Macé, p. 62
22. Laura Marx jeune, p. 63
24. La statue de 1937, p. 70
25. Sépulture de la famille Longuet et des époux Lafargue, p. 70
26. Une plaque Paul Lafargue à Draveil, p. 73
27. Une plaque Laura Lafargue à Draveil, p. 73
28. Le recensement de Draveil 1911, p. 74
29. Ouvrages de Lafargue, p. 80
30. Les dirigeants du Parti ouvrier, p. 85
- 31-37. *Le Réveil social*, Draveil et Lafargue
31. Présentation, p. 86
- 32-34. Une réunion à Vigneux, p. 87
- 35-37. Solidarité avec les grévistes de Draveil, affiche, réunion, Clemenceau à la tête de mort, p. 88
38. Un éditorial anticapitaliste, p. 89
39. Un cercle d'études à Draveil, p. 90
40. Éditorial de Paul Lafargue, *l'Humanité* du 6 juin 1908, p. 93
41. Éditorial de Jean Jaurès, *l'Humanité* du 3 juin 1908, p. 95
42. La maison des Lafargue
43. Lettre à Laura, p. 99
44. Que notre deuil soit imposant, *l'Humanité* du 3 décembre 1911, p. 102
45. Les funérailles grandioses, *l'Humanité* du 4 décembre 1911, p. 103
46. Éditorial de la *Guerre sociale*, p. 104
- 47-48. Portraits de Laura et de Paul Lafargue, quatrième de couverture

## Table des matières

Jérôme Guedj	<i>Allocution</i>
Louis Couturier	<i>Pourquoi la Libre Pensée commémore Paul Lafargue</i>
Marc Blondel	<i>Présentation du colloque</i>
Serge Bianchi	<i>Paul Lafargue, dans son temps, dans notre temps</i>
Jacques Macé	<i>Paul Lafargue, approche biographique</i>
Gilles Candar	<i>Lafargue et Jaurès</i>
Jean-Numa Ducange	<i>Paul Lafargue, figure internationale du socialisme</i>
Jean-Marc Schiappa	<i>À propos de l'antycléricisme de Lafargue</i>
Jacques Macé	<i>Le mystère Lafargue</i>
Maurice Gelbard	<i>Lafargue : Une proposition de loi de séparation de l'Église et de l'État aux attendus surprenants</i>
Daniel Carré	<i>La Société face à la mort : Combat de l'ADMD pour la légalisation d'une aide active à mourir</i>
Marc Blondel	<i>Conclusion</i>
Jacques Macé	<i>Draveil : histoire de plaques</i>
Gilles Candar	<i>Bibliographie de Paul Lafargue. Livres et brochures</i>
Louis Couturier	<i>Éléments biographiques et lexique</i>
Annexes	
Les auteurs	
Table des annexes	
Table des illustrations	
Table des matières	
Remerciements	
Crédits photographiques	

### Remerciements

Guy Juré ; Christophe Le Comte ; Alain Veysset ; Alain Picaud ; Danièle Dugelay ;  
Philippe Bouyries ; Irène Lavignolle ; Yves Morelle

*Cercle Littéraire et Historique de Draveil*

Imprimerie Pellegrino (couverture)

Le personnel du Conseil général

### Crédits photographiques

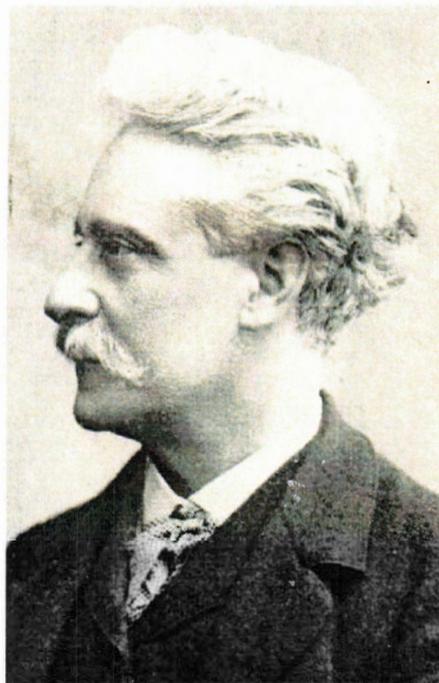
Archives départementales de l'Essonne, p. 74, 86, 87, 88, 89 ; Serge Bianchi, 60,  
62, 73 ; Guy Bouyries, 5, 7, 9, 17, 21, 30, 38, 46, 57, 69, 80 ; Aristide Delannoy, 31 ;  
Grande Bibliothèque, 93, 95, 102, 103 ; Jules Grandjouan, 31, 33 ; Jacqueline Macé,  
62 ; Jacques Macé, 31, 60, 70, 80, 85, 99, 104

Imprimerie du Conseil général

novembre 2012



## Laura et Paul Lafargue



Libre penseur, internationaliste, influencé par Joseph Proudhon, Auguste Blanqui et (surtout) Karl Marx, dont il épousa la fille, Laura, Paul Lafargue fut l'un des fondateurs de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO), qui dura jusqu'en 1969 et se fondit alors dans le Parti Socialiste actuel. Ses actions et ses thèses sur la durée du travail et sa pénibilité (il était médecin de formation), la laïcité, la place des femmes dans la vie active, le droit de mourir dans la dignité (qu'il met en pratique en 1911) font encore aujourd'hui l'objet de débats passionnés. Ce colloque, organisé par la Fédération de l'Essonne de la Libre Pensée, s'est tenu à l'Hôtel du département d'Évry, sous la présidence de Marc Blondel, Président de la Fédération nationale de la Libre Pensée, avec la participation de Jérôme Guedj, Président du Conseil général de l'Essonne. Réunissant des historiens, des spécialistes de l'œuvre Paul Lafargue, un représentant de *L'Association pour le droit de mourir dans la dignité* (ADMD), la manifestation s'est déroulée le 3 décembre 2011, jour du centième anniversaire des obsèques de Paul et Laura Lafargue au cimetière du Père-Lachaise. Près de 20 000 participants étaient venus, le 3 décembre 1911, saluer la mémoire de l'auteur du *Droit à la paresse*.